

Le crépuscule de la France d'en haut

Christophe Guilluy

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

par l'auteur de
La France périphérique

Christophe Guilluy

LE CRÉPUSCULE DE LA FRANCE D'EN HAUT

Flammarion

Christophe Guilluy

Le crépuscule
de la France d'en haut

Flammarion

Christophe Guilluy

Le crépuscule de la France d'en haut

Flammarion

© Flammarion, 2016

ISBN Epub : 9782081393417

ISBN PDF Web : 9782081393424

Le livre a été imprimé sous les références :

ISBN : 9782081375345

Ouvrage composé par IGS-CP et converti par Pixellence (59100 Roubaix)

Présentation de l'éditeur

La bourgeoisie triomphante du XIX^e siècle a disparu. Ses petits-enfants se fondent désormais dans le décor d'anciens quartiers populaires, célèbrent la mixité sociale et le respect de l'Autre. Finis les Rougon-Macquart, bienvenue chez les hipsters... Bénéficiaire des bienfaits de la mondialisation, cette nouvelle bourgeoisie en oublie jusqu'à l'existence d'une France d'en bas, boutée hors des nouvelles citadelles que sont devenues les métropoles.

Pendant ce temps, dans la France périphérique, les classes populaires coupent les ponts avec la classe politique, les syndicats et les médias. Leurs nouvelles solidarités, leur souverainisme n'intéressent personne. Le grand marronnage des classes populaires, comme avant elles celui des esclaves qui fuyaient les plantations, a commencé. On croyait la lutte des classes enterrée, voici son grand retour...

Christophe Guilluy est géographe. Il est l'auteur de deux essais très remarqués, *Fractures françaises* et *La France périphérique* (Champs, 2013 et 2015).

Atlas des fractures françaises, L'Harmattan, 2000.

Atlas des nouvelles fractures sociales en France (avec Christophe Noyé), Autrement, 2004.

Fractures françaises, Champs-Flammarion, 2013.

La France périphérique, Flammarion, 2014.

Le crépuscule de la France d'en haut

à L.

Préface

Au son de la fanfare républicaine, la France a adopté toutes les normes économiques et sociétales de la mondialisation. D'« alternance unique¹ » en déni de démocratie (la farce référendaire de 2005), la France est devenue une société « américaine » comme les autres, inégalitaire et multiculturelle. En quelques décennies, l'ordre mondialisé de la loi du marché s'est imposé. D'un modèle égalitaire, nous avons basculé en très peu de temps dans une société socialement inégalitaire et sous tensions identitaires. Ce basculement, désastreux pour les classes populaires, a provoqué un chaos social et culturel sans précédent. Un chaos couvert par le son de cette fanfare républicaine qui joue de plus en plus fort, mais aussi de plus en plus faux. Comme dans l'ensemble des pays développés, le nouvel ordre économique n'a cessé de creuser les fractures sociales, territoriales et culturelles.

Comment un tel basculement a-t-il été possible ? Comment une classe dominante, par définition minuscule, a-t-elle pu imposer un modèle que personne, et surtout pas les classes populaires, n'avait choisi ? Comment, alors que la critique du « système » (des banques, de l'oligarchie, des riches) est omniprésente dans le débat intellectuel et politique, ce modèle a-t-il pu s'établir aussi facilement ?

En réalité, s'il y est parvenu, c'est d'abord parce qu'il est cautionné par une fraction importante de la société, constituée des gagnants de la mondialisation et de ceux qui en sont protégés. Ce sont ces catégories, qui, sans être « riches » ni détenir le « capital », forment la « France d'en haut ». Sans elles, rien ne serait possible. Elles sont coresponsables des choix économiques et sociétaux qui plongent la majorité des classes populaires dans une nouvelle précarité. Elles valident une organisation territoriale, la métropolisation, qui participe à la relégation des plus modestes.

La mondialisation a en effet généré l'existence de nouvelles citadelles, les métropoles, où se concentre une nouvelle bourgeoisie qui capte l'essentiel des bienfaits du modèle mondialisé. Au nom de la société ouverte, elle accompagne et soutient ainsi les choix économiques et sociétaux de la classe dominante, dont la conséquence

est de rejeter inéluctablement ceux dont le système économique n'a plus besoin dans les périphéries territoriales et culturelles.

Exclues du modèle mondialisé qui repose sur une division internationale du travail dans laquelle les classes populaires des pays développés (trop payées, trop protégées) n'ont plus leur place, les classes populaires se concentrent dans la « France périphérique », celle des petites villes, des villes moyennes et des territoires ruraux. De la France périphérique (celle du non à Maastricht et au référendum de 2005) à l'« Angleterre périphérique » (celle du Brexit) en passant par l'« Amérique périphérique » (celle de Trump) ou la « Suède périphérique », le modèle économique mondialisé produit partout la même contestation populaire.

C'est par ces périphéries que la France d'en haut est en train de perdre le contrôle. Maastricht a été le premier coup de semonce, le référendum de 2005, le deuxième. La déstabilisation ne viendra pas d'un hypothétique « grand soir », mais du lent processus de désaffiliation sociale et culturelle des classes populaires. De la classe politique au monde culturel et intellectuel en passant par les médias, l'ensemble de la classe dominante commence à redouter les conséquences du marronnage des classes populaires. Car il rend visible un conflit de classes, aux soubassements désormais sociaux et identitaires, et dont on a longtemps prétendu qu'il n'existait plus.

Les nouvelles citadelles

Les citadelles médiévales sont de retour. Dans les métropoles mondialisées, une bourgeoisie contemporaine, « new school », a pris le pouvoir, sans haine ni violence. La captation des richesses, des emplois, du pouvoir politique et culturel s'est réalisée en douceur. On présente souvent la fracture française comme un affrontement entre les « élites » et le « peuple ». Pourtant, le système ne repose pas seulement sur les « élites », mais sur une fraction très importante de la population, une nouvelle bourgeoisie, qui réside notamment dans les métropoles et qui a cautionné tous les choix économiques de la classe dominante depuis trente ans.

Contrairement à la bourgeoisie d'hier, les nouvelles classes dominantes et supérieures ont compris que la domination économique et culturelle serait d'autant plus efficace qu'elle s'exercerait au nom du bien et de l'ouverture. De Bordeaux à Paris en passant par Lyon, elle vote à gauche ou à droite pour des candidats du modèle mondialisé et vit majoritairement dans l'une des quinze premières métropoles de France. Déguisés en hipsters, les nouveaux Rougon-Macquart peuvent se livrer à « la curée¹ » en imposant à la société française un modèle économique et territorial d'une rare violence, un modèle anglo-saxon, celui de la mondialisation. Ce basculement radical s'est réalisé sans contestation sociale majeure grâce à la mise en scène d'une opposition factice entre les partisans de la « société ouverte » et ceux du « repli ». Associées au camp du repli, les classes populaires et leurs revendications deviennent inaudibles. Débarrassées de la question sociale, les nouvelles classes dominantes et supérieures imposent leur modèle au nom de la modernité, de l'ouverture, et même de l'égalité. Après plusieurs décennies de recomposition économique et sociale des territoires, la « France d'en haut » vit désormais protégée dans de nouvelles citadelles. Si les métropoles mondialisées en sont l'illustration la plus visible, les citadelles invisibles, sociales et culturelles celles-là, illustrent bien plus encore l'entre-soi et le

grégarisme du « monde de l'ouverture ».

Derrière le mythe de la société ouverte et égalitaire des métropoles cosmopolites, nous assistons donc au retour des citadelles médiévales, de la ville fermée, et à la consolidation d'un modèle inégalitaire de type anglo-saxon. Cette réalité est occultée grâce à la fabrication d'un discours consensuel et positif sur les bienfaits de la métropolisation (c'est-à-dire l'organisation du territoire autour d'une quinzaine de grandes villes), la société ouverte, le réseau. Les classes dominantes n'hésitant pas, tout en installant un modèle inégalitaire, à chanter les vertus de la « mixité sociale ». Une posture qui permet opportunément de dissimuler le grégarisme social des gagnants de la mondialisation, la radicalité d'un conflit de classes qui ne dit pas son nom, les tensions culturelles inhérentes à l'émergence d'une société mondialisée et multiculturelle.

Car les territoires métropolitains ne sont pas seulement le lieu de la captation du patrimoine, des richesses et de l'emploi, ils sont aussi celui de la production de la fabrication de la pensée unique, ce discours du système médiatique et politique qui permet aux classes dominantes de dissimuler le réel, celui d'une société inégalitaire et sous tensions, derrière la fable de la société ouverte. La société des Bisounours n'existe pas. Le bobo en trottinette n'est pas un petit soldat perdu du monde de l'enfance. Détachée de toute appartenance collective autre que celle de son milieu, la nouvelle bourgeoisie surfe sur la loi du marché pour renforcer sa position de classe, capter les bienfaits de la mondialisation et se constituer un patrimoine immobilier qui rivalisera demain avec celui de l'ancienne bourgeoisie.

Protégée dans les nouvelles citadelles médiévales, loin d'un peuple devenu invisible, la nouvelle classe dominante réussit à dominer l'ensemble du champ culturel et politique au nom du bien et de la mixité. Contrairement à la bourgeoisie traditionnelle qui n'avait pu évacuer le conflit de classes, elle est parvenue à imposer l'idée d'une société sans intérêts de classe, où le « vivre-ensemble » est la norme. Partisans du libre-échange et de la diversité culturelle, les catégories supérieures ont érigé discrètement des frontières invisibles aussi efficaces que celles de la bourgeoisie d'hier.

Le mensonge de la société ouverte

Hier, la bourgeoisie, c'était le grégarisme social, l'entre-soi, le rejet de l'autre, le refus du progrès. C'était hier. Aujourd'hui, les classes supérieures ne s'enferment plus dans le « ghetto », elles sont « ouvertes », elles considèrent que la mixité sociale, culturelle, est une nécessité. Mieux, elles font aujourd'hui la promotion du « vivre-

ensemble ». Attachées aux valeurs de la République, elles défendent le « modèle social » (les 35 heures, très favorables aux cadres, un peu moins le Code du travail) et participent aux grandes mobilisations « citoyennes ». Voilà pour la partie visible.

Dans la réalité, l'entre-soi et le réseautage n'ont jamais été aussi pratiqués. Cette aimable bourgeoisie participe ainsi directement ou indirectement au plus important processus de relégation sociale et culturelle des classes populaires, en excluant par ses choix économiques et sociaux les catégories modestes des territoires qui comptent, ceux qui créent l'emploi et les richesses. La prédation qu'elles opèrent sur l'ensemble du parc de logements privés des grandes métropoles, hier destiné aux classes populaires, n'a pas d'équivalent dans l'histoire. Mieux, il se réalise à bas bruit, sans qu'à aucun moment l'emprise de dépossession ne soit questionnée, encore moins remise en question. Il faut dire que la concentration des catégories supérieures sur les territoires qui créent l'essentiel des richesses et de l'emploi s'accompagne aussi d'une emprise de ces catégories sur le débat public et son expression.

À la ghettoïsation sociale et territoriale des catégories supérieures fait écho une ghettoïsation intellectuelle qui interdit tout débat. La concentration des gagnants de la mondialisation sur les territoires qui regroupent richesse et création d'emploi produit ainsi une pensée, un discours unique, celui de la mondialisation et de la métropolisation heureuse. Un discours relayé par des médias et une classe politique qu'elles animent majoritairement. Inutile, donc, d'attendre un référendum sur la mondialisation, l'Europe, le Tafta ou la réforme territoriale.

Les classes supérieures ne jurent que par le « réseau » (virtuel ou de villes). L'idée est de justifier en douceur la relégation en laissant croire qu'habiter dans le Cantal ou à New York, c'est la même chose. Qu'à Guéret ou à Lyon, les champs du possible sont identiques, puisqu'on est également « connecté ». Les discours fumeux sur l'interconnexion, la mobilité, l'échange, la mixité sociale, l'ouverture aux autres, à l'Autre ne visent qu'à dissimuler les effets d'un développement économique inégalitaire et d'une organisation territoriale excluant l'essentiel des catégories modestes. Les mythes du « réseau » et de la « mobilité » promus par les médias et une intelligentsia acquise aux bienfaits de la métropolisation agissent comme des leurres parfaits pour mieux masquer la captation des richesses. D'un côté, le réseau « virtuel » (pour les classes populaires), de l'autre le véritable réseau des classes supérieures qui repose sur l'entre-soi. En se regroupant dans les grandes métropoles européennes et régionales, les cadres et professions intellectuelles supérieures font indirectement le même choix, celui de la ghettoïsation sociale. Des stratégies qui s'appliquent

aussi dans les « quartiers mixtes » des grandes villes où les pratiques d'évitement résidentiel et scolaire sont la norme. Si un vernis culturel et politique permet encore de distinguer nouvelle et ancienne bourgeoisie sur les questions sociétales, elles défendent le même modèle économique. Le modèle de la classe dominante fédère ainsi des bourgeoisies en apparence opposées, mais qui bénéficient du modèle mondialisé et de son corollaire, la métropolisation.

Abritées derrière le discours de la modernité, de l'ouverture et du vivre-ensemble, les catégories supérieures participent ainsi violemment à la relégation sociale et culturelle d'une majorité des classes populaires. Par leurs choix, économiques, résidentiels, sociétaux, elles contribuent au lent processus de désaffiliation sociale et culturelle des plus modestes. Les territoires s'organiseront donc autour de nos grandes métropoles, les richesses, le pouvoir économique, financier, culturel se concentrera toujours plus et, compte tenu du poids politique et médiatique des grandes métropoles (l'essentiel de la classe politique, médiatique et politique défend ces territoires), les tenants des territoires ruraux, des petites villes et villes moyennes, des départements ont peu de chance de se faire entendre, et ce d'autant que les classes dominantes avancent masquées.

Elles (les catégories supérieures) prônent l'égalité des territoires mais promotionnent la métropolisation et la gentrification. Elles demandent plus de mixité sociale, mais pratiquent le gréganisme social et un séparatisme discret grâce à l'évitement scolaire et résidentiel. Elles font la promotion du vivre-ensemble mais participent à l'ethnisation des territoires et à la multiplication de collèges-ghettos en contournant la carte scolaire. Au final, elles portent haut le discours républicain et le principe d'égalité, mais favorisent en réalité un modèle inégalitaire.

L'affaire est entendue, le nouveau clivage opposerait les tenants de la société ouverte au camp du repli. Dans un camp les modernes, ceux qui ont compris le sens de l'histoire, ceux qui respectent l'autre, le monde, et de l'autre les classes populaires, les peu qualifiés, les esprits faibles, les non-diplômés. Cette opposition culturelle tend à occulter deux choses. La première est que cette fracture idéologique est d'abord sociale : les catégories supérieures d'un côté, celles qui bénéficient à plein du nouveau modèle économique, et de l'autre des catégories populaires, grandes perdantes de la mondialisation. Mais cette opposition est plus perverse, car elle tend à déplacer la question sociale derrière une posture morale qui vise à légitimer les choix économiques et sociaux des catégories supérieures depuis plusieurs décennies. Le clivage société ouverte/société fermée place de fait les catégories supérieures dans une position de supériorité morale : toute critique du système économique et des choix sociétaux s'apparente

alors à la posture négative du repli, elle-même annonciatrice du retour des années 1930. À ce petit jeu, les classes populaires sont forcément perdantes socialement, culturellement et politiquement. L'échec politique des contempteurs du modèle économique, de Chevènement à l'extrême droite en passant par l'extrême gauche, illustre l'efficacité de cette stratégie.

Le stratagème est d'autant plus pervers que cette société ouverte, mixte, égalitaire, portée dans les discours ne correspond en rien à la réalité, et encore moins à celle que revendiquent ces catégories supérieures. Dans les faits, la société mondialisée est une société fermée où le gréganisme social, le séparatisme, l'évitement et la captation des richesses et des biens n'ont jamais été si puissants. Ainsi, loin du conte pour enfants rabâché sans interruption depuis vingt ans par les médias, qui oppose les bons et les méchants, la société n'est pas divisée entre les partisans éclairés de l'ouverture contre des opposants incultes et fermés. La véritable fracture oppose ceux qui bénéficient de la mondialisation et qui ont les moyens de s'en protéger et ceux qui en sont les perdants et ne peuvent se protéger de ses effets.

Derrière le discours de l'ouverture apparaît la réalité d'une ghettoïsation des classes supérieures, la généralisation d'un système de reproduction sociale et l'avènement d'un système politique oligarchique et d'alternance unique. Les postures mondialistes et multiculturalistes des élites permettent d'accompagner en douceur l'avènement d'un système profondément inégalitaire et de mettre à bas un système de protection sociale anachronique dans la logique de mondialisation.

Les élites et les classes supérieures ont compris que la société mondialisée et multiculturelle n'est viable qu'à la condition de se protéger des tensions qu'elle génère mécaniquement. Tensions sociales liées à l'éviction des classes populaires du projet économique, tensions culturelles liées à l'apparition d'une société aux identités multiples. Cette protection ne viendra pas d'un État-providence mécaniquement désarmé par les choix économiques et sociaux, mais de discrètes stratégies individuelles qui passent notamment par un renforcement de l'entre-soi et par l'évitement résidentiel et scolaire des immigrés.

Ne pratiquant ni l'ouverture ni le « vivre-ensemble réel » (le vivre-ensemble avec celui qui gagne 1 000 euros par mois, celui qui implique la cohabitation réelle avec l'Autre dans son immeuble, au travail et la scolarisation de ses enfants dans les mêmes collèges que les enfants de l'Autre), les classes dominantes et supérieures n'ont de cesse d'accuser ceux qui n'ont pas les moyens de se protéger d'être responsables des tensions.

Le discours d'ouverture au monde et aux autres apparaît pour ce qu'il est : un écran de fumée visant à dissimuler l'émergence d'une

société fermée, séparée au plus grand bénéfice des classes supérieures.

Les classes dominantes continueront à nous parler d'une société ouverte, d'une « ville en réseau », de « mobilité pour tous », d'une organisation territoriale adaptée à l'économie-monde, du vivre-ensemble, tout en bâtissant discrètement de nouvelles citadelles médiévales. Des citadelles imprenables édifiées au nom de la rationalité économique et qui captent l'essentiel des richesses et de l'emploi. Entourées de murs d'enceinte bien plus imposants et solides que ceux du Moyen Âge. Car le mur de l'argent permet de rejeter bien plus efficacement la plèbe définitivement hors les murs dans cette France périphérique. Villes fermées, les métropoles permettent aux classes dominantes et supérieures de pratiquer sans l'assumer un « séparatisme républicain » d'une rare efficacité. Ainsi, le maintien dans les quartiers de logements sociaux de ces villes de catégories populaires immigrées et précaires permet d'offrir une main-d'œuvre bon marché à l'économie métropolitaine et contribue à l'image factice de « ville ouverte ». Aujourd'hui, 60 % des immigrés vivent dans les quinze premières métropoles.

Nous y sommes donc, cette société ouverte, multiculturelle et cool, celle des grandes métropoles, a gagné, elle nous a ramenés au Moyen Âge. En quelques décennies, protégée dans ses nouvelles citadelles, la nouvelle bourgeoisie s'est approprié le patrimoine, les emplois, les richesses, le pouvoir politique et culturel. Cette captation s'est réalisée en douceur grâce à la production d'un discours dominant qui vise à occulter les conséquences de cette captation. La domination de classe doit rester invisible. La France populaire et périphérique doit rester invisible, les classes supérieures doivent se confondre avec la classe moyenne. La réaction hystérique du monde médiatique et universitaire vis-à-vis de l'emploi de l'expression « bobo », qui visait à réintroduire un rapport de classes entre les arrivants (catégories supérieures et/ou intellectuelles) et les autochtones (classes populaires traditionnelles et immigrées), est très révélatrice d'une volonté de dissimuler la captation par une nouvelle bourgeoisie d'un patrimoine destiné hier aux classes populaires, mais aussi de l'essentiel des bienfaits de la mondialisation.

Quand les Rougon-Macquart² se déguisent en hipsters

Si les Rougon-Macquart personnifiaient la bourgeoisie « dure » du XIX^e siècle, les classes supérieures boboisées incarnent la domination « cool » du XXI^e siècle. Mais, comme les Rougon-Macquart hier, la nouvelle bourgeoisie accompagne et initie les grandes transformations économiques, sociales, culturelles et urbaines contemporaines, pour

son plus grand bénéfice. Grandes gagnantes du capitalisme mondialisé, les classes supérieures voient leurs revenus et leur domination économique augmenter au rythme de la dérégulation des marchés. Mieux, elles se constituent un patrimoine immobilier qui n'a rien à envier aux hôtels particuliers de la bourgeoisie industrielle du XIX^e siècle. À une différence près : la bourgeoisie d'aujourd'hui n'est pas ostentatoire ; elle vit dans des anciens logements ouvriers, des anciennes usines, des immeubles d'activités reconvertis en lofts, dans des « quartiers populaires ». C'est la grande différence, le point essentiel de la domination, la bourgeoisie d'aujourd'hui est l'antithèse de celle d'hier. Elle a compris que la défense de ses intérêts ne passait pas par la lutte des classes, mais au contraire par le brouillage des classes. C'est d'ailleurs pour maintenir cette confusion que l'emploi du terme « bobos » est proscrit par ceux-là même que cette identification désignait comme « bourgeois ». La nouvelle bourgeoisie des métropoles ne s'est pas substituée à la bourgeoisie traditionnelle et aux riches, qui vivent toujours dans leurs quartiers³, mais se renforce dans tous les secteurs hier peuplés de catégories moyennes et populaires.

Débarassée du conflit de classes, la nouvelle bourgeoisie a compris qu'il fallait offrir au peuple le visage de l'ouverture. Le vote des métropoles pour des candidats de la droite ou de la gauche libérale vient compléter efficacement le tableau d'une bourgeoisie « cool » qui a donné naissance à la ville alternative et à un mode de vie écolo et bio particulièrement agréable. D'ailleurs, Paris, la ville de tous les pouvoirs économiques et culturels, celle où le patrimoine immobilier est le plus valorisé, est aujourd'hui un bastion de la « gauche ». La ville la plus riche de France, celle qui concentre le plus de cadres (43 % de la population active), est aussi celle qui accueille la plus grosse fédération du PS, devant celle du Nord.

Paris, stade suprême du nouveau capitalisme.

Un capitalisme cool qui offre tous les avantages de l'économie de marché sans les inconvénients de la lutte des classes. Contestataires de salon de l'économie mondialisée, les bobos parisiens occupent la partie haute de l'échelle des salaires ; contre (tout contre) le patronat, ils occupent les emplois des secteurs stratégiques du CAC 40 ; pourfendeurs de l'idéologie dominante, ils fabriquent l'essentiel du discours médiatique et culturel (le capital culturel fondamental dans une économie informationnelle) ; révoltés par la « casse sociale », ils promotionnent l'uberisation de la société, leur ennemi, c'est LA finance, mais leur finance et leur patrimoine ne se sont jamais aussi bien portés. Déguisée en hipsters, à l'abri des murs de nouveaux « hôtels particuliers », la nouvelle bourgeoisie accompagne sans mauvaise conscience le capitalisme le plus dur.

Contrairement à la bourgeoisie traditionnelle, cette bourgeoisie « new school », en tout point opposée au « peuple old school⁴ », revendique en apparence une société ouverte et mixte. Elle n'en est que plus efficace. Acquisée à la mondialisation et à son corollaire, la métropolisation, la bourgeoisie dispose d'une arme absolue et discrète pour renforcer sa position sociale, spatiale et culturelle : la loi du marché.

L'enquête annuelle « Fractures françaises » réalisée par Ipsos⁵, qui dresse chaque année un portrait de la société française depuis 2013, confirme que, si une majorité de Français (près de 60 %) considère la mondialisation comme une menace, les classes supérieures concentrées dans les métropoles y voient une opportunité : c'est le cas de 62 % des cadres en 2016, pourcentage qui s'effondre à 24 et 36 pour les employés et ouvriers. La demande d'ouverture et/ou de protection est elle aussi très clivée socialement. Les métropoles qui concentrent les secteurs économiques les mieux intégrés à l'économie-monde, et où vit la majorité des cadres et professions intellectuelles supérieures, sont logiquement les émetteurs du discours dominant sur la « société ouverte ». Cette expression « positive » n'est que l'habillage qui masque en réalité une promotion de la loi du marché. La mondialisation, et donc le règne du marché-roi, est effectivement une opportunité pour les couches supérieures. Elle offre des opportunités d'emplois bien rémunérés et permet à la nouvelle bourgeoisie urbaine de se constituer un patrimoine immobilier hier destiné aux classes populaires. La mise en avant de « la société ouverte » permet a contrario de définir une société « fermée », celle du repli, et ainsi de présenter les perdants de la mondialisation comme des gens aigris ayant des problèmes avec l'altérité. La question sociale, celle de la captation des emplois, du patrimoine par les couches supérieures, est ainsi discrètement mise sous le tapis. Vive la loi du marché.

« L'argent »

Ils aiment la ville, l'échange, l'autre, mais si les classes supérieures se concentrent dans les métropoles, c'est d'abord pour l'argent.

Comme dans le roman de Zola, les classes dominantes et supérieures profitent directement ou indirectement de la nouvelle organisation économique et financière du monde. Pas un secteur économique des métropoles, de la finance à l'audiovisuel, qui ne soit contrôlé par le « grand capital ». Si la nouvelle bourgeoisie n'a évidemment pas le visage hideux des protagonistes du roman de Zola, elle n'en demeure pas moins attachée à la « banque universelle » imaginée par l'écrivain. Contre (tout contre) le grand capital et la mondialisation, les classes supérieures se partagent les fruits d'un modèle économique mondialisé

qui repose sur l'exploitation des classes populaires de là-bas et l'exclusion de ceux d'ici. Dans une ambiance bon enfant, l'« Homo festivus⁶ » amasse de l'argent, se constitue un patrimoine sur le dos des classes populaires et vote à gauche.

Pendant que le chômage et la précarité frappent une majorité des classes populaires, les cadres supérieurs s'enrichissent. Depuis 2008, les employés et les ouvriers ont connu une forte baisse de leur niveau de vie⁷, respectivement moins 504 et moins 471 euros⁸. Dans le même temps, les cadres ont gagné 292 euros de plus en dépit de la mauvaise situation économique. Le chômage et la précarisation de l'emploi qui touchent prioritairement les classes populaires sont à l'œuvre et se renforcent au rythme de la métropolisation, c'est-à-dire au rythme de la concentration des emplois qualifiés et bien rémunérés. En 2012, le niveau de vie moyen des individus des catégories sociales les plus aisées (cadres supérieurs et professions libérales) varie de 2 400 à 4 300 euros. Les professions intermédiaires de 2 000 (pour les contremaîtres) à 2 250 euros (pour les administratifs de la Fonction publique). Pour les catégories populaires, le niveau de vie oscille entre 2 000 euros pour les employés administratifs et 1 340 euros pour les ouvriers non qualifiés de type artisanal. Des montants qui peuvent être trois fois moins élevés que ceux des classes supérieures ! Une inégalité que l'on retrouve chez les retraités, puisque les cadres ont des pensions presque trois fois plus élevées que celles des ouvriers.

Évidemment, il y a des cadres au chômage, des intellos précaires, et tout n'est pas rose pour les classes supérieures. Mais, contrairement aux classes populaires, elles vivent bien, peuvent retrouver un emploi quand elles en perdent un, habitent dans des endroits corrects sans insécurité, elles partent en vacances, leurs enfants peuvent faire des études supérieures et n'ont en général pas de véritables difficultés à s'assurer un mode de vie bourgeois. Parce qu'elles vivent dans les métropoles les plus dynamiques, la majorité d'entre elles maintiendront ou amélioreront leur position sociale.

« L'argent », mais aussi « la curée »

Bien sûr, il ne se passe pas un jour sans que l'on se désole du renchérissement des prix de l'immobilier. Revendiquant une ville « ouverte et mixte », les nouvelles classes urbaines participent à la curée en s'attribuant l'essentiel d'un parc de logements privés destiné hier aux catégories modestes par la simple loi du marché. Le processus est opportunément masqué par une sémantique euphémisante qui vise à rendre invisible la violence du conflit de classes. C'est d'ailleurs pour cette raison que j'avais choisi de détourner il y a plus de quinze ans⁹ le terme « bobo » du journaliste David Brooks. Travaillant sur la

gentrification des quartiers populaires à la fin des années 1990, je cherchais à montrer un conflit de classes sciemment dissimulé par l'utilisation d'un mot neutre tel que « gentrificateurs ». L'utilisation de cette expression provoqua une réaction immédiate et défensive de la classe médiatique et universitaire¹⁰. Ce qu'elle ne supporte pas, c'est que, dans « bourgeois-bohème », il y a « bourgeois ». Or, l'une des caractéristiques des nouvelles classes urbaines est de dissimuler leur statut social, de faire croire qu'elles font partie d'une classe moyenne majoritaire, comme tout le monde. Sous le prétexte que l'expression « bobo » ne serait pas assez « scientifique », le monde universitaire continue à utiliser le mot « gentrificateur », plus flou, plus « urbain », moins « clivant », au plus grand bénéfice de la bourgeoisie...

Avec la bourgeoisie « new school », la curée est « bienveillante ». La bienveillance, l'intérêt pour les plus faibles, pour l'Autre, est une caractéristique de la nouvelle bourgeoisie qui habille ses stratégies de classe en affichant son altruisme, souvent sincère (engagement associatif, aide au soutien scolaire...). Cette compassion pour l'Autre, le plus faible, est d'autant plus facile qu'elle s'adresse le plus souvent à des catégories populaires immigrées où le rapport de classes est court-circuité par les différences culturelles des catégories populaires immigrées qui ne remettent pas en question la domination sociale de la nouvelle bourgeoisie.

Pendant ce temps, l'éviction des classes populaires du parc privé s'accélère, dans l'invisibilité. La disparition du « parc privé social de fait¹¹ » est pourtant le moteur de cette gentrification que l'on fait semblant de regretter. Exit les autochtones, bienvenue aux yuppies. Les autochtones ? Le mot fait frémir. Précisons. Nous parlons de ceux qui sont nés et habitent dans ces quartiers, aucune dimension ethnique, donc. Non, ce ne sont pas seulement les classes populaires d'origine française qui sont interdites de leur territoire, mais aussi les jeunes issus de l'immigration qui y sont nés et ne pourront s'y maintenir. La disparition du parc privé social de fait et le renchérissement du prix du foncier rendent désormais impossible l'entrée dans ces villes d'une majorité de Français. Les classes populaires, pourtant majoritaires en France, sont devenues minoritaires dans l'ensemble des grandes métropoles. Emblématique, l'Ile-de-France, où les prix immobiliers sont supérieurs de 9 % à ceux du reste du pays, dont les limites se confondent avec celles de l'aire urbaine parisienne (ce qui en fait d'ailleurs la seule « région métropole »), est la seule région de France où la part des classes populaires est minoritaire.

Mieux, et alors même que le mouvement de gentrification a été enclenché il y a plusieurs décennies, le mouvement se perpétue. Cette dynamique d'éviction des plus modestes et dorénavant des catégories

moyennes se poursuit, un mouvement que la construction de logements sociaux ne freinera pas, car le marché crée les conditions de la présence des catégories dont le marché de l'emploi a besoin. C'était vrai hier, quand les villes étaient industrielles, les ouvriers et catégories modestes pouvaient se loger dans le parc privé. C'est vrai aujourd'hui, où le marché de l'emploi, tourné vers des secteurs demandeurs d'une main-d'œuvre très qualifiée, n'a plus besoin des catégories modestes, sauf dans quelques secteurs des services, du BTP ou de la restauration ; le maintien d'un parc de logements sociaux structurellement minoritaire vise ainsi à répondre à ces besoins.

Avec une « population active cadres » évaluée à 43 % en 2012, la question de la gentrification de la ville de Paris est derrière nous. Recouvrant l'ensemble de la région Ile-de-France, l'aire urbaine parisienne illustre des évolutions bien plus significatives. Dès les années 1990, l'Ile-de-France n'abritait plus en son sein qu'une minorité de catégories populaires. Seule région où ces catégories sont minoritaires, la région-métropole subit les dynamiques classiques de la gentrification. Les années 2000 n'ont cessé de renforcer la tendance, les territoires populaires se réduisant comme peau de chagrin et se limitant désormais aux enclaves de logements sociaux où se concentrent les flux migratoires.

Cette présence populaire et immigrée permet aux tenants de la métropolisation de mettre en avant l'image d'une ville ouverte et mixte. La réalité est que la présence de ces catégories ne freine qu'à la marge le processus d'éviction des catégories modestes des métropoles. Par ailleurs, l'accentuation des inégalités spatiales montre que le modèle métropolitain ne favorise pas l'ouverture et la mixité, mais la ségrégation.

La « ville ouverte » à 15 000 euros le m² ?

Le discours de la « ville ouverte », d'un modèle territorial « égalitaire », d'une économie qui profiterait à tous ne résiste pas à la réalité d'un marché immobilier qui exclut chaque jour un peu plus des classes populaires que l'on fait semblant de vouloir maintenir en décrétant des objectifs de « mixité sociale » irréalisables. 2 480 euros le mètre carré, c'est le prix auquel s'échangeait la pierre parisienne il y a tout juste vingt ans. Il est à plus de 8 000 euros aujourd'hui et atteint plus de 15 000 euros dans les quartiers de l'Ouest ou du centre de la capitale. Tous les arrondissements sont concernés par cette hausse, y compris les arrondissements « populaires » de l'Est et du Nord. Ce sont en effet les quartiers qui accueillaient hier des ouvriers et des employés qui ont enregistré les plus fortes progressions. Les acheteurs d'appartements anciens, mais aussi d'anciens locaux

commerciaux et industriels, ont ainsi entraîné un embourgeoisement radical des quartiers centraux et un processus de gentrification toujours actif des arrondissements populaires. Les 18^e, 19^e ou 20^e arrondissements ont enregistré une multiplication par cinq de leur prix au mètre carré¹². En considérant qu'un ouvrier économise 100 euros par mois, il lui faudrait un siècle pour acquérir 10 mètres carrés dans les anciens quartiers de la commune de Paris. Si les prix moyens sont inférieurs à Lyon, Toulouse ou Rennes, la progression est telle qu'elle interdit aux classes populaires de ces régions un accès à la ville.

La carte de France des prix au mètre carré (voir [ici](#)) est une représentation qu'on utilise peu, et pour cause, elle fait apparaître les métropoles pour ce qu'elles sont : de nouvelles citadelles désormais inaccessibles à la majorité des Français. En économisant 100 euros par mois (ce qui est beaucoup pour un salarié moyen), un travailleur français pourrait par exemple s'offrir un mètre carré de logement parisien (10 000 € en moyenne) en dix ans ! Et la marge de progression est encore forte, puisqu'à Londres, le mètre carré peut atteindre 80 000 euros. Ces prix signifient qu'on ne parle pas ici de ville ouverte, mais de ville fermée, définitivement bouclée. Contrairement à ce que laissent entendre les objectifs de « mixité sociale », il n'y aura pas de retour en arrière. Les « gentrificateurs » s'approprient des biens le plus souvent à la faveur d'un décès ou d'une revente d'immeuble. Aujourd'hui, les classes populaires traditionnelles n'ont tout simplement plus les moyens d'occuper ces espaces stratégiques pour l'emploi. Les quartiers et communes de logements sociaux représentent donc désormais la dernière possibilité pour les catégories populaires de se maintenir dans les métropoles. Ce parc de logements, où se concentrent les flux migratoires, est évité par les classes populaires traditionnelles. L'éviction des classes populaires des métropoles sera donc définitive. Et ce n'est pas la construction de 20 ou même 30 % de logements sociaux qui changera la donne. La nouvelle bourgeoisie a gagné. Nulle volonté de « chasser les pauvres », nul complot, simplement l'application stricte de la loi du marché. Le marché de l'immobilier a créé les conditions de la présence des catégories dont le marché du travail a besoin. La ville mondialisée a besoin de catégories supérieures qualifiées et d'exploiter à la marge des catégories populaires immigrées, voilà tout.

« On est chez nous ! »

Dans leur volonté de se distinguer de la bourgeoisie traditionnelle, les nouvelles classes supérieures récupèrent la marque « populaire », jouent au « populo » dans les anciens quartiers ouvriers et fréquentent

des bars et restaurants qui ont gardé leur décorum « ouvrier ». Cette récupération du « populaire » est une caractéristique de la nouvelle bourgeoisie. Ce recyclage contribue à aseptiser la culture populaire pour mieux la rendre invisible. Le football en est une illustration parfaite. Ce sport hier méprisé, ringardisé, est devenu un spectacle pour la nouvelle bourgeoisie. Jusqu'à la Coupe du monde de 1998, le foot était plutôt vu comme le sport des beaufs, des prolos alcoolisés. Depuis, les stades des métropoles (en France et en Europe) sont devenus des salons de thé, les tribunes se sont gentrifiées, les prix des billets se sont envolés. Le 6 février 2016, des milliers de supporters de Liverpool quittaient les tribunes d'Anfield pour s'insurger contre le prix des places, qui atteignent désormais 100 euros¹³. À Paris, le Parc des Princes est déserté par les supporters des équipes visiteuses scandalisées par les prix pratiqués. Le processus n'est pas près de s'arrêter car, malgré les augmentations, le taux de remplissage des stades, notamment en Angleterre, ne cesse d'augmenter. Comme dans les anciens quartiers populaires des grandes villes, nous assistons en réalité à une substitution de population. Dans les villes mondialisées, le football est devenu le spectacle de la bourgeoisie. S'il reste encore quelques tribunes « populaires », elles sont désormais sous contrôle. À Paris, à Lyon ou à Lille, la bourgeoisie urbaine peut désormais hurler le cri de guerre traditionnel des supporters : « On est chez nous ». Exclues des métropoles, les classes populaires, trop vulgaires, trop violentes, trop attachées à un territoire, une commune, un pays, font désormais tache dans un univers gentrifié, mondialisé et déterritorialisé. Les Anglais, qui ont inventé le football, ont été les premiers à subir ce basculement. Les classes populaires ont disparu des gradins des grands clubs britanniques. La culture populaire du football résiste désormais loin des métropoles, dans les villes moyennes, les petites villes et les zones rurales, dans les petits clubs de 2^e ou 3^e division de la « Grande-Bretagne périphérique ».

Un « nouvel esprit bourgeois » né de la cohabitation de deux bourgeoisies

« Il faut arrêter de se mentir, l'UMPS existe bien » : cette affirmation de Daniel-Cohn-Bendit¹⁴ a le mérite de la clarté. Il aurait pu ajouter que ces partis, comme les autres, sont le produit d'une sociologie, celle des gagnants de la mondialisation, et d'un territoire, celui de la France des métropoles. L'hyperconcentration des catégories supérieures provoque une cohabitation de fait entre catégories supérieures de droite et de gauche. Si elles se distinguent notamment sur les questions sociétales, elles sont en accord sur l'essentiel : le modèle économique mondialisé. Reflet d'un modèle unique, les métropoles

annoncent la politique unique, en attendant le parti unique.

« Un nouvel esprit bourgeois » souffle sur ces territoires, résultat de la concentration d'une majorité des classes supérieures et de la fabrication d'un discours unique. C'est en effet à partir des métropoles que l'idéologie libérale-libertaire¹⁵ s'est épanouie. La sainte alliance de l'individualisme et de la loi du marché a ouvert la voie au modèle inégalitaire. Jean-Pierre Chevènement l'avait annoncé, il ne resterait rien de la droite et de la gauche si l'une abandonnait la nation et l'autre le social. Le cauchemar de Chevènement s'est réalisé par le haut, dans les métropoles. À quelques nuances près, les catégories supérieures, de droite comme de gauche, défendent la même idéologie. Juppé (la droite) à Bordeaux ou Collomb (la gauche) à Lyon défendent le même projet économique et social. Partisans de la mondialisation, de la dérégulation, de la société multiculturelle.

Cette idéologie « libérale-libertaire » illustre parfaitement ce que Christopher Lasch¹⁶ avait perçu dans *La Révolte des élites* : la sécession des classes dominantes d'avec le peuple. Illustration parfaite de ce processus, les classes supérieures métropolitaines s'inscrivent dans cette « culture du narcissisme » typique de la nouvelle classe dominante. Un « culte du moi » où le collectif n'existe plus, renforcé dans les métropoles par la disparition des catégories populaires. Libérées des catégories modestes, les nouvelles classes urbaines deviennent alors les promoteurs d'un modèle libéral mondialisé qui conforte leur position de classe. Si l'alliance des bourgeoisies, c'est-à-dire du libéralisme économique et du libéralisme culturel, est au cœur de l'idéologie de la métropolisation, elle contribue là aussi à l'orientation idéologique des partis de gouvernement. L'invisibilité des classes populaires permet ainsi d'accentuer un processus de concentration des richesses et des emplois dans les métropoles et de justifier l'affaîssement de l'État-providence. Pour le bilan chiffré que l'on connaît : 6,1 millions de personnes inscrites à Pôle Emploi¹⁷, 8,5 millions de pauvres (60 % du revenu médian), 6 millions de personnes aux minima sociaux, 3,9 millions de bénéficiaires de l'aide alimentaire, 2,3 millions de bénéficiaires du RSA, 3,8 millions de mal-logés¹⁸, 900 000 personnes privées de logement personnel, 150 000 SDF.

Bénéficiaires d'un modèle économique et territorial qui assure aussi leur hégémonie politique et culturelle, les classes supérieures métropolitaines sont les gardiennes du temple libéral. Elles ne remettront jamais en question le dogme de la mondialisation, de la « croissance sans emploi » (pour les plus modestes) ou de la division internationale du travail. Et peu importe que, pour la première fois dans l'Histoire, les classes populaires ne vivent plus là où se créent l'emploi et la richesse, mais dans une « France périphérique » de plus

en plus fragile socialement.

Une idéologie libérale qui n'interdit pas la manne publique

Acquise à la loi du marché, aux normes libérales, à la nécessité de réduire la redistribution, la nouvelle bourgeoisie métropolitaine ne dédaigne pourtant pas la manne publique et les politiques sociales quand elles servent ses intérêts. Le géographe Gérard-François Dumont¹⁹ a ainsi montré à quel point les métropoles coûtent cher à la collectivité : dotation de l'État, équipements publics, surreprésentation des fonctionnaires territoriaux, mais aussi rénovation urbaine quasi permanente dans les banlieues des grandes villes.

Cette attention pour la banlieue, qui ne s'est d'ailleurs jamais démentie quelle que soit la couleur politique des gouvernements ou collectivités, est souvent présentée comme un exemple d'altruisme des classes supérieures, une main tendue à l'Autre, aux minorités. La réalité est plus triviale. Le modèle métropolitain est très inégalitaire, il repose sur un marché du travail clivé, avec d'un côté des classes supérieures très qualifiées et de l'autre des emplois peu qualifiés occupés par des travailleurs immigrés dans le BTP, les services ou la restauration.

Il convient donc de maintenir des enclaves sociales au sien des métropoles où sera logée cette main-d'œuvre, et les banlieues jouent ce rôle. Le problème est que, du fait de la double dynamique de gentrification et d'immigration, les inégalités sociales, spatiales et culturelles n'ont cessé de s'accroître. Du fait de l'étalement des grandes villes, les « quartiers » se situent désormais au cœur des métropoles les plus riches de France, dans le coffre-fort métropolitain. Le contexte est explosif, on l'a vu en 2005²⁰. L'altruisme des classes dominantes en direction des minorités ou des banlieues masque une volonté de contrôler socialement des populations utiles à l'économie locale.

L'intérêt pour le logement social des métropoles ne relève pas non plus de l'altruisme. Si la part du logement social à Paris est passée de 13,4 % en 2001 à 17,6 % en 2012²¹, ce n'est pas pour créer les conditions d'un retour des classes populaires à Paris, mais pour y maintenir les « *key-workers* ». Ces « travailleurs clés » pour la ville que sont les personnels de santé, instituteurs, policiers, professions intermédiaires, n'ont plus accès au parc de logements privés et doivent souvent s'exiler. Si la disparition des classes populaires traditionnelles ne préoccupe pas les municipalités, en revanche la disparition de ces petites mains qui assurent la continuité des services publics commence à inquiéter. Les immigrés dans le parc très social de banlieues, les *key-workers* dans le parc social intermédiaire de la ville-centre : la

bourgeoisie libérale des métropoles sait se faire étatiste quand ses intérêts sont en jeu.

Cela n'empêche pas ces mêmes catégories d'expliquer à quel point les classes populaires, des ouvriers aux paysans, bénéficient de la solidarité nationale. Une solidarité qui ne serait pas possible sans le « matraquage fiscal » des classes supérieures. Ce discours porté tout autant par la droite que par le Parti socialiste, qui laisse entendre que les catégories supérieures seraient la vache à lait des classes populaires, s'applique aussi aux territoires : la « France périphérique », celle des espaces ruraux, des petites villes et de certaines villes moyennes, ne vivrait que grâce à la générosité des métropoles, notamment de l'Île-de-France. D'un côté des métropoles embourgeoisées qui travaillent, de l'autre une France périphérique peuplée d'assistés. Une représentation condescendante des classes populaires qui est, à peu de chose près, celle de la bourgeoisie traditionnelle depuis au moins les Rougon-Macquart !

L'entre-soi des partisans de la « diversité »

L'idéologie métropolitaine repose notamment sur le mythe d'une société ouverte où « tout est possible ». Comme dans la Silicon Valley, des idées, de la volonté et un bon ordinateur permettraient à tous les individus de se hisser en haut de l'échelle sociale.

La métropole est ainsi présentée comme le territoire des « champs du possible », on a même inventé la jolie expression d'« idéopôle²² » pour laisser entendre que ces territoires ne seraient en rien l'émanation du capitalisme mondialisé. Si la France métropolitaine est le lieu de la production d'« idées », la « France périphérique » est donc celle du « vide intellectuel », des gens qui ne produisent rien de nouveau. Il n'est pas surprenant que le modèle californien, celui de la Silicon Valley, constitue une référence pour la société métropolitaine. Ce modèle repose en effet sur cette idéologie libérale-libertaire qui « constitue depuis des décennies la synthèse la plus accomplie de la cupidité des hommes d'affaires libéraux et de la contre-culture “californienne” de l'extrême gauche des sixties²³ ». Car on oublie toujours de préciser que les patrons de la Silicon Valley ne viennent pas d'en bas, de Bill Gates à Mark Zuckerberg, tous les petits « génies » de l'informatique sont issus de milieux aisés. Le nouveau monde ressemble en tout point à l'ancien. De San Francisco à Paris, les nouvelles classes urbaines qui promeuvent la « société ouverte » pratiquent l'entre-soi et la cooptation sociale traditionnelle de la bourgeoisie.

Protégées derrière le mur de l'argent, les classes supérieures

minimisent les risques en vivant sur les territoires les mieux pourvus en emplois privés et publics les mieux rémunérés. Si elles n'ont cessé de vanter la méritocratie économique et républicaine, elles ont compris que le maintien de leur position de classe et la réussite de leurs enfants ne passaient pas par les vertus du marché, encore moins par celles de la République, mais par un entre-soi protecteur. Cette stratégie est d'une efficacité redoutable. La nouvelle bourgeoisie n'apparaît pas comme prédatrice, mais au contraire comme ouverte et altruiste. Une stratégie qui permet d'évacuer le conflit de classes et de renforcer discrètement une position et une reproduction sociales.

Fils et filles de : les « nouveaux héritiers »

C'est en 1964 que Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron²⁴ pointent l'importance du patrimoine social et culturel familial dans la réussite scolaire et professionnelle des individus. C'était en 1964, il y a une éternité. Depuis, tout a changé, en pire. Les grandes écoles recrutent toujours plus dans les milieux aisés, la cooptation discrète et le réseautage conditionnent en partie la réussite dans le secteur privé. Les « fils et filles de » sont comme des poissons dans l'eau dans cette société libérale où le chacun-pour-soi est la norme et où la méritocratie républicaine appartient au passé. La France est d'ailleurs, selon l'OCDE, le pays dans lequel l'environnement familial influence le plus la réussite scolaire²⁵. Une tendance qui se renforce au rythme de la métropolisation.

La concentration des universités dans les grandes villes n'est évidemment pas nouvelle, mais, après plusieurs décennies de gentrification, elles se retrouvent au cœur des territoires les plus embourgeoisés. Dans ce contexte, l'accès à l'offre d'enseignement supérieur devient difficile, voire impossible pour un jeune issu d'un milieu populaire de la France périphérique. La nouvelle géographie sociale accélère un processus, déjà ancien, d'homogénéisation sociale, notamment dans les grandes écoles. Le processus est si visible que certains établissements, comme Sciences po, pratiquent une forme de discrimination positive en recrutant en banlieue. Ces politiques d'affichage ne répondent évidemment en rien à la question de l'accès à l'enseignement supérieur des enfants issus de classes populaires, notamment ceux de la France périphérique. Pour la majorité d'entre eux, l'aventure de l'enseignement s'arrêtera au bac ou, au mieux, aux filières techniques. L'Observatoire des inégalités²⁶ note que les « étudiants, enfants de cadres supérieurs, constituent près de la moitié des étudiants dans les filières les plus sélectives (écoles d'ingénieurs, par exemple), alors que leurs parents ne représentent que 15 % des emplois. Inversement, les enfants d'ouvriers seront mieux représentés

dans les filières courtes, des IUT aux BTS en passant par les écoles paramédicales et sociales ». En master et en doctorat, la part des enfants d'ouvriers et d'employés est respectivement de 17 et 12 % (alors que leurs parents représentent 52 % des actifs occupés). Pis, depuis 1990, on observe une stagnation, voire une baisse de l'accès à l'enseignement supérieur pour les enfants issus des classes populaires. Et que dire des grandes écoles, où la bourgeoisie a pris ses quartiers de père en fils. C'est le cas à Polytechnique, HEC ou Sciences po. Dans les grandes écoles, la « diversité » s'arrête à la parité et à la diversité régionale. Une enquête consacrée à l'INET²⁷, le prestigieux Institut national des études territoriales, qui forme donc à des emplois publics, montre que la féminisation y est en effet très importante, de même que la diversité géographique : les administrateurs sont originaires de toutes les régions de France et d'outre-mer. Problème, elles et ils proviennent des mêmes milieux sociaux, près de 60 % des élèves ont ainsi des pères cadres ou cadres retraités (inversement, les élèves issus de classes populaires ne représentent que 8 % des diplômés). De futurs cadres territoriaux qui porteront donc la bonne parole dans toutes les régions de France, celle des classes dominantes et un modèle territorial unique, celui de la métropolisation. Inversement, quand ils accèdent à l'enseignement supérieur, les élèves issus des classes populaires acquièrent des diplômes sans valeur dans des universités peu cotées. Mais si la méritocratie républicaine a vécu, elle n'a pas été remplacée par la méritocratie économique.

La recomposition économique et sociale des territoires parachève en effet le modèle de la reproduction sociale. Des start-up aux grandes entreprises, des médias à la finance en passant par le cinéma ou l'audiovisuel, l'économie métropolitaine concentre aujourd'hui les emplois les plus qualifiés et les mieux rémunérés. Cette concentration (en 2010, 61 % des emplois de cadres se situaient dans les grandes aires urbaines de plus de 500 000 habitants, l'aire urbaine de Paris employant à elle seule 35 % des cadres) favorise la gentrification de ces espaces, l'entre-soi et, in fine, la reproduction sociale. La mondialisation participe ainsi paradoxalement à l'effacement du système méritocratique de l'entreprise. En contradiction avec le modèle libéral qu'elles plébiscitent, les classes supérieures ont choisi le modèle fils de » (en attendant celui du « petit-fils de » ?). C'est vrai dans le secteur privé, mais aussi dans la haute fonction publique, qui ne recrute que dans la bourgeoisie.

Le modèle de la Silicon Valley, d'un « capitalisme ouvert », ne s'inscrit guère en faux : pour l'essentiel, les créateurs de start-up sont généralement des « héritiers ». Jean-Laurent Cassely²⁸ rappelle ainsi que 83 % de ces start-up avaient été fondées (ou cofondées) par un diplômé de grande école (passé par un cursus initial ou

complémentaire), 16 % par un diplômé de l'université (française ou étrangère) et 1 % par des autodidactes sans diplôme ! Au NUMA, carrefour de l'innovation numérique parisien, qui accueille notamment un accélérateur privé de start-up, une opération transparence a éclairé crûment le niveau d'homogénéité de parcours qui sévit dans le milieu. Selon une étude réalisée par le cabinet Roland Berger et publiée en février sur les jeunes start-up en phase de création, le porteur de projet type est un homme (à 81 %) jeune (25-34 ans dans 60 % des cas) issu d'une école de commerce ou d'ingénieurs (23 % pour chaque type de filière, soit près d'un sur deux). Apanage de 3 % d'une génération, le diplôme de grande école d'ingénieurs ou de commerce est devenu la norme de l'entrepreneuriat numérique. Or, les enfants de cadres et de professions intellectuelles supérieures constituent la moitié des effectifs des filières les plus sélectives (classes prépas), alors qu'ils représentent environ 15 % de la population.

Par l'entre-soi qu'elle engendre, la métropolisation vient parachever le système bourdieusien des héritiers. La société ouverte des métropoles sera demain celle des territoires de la reproduction sociale et le « fromage métropolitain » sera partagé par les « fils et filles de ». Une captation en règle des bienfaits de la mondialisation par une nouvelle bourgeoisie « cool » et ouverte à la diversité. La réussite d'une part minoritaire de jeunes issus de la banlieue permettra opportunément de masquer la reproduction sociale à l'œuvre dans ces nouvelles citadelles.

À ce propos, qu'en est-il de la « diversité » ? Partisans de la société ouverte, les classes supérieures des grandes villes sont acquises à la promotion des minorités. Dans le monde ouvert et méritocratique de l'entreprise, cela devrait d'ailleurs être la norme. Déception, là encore. L'entrepreneur Paulin Dementhon²⁹, lui-même issu d'un milieu qu'il décrit comme bourgeois sans être particulièrement riche, de parents cadre et entrepreneur, constate ainsi que, « depuis qu'Internet et les start-up sont sur le devant de la scène, énormément de boîtes qui sont créées le sont par des hommes blancs qui ont fait HEC ». Comme le disait Yvon Gattaz (ancien président du Medef et père de l'actuel président du Medef), « pour la succession des entreprises familiales, les patrons se partagent en deux catégories : ceux qui croient que le génie est héréditaire et ceux qui n'ont pas d'enfants³⁰ ». L'entre-soi et la reproduction sociale participent fortement à l'accentuation d'une fracture potentiellement explosive au sein des jeunes des grandes villes. Entre d'un côté une jeunesse dorée et/ou branchée et majoritairement blanche, et de l'autre une jeunesse issue de l'immigration particulièrement lasse du discours d'ouverture de catégories qui prônent la diversité tout en s'en protégeant.

Un constat encore plus marqué dans le monde des médias, de la

culture et de l'image, et qui illustre l'emprise des classes dominantes sur un secteur clé pour le pouvoir.

En effet, qu'est-il de la « diversité » dans le « petit monde de l'ouverture » ?

« Petit carottage » au PS, dans le monde du cinéma, de la culture et de la presse

Ne soyons pas trop durs. Ce n'est pas parce que les « partisans de la mixité et de l'ouverture » n'ont pas entrepris la grande migration vers les quartiers de logements sociaux de banlieues (pourtant proches) des grandes villes, ni parce qu'ils n'ont pas scolarisés leurs enfants dans les collèges-ghettos (ceux qui accueillent les minorités), qu'il faut en conclure que les croyants de la « diversité » ne seraient pas aussi des « pratiquants ». On ne plaisante pas avec sa progéniture, ni avec son cadre de vie. En revanche, on peut imaginer que leur monde du travail s'ouvre plus facilement aux minorités. Une plongée dans les milieux professionnels les plus prescripteurs en matière d'« ouverture » devrait le confirmer. Un « petit carottage » dans les hauts lieux de l'ouverture que sont le Parti socialiste, la presse ou la culture devrait nous rassurer.

Si le Parti socialiste ne défend plus (au moins depuis son virage libéral de 1983) les classes populaires, il est en pointe sur la question de la diversité. C'est donc logiquement dans ce parti que l'on devrait rencontrer le plus de diversité culturelle et ethnique. Pourtant, « trente ans après la Marche pour l'égalité et des années de militantisme au Parti socialiste, on est encore obligés de mettre le pétard sur la tempe des instances du parti pour avoir la diversité³¹ » : c'est ainsi que deux secrétaires nationaux décrivaient dans une tribune au journal *Libération* la situation en 2015. Les statistiques avancées par les auteurs sont en effet implacables : 1 % des parlementaires métropolitains, 5 % des conseillers régionaux et seuls 14 conseillers généraux sur l'ensemble des conseils départementaux étaient issus de la diversité. Seuls un ambassadeur et trois préfets, sur les cinquante-deux choisis par le chef de l'État, sont issus de la diversité. Dans les cabinets ministériels, c'est pire encore : sur les cent quarante directeurs de cabinet et chefs de cabinet et leurs adjoints ou postes équivalents, seuls cinq ont des noms « non européens ». Et, au sein même des instances du PS, sur les deux cent trois membres du Conseil national, sept seulement sont issus de la diversité (dans certaines instances départementales : aucun représentant de la diversité).

La « diversité », l'antiracisme n'auraient donc été qu'un slogan, une manipulation politique destinée à recueillir les voix des minorités ? Finalement, comme un Sarkozy qui jouait le vote des « petits Blancs »

en tenant des discours durs sur l'immigration tout en se gardant d'infléchir les flux migratoires³², le Parti socialiste aurait joué le vote des « petits Noirs et les petits Beurs » en les victimisant et en fascisant toute opinion divergente sur le sujet. Le discours sur la « diversité » n'a jamais été suivi d'effet, il n'a jamais été question d'« offrir » des places aux « indigènes ». La gestion politique des quartiers populaires, ainsi que le diagnostic misérabiliste posé par des experts proches du parti, ont toujours été marqués par une forme de paternalisme. L'invention de la « démocratie participative », c'est-à-dire de la participation des citoyens à la prise de décision politique, ou l'introduction du concept fumeux d'« *empowerment* » dans les quartiers ne vise ainsi qu'à garantir des votes et la paix sociale, pas à céder un pouvoir réel. Les Français issus de l'immigration, notamment en banlieue, l'ont parfaitement compris.

Les dirigeants socialistes ne sont pas les seuls à porter le discours de la « société mixte et ouverte ». Le monde de la presse, en moyenne très prescripteur sur le sujet, est aussi très décevant. La corporation est majoritairement acquise aux idéaux de la gauche socialiste (au premier tour de l'élection présidentielle 39 % des journalistes déclarent avoir voté pour François Hollande, 19 % pour Jean-Luc Mélenchon et 18 % pour Nicolas Sarkozy. Au second tour, 74 % choisiront François Hollande. Seuls 3 % des sondés disent avoir voté Marine Le Pen³³. Une tendance durable, puisque les sondages dans les écoles de journalisme donnaient 40 % des voix à Hollande et 25 % des voix à Jean-Luc Mélenchon³⁴. Le CSA³⁵ a dénoncé « l'absence de diversité dans le secteur du journalisme ». Les rédactions de la grande presse, mais aussi les écoles de journalisme, restent désespérément homogènes, bourgeoises et/ou blanches. Une situation qui risque d'ailleurs de s'accroître dans les années à venir avec la crise de la presse qui conduit mécaniquement les classes supérieures à renforcer l'entre-soi et la cooptation.

Un autre secteur économique s'est engagé fortement depuis des années pour défendre la diversité, celui de l'audiovisuel, et notamment du cinéma. Déception, là encore.

Haut lieu de la lutte contre le racisme et de la promotion de la mixité, le milieu du cinéma est aussi le plus endogame. En mars 2016, la cérémonie américaine des Oscars a donné lieu à une polémique sur l'absence de Noirs dans la liste des nominés. La soirée a permis au présentateur noir Chris Rock de dénoncer avec humour une « cérémonie où les récompenses ne sont attribuées que par des Blancs » et un « racisme de cercle ». Il pointait du doigt l'essentiel : l'idéologie perverse d'une classe dominante. Officiellement bienveillant avec la diversité, évidemment antiraciste, le milieu du cinéma vit dans l'entre-soi et fait perdurer un système de reproduction

sociale. Au même moment avait lieu en France la cérémonie des César. Contrairement à cette Amérique raciste, la France est évidemment plus ouverte. La preuve, le jury a récompensé le film *Fatima* (l'histoire d'une femme de ménage algérienne qui élève avec difficulté ses enfants) et tous les intervenants ont pu chanter les vertus de la diversité devant une salle singulièrement blanche et bourgeoise. Une industrie audiovisuelle « sur fond blanc » qui a intégré depuis longtemps les règles du « *diversity business* » qui impose la mise en avant, comme à Hollywood, du « Beur de service » (ou du « Nègre de maison³⁶ ») afin de donner une image d'ouverture à l'un des milieux économiques et culturels les plus fermés. Notons que cet entre-soi concerne plus largement l'ensemble du monde de la culture, pourtant très disert sur la question de l'altérité. Un collectif³⁷ s'est d'ailleurs constitué pour dénoncer « l'absence de diversité au théâtre, dans les arts plastiques et dans l'ensemble des disciplines et lieux culturels français ».

Quant au public, il reste encore aujourd'hui très majoritairement composé de catégories supérieures, y compris au cinéma : en 2012, seulement 55 % des ouvriers sont allés au cinéma au moins une fois dans l'année, contre 82 % des cadres supérieurs, les pourcentages s'effondrant à 23 et 20 contre 63 et 69 % pour le théâtre et le musée³⁸.

Quand est évoquée la question de la faible représentation des minorités dans les partis de gauche, dans les milieux culturels ou dans la presse, elle est immédiatement rejetée, non sur les acteurs de ces secteurs ou organisations, mais sur la société tout entière. La faute au « racisme », aux « discriminations », à « l'opinion », aux « classes populaires », aux « néo-réacs », jamais au gréganisme socio-culturel de ces milieux. Il est pourtant assez simple pour des élus, des réalisateurs ou des rédacteurs en chef blancs de faire la promotion de la diversité : il suffit de ne pas s'accrocher à sa place.

Le mouchoir de la diversité

En réalité, la mise en avant de la diversité par le « parti de l'ouverture » n'est qu'une stratégie de défense d'intérêts de classe. Car, ne nous y trompons pas, la question de la diversité vise à dissimuler l'essentiel : la non-représentation de l'ensemble des classes populaires, blanches, noires ou arabes, dans les lieux du pouvoir économique, politique et culturel. Les « petits Blancs » ne sont ainsi pas plus présents que les « Noirs » à l'Assemblée nationale (en 2012, les catégories populaires, ouvriers et employés, ne représentaient que 1,9 % des députés, contre près de 20 % en 1946) ou dans les milieux culturels. Le débat sur la présence des minorités à la télévision (ou à

l'Assemblée) masque la question essentielle de la représentation des classes populaires. Les cadres supérieurs représentent 57 % des personnes qui prennent la parole dans les programmes de la télévision française³⁹, contre 2 % des ouvriers ! Quant aux personnes sans activité (enfants, étudiants, femmes ou hommes au foyer, chômeurs), qui représentent 38 % de la population, elles ne sont que 10 % à intervenir à la télévision. Enfin, les retraités, 20 % de la population, représentent 3 % de ceux que l'on voit sur le petit écran.

Le contrôle de la production de l'image permet d'imposer la représentation d'une société apaisée, intégrée, voire aisée, en rendant invisible la majorité des classes populaires. Les films, les séries, les documentaires, conçus et réalisés par la bourgeoisie et financés par des multinationales et/ou par des groupes publics sous contrôle politique, sont au cœur de la domination culturelle. Si la presse a désormais beaucoup moins d'influence (lectorat en baisse, titres à céder), elle n'échappe évidemment pas à la mainmise des multinationales mondialisées. Sans exception, tous les journaux (de gauche ou de droite) sont aujourd'hui contrôlés par des banques, des multinationales de communication, des entreprises d'armement et des entreprises du secteur du luxe, c'est-à-dire des groupes mondialisés qui ont besoin de promouvoir les bienfaits de la société ouverte. L'entresoi médiatique et culturel est la condition de la survie du système. Dissimulée derrière un discours d'ouverture, la classe dominante peut tranquillement se perpétuer, voire se renforcer au nom de la « diversité ».

Des sans-frontiéristes partisans de la frontière invisible

Les flux migratoires se concentrent majoritairement dans les grandes villes ; le basculement, au siècle dernier, d'une immigration de travail à une immigration familiale n'a cessé d'accentuer une dynamique de concentration enclenchée il y a plusieurs décennies. La démographe Michèle Tribalat⁴⁰ montre ainsi que, depuis 1968, la part des jeunes d'origine étrangère s'est fortement accrue dans les communes de plus de 100 000 habitants, pour atteindre 35 % en 2011, qu'elle est restée stable dans les communes de moins de 10 000 habitants. Fraction essentielle de la sociologie des grandes villes, l'immigré vit à proximité des classes supérieures. Cette proximité géographique, la nouvelle bourgeoisie urbaine la revendique en portant les valeurs de la ville mixte et ouverte.

Mais si les élites et les classes supérieures vantent l'ouverture au monde et aux autres, elles érigent dans le même temps des frontières invisibles qui accentuent les inégalités spatiales et culturelles pour donner naissance à la « ville ségrégée ». Proches de l'immigré, mais

pas trop.

Ainsi, l'homogénéisation sociale et culturelle des banlieues est tout autant le produit du marché de l'immobilier que des pratiques d'évitement résidentiel des classes supérieures. Il ne se passe pas un jour sans que la classe politique, médiatique et universitaire ne rappelle l'importance de l'ouverture et la nécessité de favoriser la mixité sociale et ethnique. Des politiques lourdes de rénovation urbaine⁴¹ ont d'ailleurs été initiées dans tous les « quartiers sensibles » pour favoriser cette mixité. En vain.

Les bobos aux abonnés absents à La Courneuve

C'est à n'y rien comprendre, voilà près de trente ans que la classe politique, gauche en tête, et l'intelligentsia universitaro-médiatique se lamentent du recul de la mixité, de la montée de la xénophobie, de la trop forte concentration des immigrés qui fabrique de la misère et du jihadisme. Trente ans qu'elles expliquent qu'il suffirait, pour lutter contre l'échec scolaire des jeunes (notamment des jeunes hommes issus de l'immigration maghrébine et subsaharienne), d'équilibrer socialement les classes de l'école élémentaire au collège pour retrouver le chemin de l'intégration. Et ? Rien.

Dans l'ensemble des métropoles françaises, les communes sensibles étaient favorables à l'accueil de cette « immigration de l'intérieur ». Aux « 4000 » (La Courneuve), à la Reynerie ou à Bellefontaine (Toulouse), à Lille-Sud, aux Minguettes (Lyon), à Monclar (parfaitement situé pour le Festival d'Avignon), les maires étaient prêts à mettre à disposition de belles surfaces dans des quartiers entièrement rénovés, des appartements avec vue sur la Méditerranée (dans les quartiers Nord de Marseille).

Bizarrement, sauf erreur, aucun « déménagement militant » n'a été enregistré ces dernières décennies. Le chant des partisans du vivre-ensemble et de la « déghettoisation » n'a pas été suivi d'effet. Alors même que ces « quartiers » se situent au cœur des métropoles (La Courneuve est à dix minutes en RER du centre de Paris), qu'ils sont bien pourvus en équipements publics et scolaires, ils n'ont pas « attiré » ces catégories pourtant convaincues de l'impérieuse nécessité de désagréger ces territoires. Pour Christine Lelévrier, sociologue et urbaniste⁴², une des meilleures connaisseuses du logement social et des phénomènes de ségrégation, le constat est sans appel : après plus de dix ans de rénovation urbaine, il n'y a eu ni déplacement ni gentrification massive des « quartiers populaires ». Au contraire, les opérations de rénovation urbaine ont même abouti à une « reconcentration de populations socialement homogènes à l'échelle de quartiers ou d'immeubles ».

En réalité, comme dans les métropoles américaines, quand les classes supérieures et intellectuelles déménagent, elles se dirigent toujours vers des quartiers bourgeois ou en voie d'embourgeoisement, jamais dans des quartiers où la dynamique sociale est cristallisée par une structure du logement (social ou privé dégradé) qui interdit l'érection de frontières invisibles en accédant par exemple à la propriété dans des immeubles gentrifiés. Autrement dit, dans les métropoles, les Blancs déménagent dans des quartiers blancs ou dans des quartiers en voie de gentrification dans lesquels leur part s'accroît. C'est dans ces quartiers dit « mixtes » qu'ils « cohabitent » avec les immigrés et leurs enfants, en érigeant des frontières invisibles. C'est-à-dire en habitant des immeubles socialement homogènes (le mur de l'argent) et en contournant la carte scolaire. Car, s'ils n'ont pas déménagé, les partisans de l'ouverture n'ont pas non plus scolarisé leurs enfants dans les « collèges-ghettos » qu'il fallait pourtant et à tout prix déconcentrer. Pis, le contournement de la carte scolaire et des collèges défavorisés (là où se concentrent les enfants de l'immigration subsaharienne et maghrébine) s'accroît à l'intérieur même de Paris. Il faut dire que les bobos n'entendent pas jouer avec l'avenir de leurs enfants. Dans la vie réelle, la logorrhée multiculturaliste ne pèse pas grand-chose, ce sera donc l'École alsacienne, le bon collège public ou, au « pire », l'inscription dans le privé. La mixité, le multiculturalisme réel, c'est pour les autres.

Les pratiques d'évitement des classes supérieures et la double dynamique de gentrification et d'immigration renforcent des ségrégations perceptibles dans l'ensemble des métropoles.

Dans la métropole parisienne, qui affiche pourtant son ouverture aux autres, un très faible rejet de l'immigration et des scores marginaux pour le FN, la ségrégation spatiale est de plus en plus marquée. Alors que la part des jeunes issus de l'immigration est de 20 % en France en 2011, elle atteint 77 % à Aubervilliers et à La Courneuve, près de 70 % à Saint-Denis ou à Sarcelles ; des concentrations qu'on observe dans toutes les autres métropoles. À Vénissieux ou à Vaulx-en-Velin, la part des jeunes issus de l'immigration (dont l'un des deux parents au moins est né à l'étranger) est d'environ 57 %⁴³.

Le fantasme de l'alliance de classes à l'épreuve du réel

Dans les quartiers gentrifiés des grandes villes, l'affichage d'une solidarité de façade avec les immigrés permet aux bobos de fantasmer une possible alliance de classes. Le « United Colors of Benetton » laisserait entrevoir une rencontre possible entre la petite bourgeoisie et les classes populaires. Les stratégies résidentielle et scolaire

montrent qu'en réalité la distance sociale et culturelle est forte, y compris dans ces quartiers « mixtes ». La journaliste Géraldine Smith⁴⁴ a raconté dans un livre la vie d'une famille bobo installée dans un quartier islamisé de l'Est parisien. Elle révèle la difficile coexistence entre bobos qui fantasment une « République solidaire et fraternelle⁴⁵ » et salafistes dont le mode de vie est à l'opposé de celui de ces classes supérieures. Ici, comme dans tous les quartiers gentrifiés et mixtes, la fracture culturelle et sociale n'a jamais été comblée. Il n'y a pas d'alliance objective entre classes populaires et petite bourgeoisie, tout simplement parce que les intérêts de classe sont différents et que les pratiques culturelles divergent. La mise en avant d'un discours positif sur les bienfaits du multiculturalisme vise à faire croire à une hypothétique « alliance de classes ». La réalité montre qu'au contraire la « cohabitation » repose sur des frontières invisibles, et quand la rencontre a lieu, elle repose sur des rapports classiques de domination sociale : la femme de ménage, la nounou, le plongeur du restaurant du coin, l'ouvrier qui rénove l'appartement. Le statut dans le logement, locataire dans le logement social pour les uns, propriétaire ou locataire dans le parc privé pour les autres, renforce cette distance sociale. L'illusion d'une alliance possible entre des catégories supérieures boboïsées et des classes populaires issues de l'immigration se brise sur la réalité de territoires mixtes mais séparés, marqués par des inégalités sociales et culturelles qui induisent mécaniquement des rapports de classe inégalitaires.

Qui garde les enfants de Fatoumata ?

« L'arrivée de réfugiés est une opportunité économique. Et tant pis si la mesure n'est pas populaire⁴⁶. » Cette déclaration d'Emmanuel Macron résume parfaitement la fracture culturelle entre les classes dominantes supérieures et les classes populaires. Réticentes à l'arrivée d'une nouvelle vague migratoire, les catégories modestes ont été moralement condamnées. Il a peu été relevé que cette opposition était aussi très forte en banlieue, notamment dans les milieux populaires issus de l'immigration. La raison en est assez simple : les habitants des quartiers de logements sociaux savent que l'« accueil réel », la cohabitation à 1 000 euros par mois et dans le temps long, se réalisera dans les immeubles et écoles de leur quartier, pas dans les quartiers bourgeois ou bobos des villes-centres. Le partage de la richesse n'existe pas, c'est le partage de la pauvreté qui existe.

Mais de tout cela Emmanuel Macron ne parle pas. Sa déclaration s'inscrit dans une rhétorique connue, celle du patronat. Si la division internationale du travail⁴⁷ permet de réduire les coûts salariaux en remplaçant l'ouvrier européen par l'ouvrier chinois ou indien,

l'immigration permet d'exercer un dumping social efficace pour les industries et services qui ne sont pas délocalisables. Les besoins sont d'autant plus importants que les classes populaires traditionnelles ne vivent plus dans les grandes agglomérations. Le marché de l'emploi peu ou pas qualifié des grandes métropoles est ainsi très largement occupé par cette main-d'œuvre, notamment dans le BTP, la restauration ou les services. L'immigration permet de répondre aux besoins du marché de l'emploi peu ou pas qualifié des métropoles, mais aussi de contrôler la masse salariale d'une main-d'œuvre bon marché et peu syndiquée. Bref, un système d'exploitation « classique » de l'immigration qui repose sur la permanence des flux. D'ailleurs, si le Medef prône la poursuite d'une immigration élevée, c'est d'abord pour exercer une concurrence permanente, non pas entre « autochtone » et « immigré », mais entre immigrés, afin d'empêcher toute augmentation de la masse salariale.

Cette politique patronale, particulièrement efficace dans les métropoles, sert aussi les intérêts de la nouvelle bourgeoisie urbaine. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si l'opinion selon laquelle « il n'y a pas trop d'étrangers en France » n'est majoritaire que chez les cadres (54 %, contre 38 % pour les professions intermédiaires, 27 % chez les ouvriers et 23 % chez les employés)⁴⁸.

Si les partisans de la société ouverte affichent avec constance une volonté d'accueil désintéressée, cette position morale n'est pas pour autant dénuée d'intérêt. L'immigration permet en effet à ces catégories qui ne sont pas « riches » de maintenir un mode de vie « bourgeois » au cœur des villes les plus onéreuses de France.

La faiblesse de la rémunération de l'immigré malien en cuisine permet par exemple au bobo de payer son déjeuner 15 euros plutôt que 30. De la même manière, si ces gagnants de la mondialisation n'ont pas les moyens de rémunérer du « personnel de maison » comme peut le faire la bourgeoisie traditionnelle, les services de la femme de ménage ou de la nounou immigrée restent en revanche accessibles (d'autant qu'ils peuvent donner lieu à des réductions d'impôts quand le travail est déclaré, ce qui n'est évidemment pas toujours le cas).

En fait, la bourgeoisie d'aujourd'hui est aussi duplice que la bourgeoisie d'hier : elle porte haut un discours d'émancipation des pauvres et des immigrés, mais son niveau de vie et son mode de vie dépendent étroitement de leur exploitation (ici et à l'étranger). Une exploitation rendue invisible grâce à la mise en avant de la thématique de l'altérité culturelle qui vient opportunément se substituer à un rapport de classes plus difficile à assumer. À aucun moment la question des bénéfices individuels de l'immigration ne sera posée, encore moins celle de la domination sociale et culturelle. Ainsi, quand un bobo achète les services d'une nounou africaine, cette

« exploitation traditionnelle du prolétariat » sera habillée d'« interculturalité ». Mais si Fatoumata garde les enfants de la petite bourgeoisie, qui gardera les enfants de Fatoumata ?

La gauche hashtag, parabole d'un monde fermé

Le modèle mondialisé a édifié ses citadelles. Protégées par le mur de l'argent et l'entre-soi, les classes supérieures peuvent profiter pleinement des bienfaits de la mondialisation. Et ce d'autant plus que, à l'écart de la France périphérique, elles en ont oublié jusqu'à l'existence d'une France populaire et majoritaire. Une existence que le monde médiatico-politique ne risque pas de leur rappeler, tant il est conforme aux représentations des classes supérieures. Cette société de l'« ouverture au monde » est en réalité un petit monde fermé. Sûres de leurs choix économiques et sociétaux et de leur supériorité morale, les nouvelles classes urbaines fabriquent l'essentiel des représentations et du discours unique. Paradoxalement, c'est au moment où elles deviennent hégémoniques, en occupant l'ensemble de l'espace politique, universitaire ou médiatique, qu'elles perdent leur légitimité auprès des classes populaires, c'est-à-dire de la majorité. Le discours de la classe dominante n'a plus aucune prise sur le réel, il fait apparaître une France privilégiée mais hors sol, une « France du vide ». Produits des métropoles embourgeoisées, les « mouvements sociaux d'en haut » sont une parabole d'un monde fermé et vide.

La gentrification des grandes métropoles a en effet détourné mécaniquement la fonction même de la manifestation. Les grands rassemblements, ceux dont parlent les médias, épousent logiquement les revendications des habitants des grandes villes. Ainsi, si la bourgeoisie traditionnelle des grandes métropoles, plutôt de droite, a fourni l'essentiel des troupes des grands rassemblements contre le « mariage pour tous », c'est la nouvelle bourgeoisie, plutôt de gauche, qui constituait l'essentiel des bataillons de la manifestation de soutien à *Charlie Hebdo*.

Point commun, dans les deux cas : absence des classes populaires (des banlieues et de la France périphérique) et surreprésentation des bourgeoisies métropolitaines, blanches et éduquées. La sous-représentation des classes populaires dans les mouvements sociaux tient bien sûr au processus de désaffiliation politique de catégories qui ne se sentent plus représentées depuis très longtemps par le monde politique, syndical et médiatique, mais aussi à leur disparition au sein de toutes les grandes villes. Difficile, en effet, de participer à des manifestations de fait éloignées de la France populaire. Sur le fond, la

gentrification de la manifestation est une illustration parfaite de la déconnexion des classes supérieures d'avec la société populaire. Les classes populaires de la France périphérique, mais aussi celles des banlieues qui ont compris que la rebellocratie n'est plus depuis longtemps le porte-voix des plus modestes. La polarisation des « mobilisations » sur les populations les plus précaires (pauvres, sans papiers...), la non-représentativité des syndicats (moins de 5 % de syndiqués dans le secteur privé) et la mobilisation pour des causes sociétales montrent que le « mouvement social » ne s'adresse plus à la majorité des classes populaires.

La contestation de la nouvelle bourgeoisie fait désormais partie d'un barnum participatif contrôlé et inoffensif pour la classe dominante. Il confirme le temps des « luttes sous contrôle » et des revendications sociales festives⁴⁹. Dernier avatar de la mobilisation festive et bourgeoise, le « slacktivisme ». Le « slacktivisme connecté », ou « activisme fainéant », est paradoxalement une illustration de cette déconnexion. Il a donné lieu à une mobilisation virtuelle sans précédent contre le projet de loi sur le travail de Myriam El Khomri. Comme le fait remarquer Jean-Laurent Cassely⁵⁰, cet activisme exige rarement de ses participants un engagement supérieur à un clic ou un like. Ces occupations impressionnantes de terrain du cyberspace sont rarement suivies d'effet, mais elles attirent l'attention des médias. Sans surprise, les grandes villes gentrifiées fournissent l'essentiel des bataillons de cet activisme. Réalisée par le journal *Le Parisien*⁵¹ à partir du code postal que les pétitionnaires ont renseigné sur le site change.org, l'enquête sur la contestation du projet de loi fait apparaître qu'elle se concentre dans les grandes métropoles du pays : Rennes, Nantes, Bordeaux, Toulouse, Montpellier, Grenoble et évidemment Paris et ses arrondissements les plus boboisés de l'Est. Une géographie qui recoupe celle des bastions de la gauche et des catégories supérieures. Inversement, les territoires et départements de la France périphérique, les plus touchés par le chômage et le sous-emploi (la Marne, les Ardennes, le Pas-de-Calais, par exemple), sont restés indifférents à cette « grande mobilisation virtuelle ». Peu sensibles à la « gauche hashtag » (#je suis en terrasse, #nuit debout), les classes populaires, pourtant opposées à la loi, sont restées indifférentes à cette contestation virtuelle. Ce non-engagement des classes populaires n'est pas lié à l'absence d'intérêt pour le « politique » ou la « question sociale », mais au constat que l'ensemble du système de représentation politique et sociale est sous le contrôle des classes dominantes et supérieures. Il ne s'agit pas d'un contrôle par le haut, mais de la résultante d'un lent processus de gentrification des luttes sociales, portées hier par l'alliance de la petite bourgeoisie et de la classe ouvrière, alimentées aujourd'hui par des populations

intégrées (économiquement et/ou culturellement) ou protégées. Logiquement, la petite bourgeoisie des métropoles et les salariés protégés y défendent des statuts et surtout une position de classe que les classes populaires ont perdus depuis longtemps. François Ruffin⁵² avait parfaitement compris la situation pendant le mouvement « Nuit Debout » : « L'enjeu, c'est que la Nuit Debout sorte de l'entre-soi, que le succès d'une lutte repose sur la rencontre entre différentes classes sociales. » On ne pouvait mieux analyser ce mouvement essentiellement issu des catégories supérieures et intellectuelles, des étudiants, des intellos précaires et des catégories supérieures et intellectuelles blanches.

S'il est désormais impossible de mobiliser les classes populaires qui vivent en dehors des métropoles, le mouvement s'est adressé aux derniers territoires populaires encore présents dans les métropoles : les banlieues. Mais Nuit Debout n'a pas réussi à s'y installer : les classes populaires issues de l'immigration ne se sentent pas concernées par un mouvement perçu comme bourgeois et blanc.

La volonté, sincère, des initiateurs de ces mouvements se heurte à une réalité que la classe dominante n'a pas mesurée : la désaffiliation culturelle des classes populaires de la France périphérique et des banlieues. La classe médiatique et intellectuelle n'a toujours pas compris qu'elle n'avait plus « la main », que les gens n'attendent plus rien des discours et mobilisations d'en haut. Si Jacques Julliard⁵³ a raison de dire qu'aucun mouvement social n'a jamais pu se réaliser sans une alliance de la petite bourgeoisie et du « peuple », les conditions de cette alliance ne sont plus requises. Plusieurs décennies d'alternance unique, de mépris, de condescendance ou de paternalisme pour les classes populaires ont entraîné une rupture radicale. Les deux mondes se sont séparés, et le monde d'en bas ne reconnaît plus aucune légitimité aux médiateurs politiques, syndicaux, associatifs ou issus du monde intellectuel. Pourquoi ? La classe dominante a rallié à son modèle économique et territorial l'ensemble de la classe médiatique et universitaire, mais aussi la petite bourgeoisie métropolitaine. Dans ce contexte, on voit mal comment l'alliance du « peuple et de la petite bourgeoisie » pourrait se réaliser.

Mais, si la classe dominante n'a pas grand-chose à redouter de mouvements qui émergent des métropoles mondialisées, elle a tout à craindre d'une radicalisation de la France populaire et périphérique⁵⁴. Apparu en Bretagne en octobre 2013, en réaction aux mesures fiscales relatives à la pollution des véhicules de transport de marchandises et aux nombreux plans sociaux dans l'industrie agroalimentaire, le mouvement des Bonnets rouges a entraîné une forte mobilisation du monde du travail, de la société civile et de nombreux mouvements politiques, et illustre parfaitement ce processus de radicalisation des

territoires ruraux et des petites villes.

2

La France, une société « américaine » comme les autres

Depuis le référendum européen de Maastricht en 1992¹, la véritable bipolarisation oppose désormais le camp des « souverainistes » à celui des « mondialistes », les gagnants (ou les protégés) de la mondialisation aux perdants, la France des métropoles à la France périphérique. Ce clivage socio-culturel n'est pas spécifique à la France, mais il s'impose désormais, sous différentes formes, à l'ensemble des pays développés. Il est le produit de l'adaptation des sociétés aux normes de la mondialisation et de la réaction des classes populaires. Partout, le modèle mondialisé crée sa propre contestation. De l'Amérique périphérique à la France en passant par l'Angleterre périphérique, cette protestation se développe dans les territoires qui accueillent désormais une majorité des catégories modestes, celles qui constituaient hier la classe moyenne.

La crise sociale, culturelle et identitaire qui traverse l'ensemble des pays développés est celle de la « sortie de la classe moyenne » d'une majorité des classes salariées occidentales. Les modèles nationaux n'ont pas résisté au rouleau compresseur de la mondialisation, partout le modèle inégalitaire et multiculturel s'est imposé. La France, comme les autres pays développés, est devenue une société américaine comme les autres où la classe moyenne disparaît, où les inégalités sociales et territoriales s'accroissent, tandis qu'émerge une société multiculturelle sous tension.

L'économie mondialisée, qui repose sur une division internationale du travail, mais aussi sur la mécanisation et la robotisation, n'a plus besoin des classes populaires occidentales (trop chères, trop protégées), mais d'ouvriers en Chine, en Inde ou en Afrique et de cadres (bien rémunérés) et d'immigrés (sous-payés) aux États-Unis et en Europe. L'adaptation des sociétés européennes et américaines aux normes de l'économie-monde passe donc par la mise en œuvre du plus grand plan social de l'histoire, celui des classes populaires. Cette

procédure de licenciement massive n'a pas été annoncée, encore moins négociée, mais elle a bien été enclenchée au début des années 1970, période où les courbes du PIB et du chômage deviennent parallèles. Le modèle mondialisé démontre alors son efficacité économique et sa capacité à exclure les catégories modestes. Si les classes populaires n'ont pas officiellement reçu leur lettre de licenciement, elles ont été discrètement reléguées sur les territoires les moins connectés à l'économie-monde. Les logiques foncières, économiques, sociales, bref, la main invisible du marché, se sont chargées de la procédure de licenciement en reléguant en douceur la majorité des classes populaires occidentales dans les périphéries géographiques et culturelles de la mondialisation.

Ce grand basculement, qui aligne la France sur les normes libérales des sociétés anglo-saxonnes, n'est pas assumé par la classe politique. Celle-ci surjoue les postures républicaines et égalitaires mais signe tous les traités de libre-échange, en acceptant les abandons de souveraineté. Le rouleau compresseur de la mondialisation transforme ainsi la France en une société inégalitaire et multiculturelle.

Jean-Pierre Chevènement a été l'un des premiers à comprendre l'impasse de la mondialisation. Il a très vite pointé les conséquences économiques et sociales que provoquerait la perte de souveraineté. La désindustrialisation massive et la précarisation des classes populaires lui ont donné raison. Mais, candidat à l'élection présidentielle de 2002, l'ancien ministre de l'Éducation nationale et de la Défense a perdu. Son score de 5,33 % est sans appel : le « camp républicain », celui de l'égalité, de la laïcité, a perdu. Pis, il n'a pas capté un électorat populaire qu'il défendait sur le fond. Si le « Che » a fait l'erreur de ne pas évoquer la question des flux migratoires et de l'insécurité culturelle qu'ils génèrent en milieu populaire, il a d'abord perdu la bataille politique et médiatique. La campagne d'ostracisation et de fascisation du camp souverainiste par la classe dominante a été d'une redoutable efficacité. Son « vieil ami » Bernard-Henri Lévy, l'auteur de *L'Idéologie française*², qui n'a de cesse de rappeler que le « souverainisme est une saloperie », a gagné. La digue républicaine, celle du modèle français, a sauté, laissant le champ libre au modèle mondialiste, à la société américaine. Mais pouvait-il en être autrement face à Wall Street, au CAC 40 et à Hollywood ?

Depuis, et alors qu'émerge une société française inégalitaire, la « résistance républicaine » à l'ordre mondialisé apparaît de plus en plus comme un théâtre animé par de mauvais comédiens. D'autre part, s'ils parlent encore « républicain », les partis politiques français ont déjà intégré dans leur stratégie électorale le marketing communautaire, comme aux États-Unis³. Des politiques qui n'hésitent plus, à l'échelle locale, à mettre en œuvre des politiques ouvertement

Le modèle inégalitaire

L'économiste Branko Milanovic constate que « les revenus réels de beaucoup de travailleurs modestes n'ont qu'à peine augmenté en Occident ces vingt-cinq dernières années, alors que ceux des plus riches ont explosé. Au milieu des années 1970, aux États-Unis, le pourcentage le plus riche de la population empochait 8 % du revenu national. Aujourd'hui, c'est à peu près 20 %⁵ ». Si les inégalités sont toujours plus marquées aux États-Unis, qui sont le cœur du système mondialisé, elles se creusent aujourd'hui en Europe, y compris dans la très égalitaire Suède. Pour l'économiste, « le modèle mondialisé repose sur trois facteurs indépendants qui tous renforcent les inégalités : le progrès technologique (qui remplace les hommes par des machines fabriquées dans des pays à bas coûts salariaux), la politique de dérégulation et une concurrence croissante de la part de pays comme la Chine ou l'Inde. »

Un modèle qui a enclenché il y a plusieurs décennies le plan social des classes populaires. Il ne passe pas seulement par la « case chômage » mais d'abord par une entreprise de mise à l'écart territoriale et culturelle de catégories qui n'ont plus leur place dans le système économique mondialisé. En quelques décennies, on a ainsi assisté à une sortie progressive de la « classe moyenne » d'une part majoritaire du salariat modeste. Du « Florange des ouvriers » au « Florange des agriculteurs » en passant par le « Florange des employés », la sortie programmée de la classe moyenne des classes populaires est achevée.

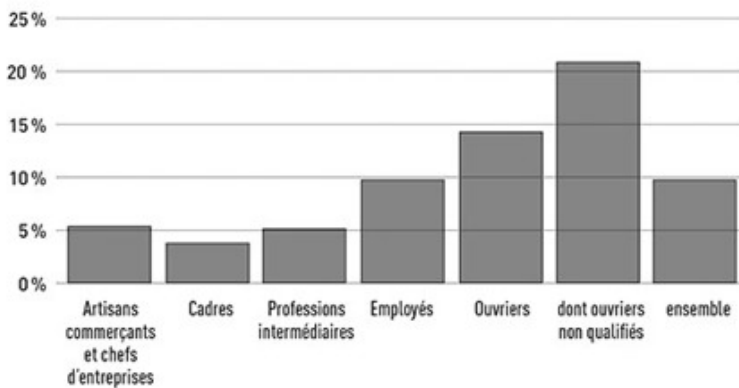
Les politiques, suivis des médias et des experts, ont présenté ce plan social comme une simple adaptation à de nouvelles normes. Ils ont oublié de préciser que ces nouvelles normes sont celles d'une économie mondialisée où les classes populaires des pays développés, trop coûteuses, n'ont plus leur place. Pour mener à bien ce gigantesque plan social, les classes dominantes s'appuient sur une classe politique entièrement acquise aux bienfaits d'un système économique mondialisé, mais aussi sur une classe médiatique et culturelle dont la soumission sans faille permet d'accompagner en douceur le mouvement en produisant des représentations sociales et territoriales erronées de la société française. L'enjeu est d'installer en douceur un modèle économiquement très performant mais inégalitaire, en rendant invisibles les perdants de la mondialisation.

La première des falsifications vise à présenter « la crise » et « le chômage » comme un processus global, qui frapperait indifféremment

toutes les catégories sociales. De laisser entendre que « les cadres » comme « les employés », les classes supérieures comme les classes populaires subiraient « ensemble » les effets de la mondialisation. Pourtant, s'il y a bien une donnée stable depuis quarante ans, c'est que ce sont d'abord les catégories populaires – ouvriers, employés, paysans – qui subissent le changement de société et la précarisation des existences. Si la mobilité sociale des milieux modestes a toujours été minoritaire (depuis toujours, quand on naît « en bas », on meurt « en bas »), la situation s'est dégradée depuis les années 80 et les sociologues parlent désormais de « descenseur social⁶ ».

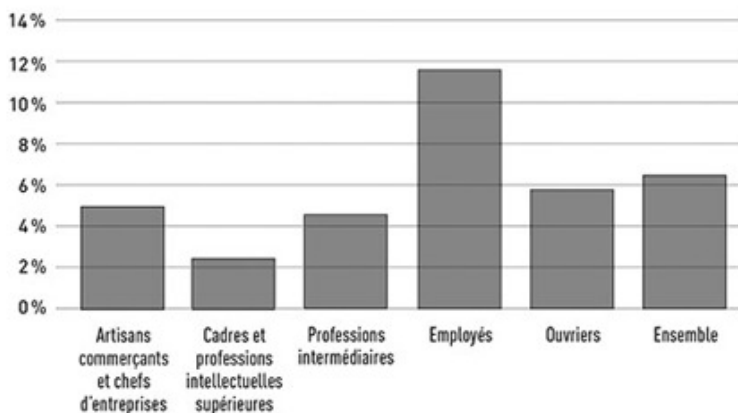
Hier, les classes populaires étaient intégrées économiquement, socialement et donc politiquement. Malgré des conditions de travail et de salaires difficiles, les ouvriers faisaient partie intégrante du modèle économique. Ils vivaient d'ailleurs au cœur des territoires qui créaient l'emploi et les richesses, souvent des villes industrielles. Aujourd'hui inutiles à la machine économique, les classes populaires (ouvriers, mais aussi employés) sont reléguées à l'extérieur des territoires qui créent emploi et richesses, en dehors des métropoles.

Chômage : d'abord les classes populaires



Source : Insee, RP 2013

Sous-emploi,⁷ d'abord les classes populaires



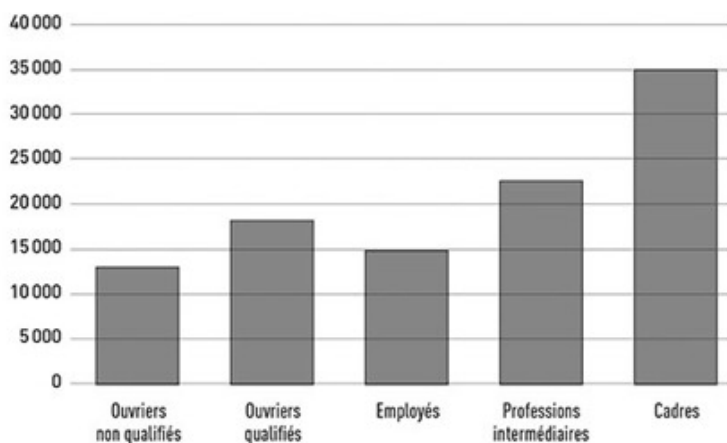
Source : Insee, RP 2013

Les indicateurs sociaux sont très clairs, le chômage, la précarisation sont le lot des classes populaires, jeunes, actifs ou retraités issus de ces catégories, pas des classes supérieures. « Les cadres et professions intermédiaires sont quasiment au plein-emploi, avec des taux de chômage respectifs de 3,9 et 5,2 %⁸. » Inversement, le taux de chômage d'un ouvrier non qualifié est cinq fois plus important que celui des cadres, celui des employés, trois fois plus.

Les catégories populaires cumulent toutes les difficultés : faiblesse des salaires, précarité de l'emploi, chômage, sous-emploi sont autant de signes des « fragilités sociales » qui touchent plus particulièrement ces catégories modestes. Ainsi, le taux de chômage des ouvriers non qualifiés est près de quatre fois supérieur à celui des cadres ; celui des ouvriers qualifiés et des employés est double. Le sous-emploi touche plus particulièrement les employés, notamment dans les secteurs de la grande distribution, où les temps partiels « contraints » sont courants. Par ailleurs, avec des salaires médians qui sont proches des niveaux du SMIC, ces catégories sont particulièrement sensibles aux évolutions de la conjoncture économique et le moindre accident de la vie (chômage,

divorce, maladie) se traduit par une précarité financière accrue pouvant conduire à la pauvreté. Cette situation est vécue comme une insécurité permanente, sans que les « filets » sociaux du système redistributif soient jugés efficaces. Le niveau de l'épargne confirme cette sortie de la « classe moyenne » d'une part majoritaire des catégories modestes. Cette épargne n'est désormais accessible qu'à moins d'un Français sur deux⁹. En 2015, 54 % d'entre eux déclarent ne pas pouvoir épargner plus de 50 euros par mois, et pour un quart des Français, ce montant ne dépasse pas 10 euros. En clair, la population qui peut épargner est une minorité. L'épargne française se concentre désormais sur les catégories supérieures.

Produit de la mondialisation, le grand plan social des classes populaires se poursuit dans une relative indifférence. Tout cela ne pourrait être possible sans le soutien d'une part importante de la population, notamment des classes supérieures qui appuient depuis des décennies toutes les options économiques et sociétales des « élites ». Le basculement d'un modèle intégrateur et égalitaire à un modèle inégalitaire qui ne fait pas société n'aurait pu se réaliser aussi facilement s'il n'avait bénéficié qu'aux riches ou qu'aux banques.



Les revenus salariaux médians des salariés du secteur privé

Source : Insee, DADS. 2012

Comme l'explique le philosophe Patrick Savidan¹⁰, « nous pourrions être tentés de penser que les riches gouvernent et que, dans notre immense majorité, nous nous ferions plus ou moins manipuler [...], qu'une infime minorité nous contraindrait à adhérer à des tendances sociales et à des politiques qui desservent nos intérêts propres. [...]

C'est aller trop vite en besogne. Constaté qu'il existe une convergence entre les préférences des plus riches et les intérêts que servent les politiques publiques est une chose, mais cela ne suffit pas, néanmoins, à établir que nous aurions seulement un problème avec les élites, avec les riches ». Cette analyse et la logique du complot à laquelle elle peut laisser prise ne paraissent pas de nature à rendre compte du problème actuel. On remarquera d'ailleurs que la critique (légitime) des riches, des banques (évidemment légitime) trouve parfaitement sa place dans le système médiatique international pourtant sous contrôle de ces pouvoirs financiers (on ne compte plus les films ou séries produits par Hollywood sur Wall Street et l'oligarchie financière). Dénoncer les riches ou le processus de captation des revenus par le capital au détriment des revenus du travail est aussi déstabilisant pour le système que de prendre position pour la paix contre la guerre ou d'être pour la fraternité contre le racisme ! La critique de la montée des inégalités est d'ailleurs très consensuelle.

Aujourd'hui, 91 % des Français sont d'accord pour dire que les différences de revenus sont trop importantes (c'est le cas de 92 % des Argentins, 90 % des Chinois, 73 % de Suédois, et même 65 % des Américains !). La critique du modèle inégalitaire est donc très majoritaire. Et pourtant, cette immense majorité n'arrive bizarrement pas à réformer un système tenu par seulement 1 % de riches ! La réalité est que, si les fameux « 1 % » disposent effectivement d'une puissance financière et économique sans précédent, ils ne maintiennent leur pouvoir que grâce à une part importante de toutes les catégories qui bénéficient de la mondialisation.

L'adaptation de l'économie et des territoires aux normes de la société mondialisée va donc se poursuivre.

Au nom de l'égalité des territoires, la réforme territoriale¹¹ vient conforter un développement inégalitaire. Comme aux États-Unis, où la moitié de la croissance du PIB est due à la croissance des métropoles, la France des métropoles concentre l'essentiel de la création de richesse : entre 2000 et 2010, 75 % de la croissance s'est réalisée dans les quinze premières aires urbaines (chiffre supérieur à la moyenne calculée de l'OCDE)¹². La France des métropoles représente désormais 55 % de la masse salariale, 50 % de l'activité économique, et le PIB y est 50 % plus élevé que dans la France périphérique.

Écartées du modèle économique mondialisé, les classes populaires sont exclues des territoires qui créent emplois et richesses. « Tranquillement », elles ont quitté les métropoles pour les territoires de la France périphérique. Comme aux États-Unis, comme partout dans le monde, les inégalités sociales, économiques et culturelles se creusent entre les métropoles mondialisées et les périphéries populaires.

Un modèle territorial inégalitaire

Partout dans le monde, les territoires s'organisent à partir des métropoles. De New York à Pékin en passant par Milan, le développement économique passe par les grandes villes mondialisées. Corollaire de la mondialisation, la métropolisation s'est imposée comme un fait total, incontestable. Aux États-Unis comme en France, les métropoles participent à l'essentiel de la création d'emplois et de la croissance économique. Il ne s'agit pas de remettre en question ces locomotives qui produisent l'essentiel de la croissance, mais de s'interroger sur un modèle qui accentue inexorablement les inégalités sociales et spatiales en laissant de côté une part croissante des classes populaires.

Quintessence de la métropolisation, Londres présente toutes les caractéristiques du modèle mondialisé. Dans cette ville-citadelle, où « le loyer mensuel moyen atteignait 2 580 livres (3 500 euros) fin 2015, alors que le salaire mensuel moyen était de 2 300 livres (3 150 euros)¹³ », la classe ouvrière a disparu et le marché de l'emploi est désormais polarisé. D'un côté, des emplois très qualifiés et bien rémunérés, de l'autre des emplois sous-payés occupés par des travailleurs immigrés qui ne bénéficient plus que d'une maigre protection sociale. Les classes populaires traditionnelles et l'ancienne classe moyenne se sont, elles, évaporées : « entre 2001 et 2011, le nombre de Britanniques blancs y a baissé de plus de 600 000, alors même que le nombre de Londoniens s'est accru d'un million¹⁴. La proportion de Britanniques blancs a ainsi perdu 13 points en dix ans (45 % en 2011, contre 58 % en 2001). » Ce « White Flight » des classes populaires traditionnelles est perceptible dans toutes les grandes métropoles mondialisées. Il souligne a contrario l'émergence des « périphéries populaires », d'une « Angleterre périphérique » où se concentre une « *white working-class* ».

La métropolisation du territoire français n'a pas encore atteint le paroxysme inégalitaire anglais, mais la dynamique est lancée. Sans atteindre les prix de l'immobilier londonien, la métropole parisienne propose quand même des lofts de 3 (trois) mètres carrés pour 50 000 euros dans l'île Saint-Louis¹⁵ ! Cependant, comme en Grande-Bretagne ou aux États-Unis, le modèle participe à l'accentuation des inégalités sociales et culturelles à l'intérieur des grandes villes où la ségrégation spatiale ne cesse d'augmenter et entre les métropoles et la France périphérique.

Les inégalités au sein des métropoles

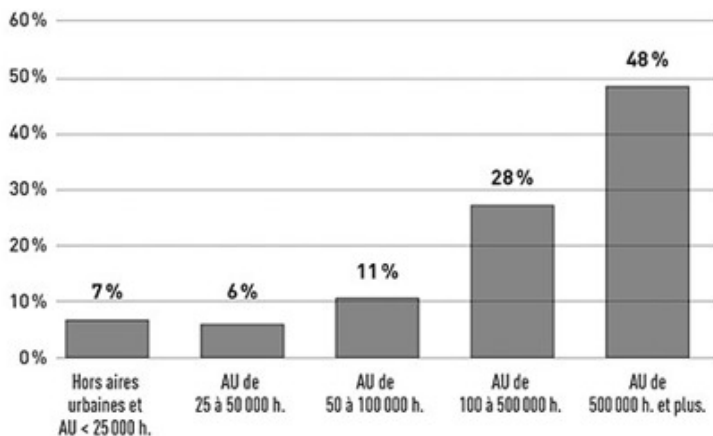
La polarisation de l'emploi et le double processus de gentrification

et d'immigration qu'elle induit créent les conditions d'un renforcement des inégalités socio-culturelles au sein des métropoles françaises. Les flux migratoires se concentrent ainsi dans les quartiers de logements sociaux ou privés dégradés des métropoles. Ces zones urbaines sensibles concentrent les difficultés sociales.

Louis Maurin, directeur de l'Observatoire des inégalités, constate que « des écarts énormes existent entre les zones urbaines sensibles et le reste du territoire des agglomérations où elles se situent. Les niveaux de vie de ces quartiers sont très inférieurs à la moyenne¹⁶ ». En 2014, le revenu mensuel moyen des ménages plafonnait à 1 860 euros – c'est le revenu mensuel moyen des ménages vivant dans les zones urbaines sensibles –, contre 3 000 euros dans le reste des agglomérations qui comprennent une ZUS. Les plus jeunes habitants de ces territoires y étaient trois fois plus pauvres.

Depuis 2008, les inégalités se sont encore renforcées. Entre 2008 et 2012, le taux de chômage y est passé de 16,7 % à 24,2 %, alors qu'il augmentait de 7,6 % à 9,1 % dans les autres quartiers des villes comprenant une ZUS : + 7,5 points d'un côté et + 1,5 point de l'autre. Entre 2006 et 2011, le taux de pauvreté à 60 % s'est accru de 30,5 % à 36,5 % (+ 6 points) dans les ZUS, alors que pour le reste de la France il augmentait de 11,9 % à 12,7 % (+ 0,8 point).

Les zones urbaines sensibles se concentrent dans les grandes villes :



Source : Insee, RP 2010

Cette dynamique inégalitaire est perceptible dans l'ensemble des grandes villes, singulièrement dans l'aire urbaine parisienne qui s'étend sur l'ensemble du territoire francilien. Une étude consacrée aux inégalités dans la métropole parisienne¹⁷ montrait que, « si l'Île-de-France reste la région française la plus riche, les contrastes socio-spatiaux ne cessent de s'y aggraver » (voir [ici](#)). L'analyse des disparités de revenu montre que la petite couronne est marquée par une ségrégation et une polarisation croissantes et que, si les communes de la grande couronne sont de moins en moins touchées par la pauvreté, celle-ci semble s'être déplacée au-delà des frontières régionales. Entre 2001 et 2011, dans un contexte d'augmentation du revenu moyen, la polarisation sociale n'a cessé de se renforcer dans la région métropole¹⁸, avec notamment une diffusion de la richesse dans les secteurs aisés, un enrichissement des franges périurbaines les plus proches, c'est-à-dire le « périurbain choisi ». La richesse s'accroît donc à proximité des secteurs aisés, notamment à l'Ouest, tandis que l'Est enregistre aussi un processus de gentrification, y compris en

Seine-et-Marne. Dans le parc de logements sociaux qui concentre les flux migratoires, le rapport souligne le rôle des stratégies d'évitement dans la paupérisation de ces quartiers de banlieue qui sont de fait « délaissés par les ménages natifs ». On observe notamment une concentration des familles subsahariennes dans le parc social, celles-ci sont « moins avancées dans l'accumulation du patrimoine et arbitrent le plus souvent en faveur de l'envoi de fonds au pays plutôt qu'en faveur d'une épargne visant à accéder à la propriété ». Concernant les opérations de restructuration urbaine, Christine Lelévrier¹⁹ a démontré qu'elles n'avaient que peu d'impact sur la structuration des lieux, les démolitions conduisant à reconcentrer les ménages, et en particulier les ménages les plus précaires, dans le quartier ou la commune plutôt que de les disperser et les éloigner.

À l'échelle de la métropole, et donc de la région, on observe une polarisation du marché de l'immobilier, avec notamment une augmentation de la propriété (+ 12,3 %) et de la part du parc de logements sociaux (+ 10,2 %) et une baisse du parc de logements locatif privé (sous la double dynamique de réaffectation vers le parc social, mais aussi vers la propriété). Le modèle métropolitain, produit de la polarisation de l'emploi, aboutit aussi à un renforcement des ségrégations spatiales et des inégalités sociales et spatiales. Ce modèle inégalitaire est d'autant plus explosif que, dans les métropoles mondialisées, le clivage social et spatial recouvre un clivage ethnique et culturel (voir [ici](#)).

L'inégalité territoriale, un modèle d'avenir

Le processus de concentration des emplois qualifiés, des cadres et des revenus dans les grandes villes, et inversement la fragilisation économique et sociale de la France périphérique contribuent à accentuer les inégalités entre les deux France.

Si la paupérisation des zones rurales est souvent évoquée, on insiste moins sur la fragilisation sociale des petites villes et des villes moyennes de la France périphérique. De nombreux centres-villes sont désormais « à vendre²⁰ ». Cette désertification touche les petites villes ou les villes moyennes de moins de 100 000 habitants comme Guéret, Tarbes, Agen, Villefranche-de-Rouergue, Moulins, Niort, Albi, Béziers, Vierzon ou Calais. À Nevers, on estime que près de 20 % des locaux commerciaux sont vides. Les causes sont multiples, mais on peut en pointer deux essentielles : la dépopulation, et surtout la concurrence des zones commerciales. Les grandes métropoles ont aussi aspiré une partie des emplois administratifs et des activités commerciales. C'est le cas par exemple à Béziers, qui s'est vidée de ses fonctionnaires au profit de Montpellier. Difficile de se promener au centre des villes,

petites ou moyennes, sans découvrir les vitrines vides et les commerces fermés. C'est pourquoi la reconquête des villes-centres est aujourd'hui une priorité. Si les marges de manœuvre existent pour les villes touristiques ou dotées d'un tissu industriel encore actif, pour les autres, ce sera beaucoup plus difficile : la vacance commerciale, c'est-à-dire la proportion de magasins vides, progresse d'année en année depuis quinze ans. En 2014, le taux atteignait en moyenne 8,5 % pour les 300 plus grandes villes de France²¹.

Cette fragilisation économique et sociale de nombreux territoires de la France périphérique se développe dans un contexte de raréfaction de l'argent public particulièrement difficile pour les collectivités. Les départements sont ainsi pris en étau entre une demande sociale croissante et une baisse des dotations. En 2015, la Dares²² soulignait notamment que « les territoires industriels sinistrés par la concurrence internationale et les gains de productivité, et qui survivaient grâce à des financements publics ou des redistributions de revenus, pourraient voir leur dynamique atteinte par un contexte budgétaire plus contraint que par le passé ». Une situation d'autant plus inconfortable que la réforme territoriale tend désormais à les marginaliser au profit des riches métropoles. À un moment où ces collectivités font face à l'explosion des dépenses sociales, à une réduction des dotations et à une fragilisation sociale des territoires, cette réforme confirme le choix d'un modèle inégalitaire. Et durable.

Le processus de métropolisation des emplois et la désertification des activités dans la France périphérique et populaire annoncent l'accentuation de la fracture sociale et culturelle dans les prochaines décennies. Un rapport consacré à l'évolution des métiers en 2022²³ confirme des tendances qui ne font que s'accentuer, surtout en période de crise. Les territoires métropolitains sont en effet ceux qui ont le mieux résisté à la crise. Entre 2006 et 2011, l'augmentation de l'emploi a ainsi été de 2,6 % dans l'aire urbaine de Paris et de 4,7 % dans les plus grandes aires urbaines de province, contre 0,8 % dans les autres grandes aires urbaines, les moyennes aires et petites aires ont au contraire perdu des emplois. Le rapport précise que les métropoles bénéficient d'un « effet de composition de l'emploi » (plus tertiaire, plus qualifié) et de la concentration des cadres. La population active s'est ainsi fortement accrue à Rennes, Nantes, Bordeaux, Toulouse et Lyon.

Inversement, les territoires à dominante industrielle de la France périphérique, spécialement ceux du Nord-Est et du Centre, enregistrent une baisse des emplois (notamment industriels).

Avec la crise de 2008, même les territoires à « forte densité industrielle » de l'Ouest ont été frappés par des pertes d'emplois. Partout, les territoires situés en dehors des métropoles (souvent

industriels et/ou agricoles), le plus souvent des villes de moins de 100 000 habitants, ont enregistré une baisse de l'emploi.

Plus inquiétant, le rapport précise que la majorité des métiers qui seront fragilisés dans les années à venir sont situés dans la France périphérique, celle des villes moyennes, des petites villes et des zones ruralo-industrielles. Les métiers agricoles et d'ouvriers industriels (ouvriers de la mécanique, du textile et du cuir, ouvriers de process, etc.) seront les plus concernés. Le rapport note toutefois que « la dynamique locale peut être différente des évolutions nationales, en fonction des spécificités de l'appareil productif, des tendances démographiques ou des politiques publiques menées ». On pense notamment aux zones d'emploi de la France périphérique en croissance démographique des littoraux atlantique et du Sud qui pourront tirer leur épingle du jeu grâce à l'économie présentielle (tourisme, retraités)²⁴. D'ici à 2022, les régions de l'Ouest et du Sud, ainsi que les Alpes, devraient attirer de la population et des activités (retraités, actifs, tourisme), tandis que le Bassin parisien, le Nord-Pas-de-Calais, la Lorraine, le Limousin et l'Auvergne devraient voir leur population croître modérément, voire baisser dans le cas de la Champagne-Ardenne.

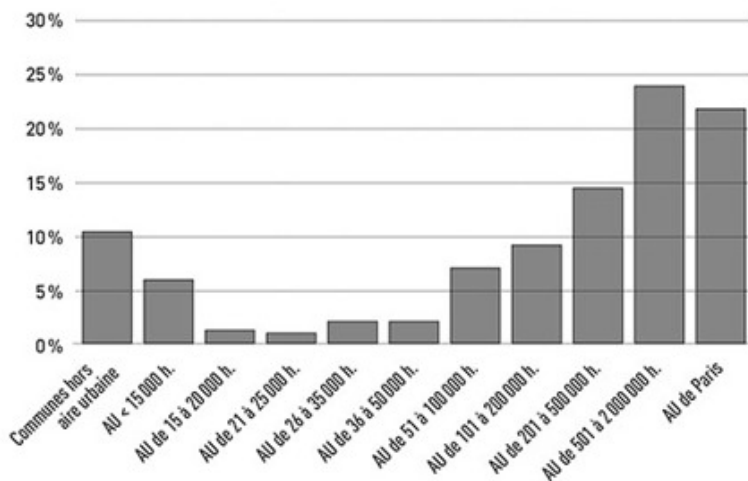
Le secteur de l'aide à la personne représente aussi une niche importante d'emplois hors des grandes aires urbaines. Mais les perspectives pour les prochaines décennies risquent de renforcer les fractures sociales et spatiales des deux France, puisque tous les métiers « à fort potentiel de création d'emplois d'ici 2022 » sont sous-représentés hors des grandes aires urbaines. Une tendance qu'un retour de la croissance ne contredira pas, tant elle risque de se concentrer prioritairement dans les métropoles. Une perspective confirmée par France stratégie, qui pointe une fragilisation à venir des villes moyennes et des zones rurales : « Les aires urbaines de moins de 100 000 habitants et les zones en dehors des aires urbaines pourraient accélérer leur décrochage économique dans les années à venir²⁵. »

Cette désertification de l'emploi est d'autant plus préoccupante qu'elle s'accroît dans une période de raréfaction de l'argent public. L'endettement de l'État et des collectivités rend en effet impossible la croissance de l'emploi public. Or, sur de nombreux territoires, notamment les espaces ruraux et les petites villes, le secteur public concentre souvent la majorité des emplois.

Ce constat révèle l'impasse dans laquelle sont plongées bon nombre de petites villes où le maintien de l'emploi repose majoritairement sur le secteur public. Ainsi, dans un contexte d'assèchement du marché de l'emploi du secteur privé, la France périphérique risque de devoir accroître sa dépendance aux banques si elle souhaite maintenir son niveau d'équipements publics (notamment le secteur hospitalier).

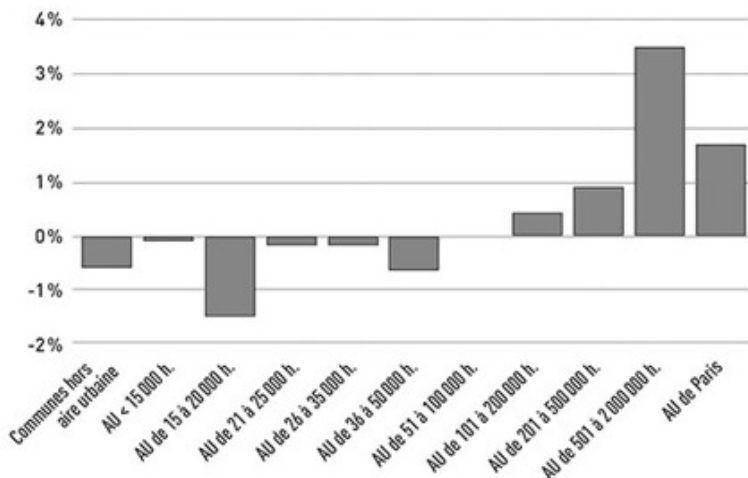
Les graphiques ci-dessous confirment la concentration de l'emploi dans les grandes métropoles et, surtout, une concentration accrue au détriment des zones rurales, des petites villes et des villes moyennes. Sur ces territoires de la France périphérique, l'évolution de l'emploi est bien inférieure aux taux enregistrés dans les métropoles. Cette situation est d'autant plus problématique que la majorité des chômeurs, mais aussi des catégories populaires, vit sur ces territoires de la France périphérique.

Répartition de l'emploi par type d'espace



Source : Insee, 2013

Évolution de l'emploi par type d'espace 2007-2012 en %



Source : Insee, 2013

Le revenu universel pour tous !

La création d'emplois publics a permis de maintenir l'activité de nombreux territoires, notamment dans des petites villes où le secteur public constitue souvent l'essentiel du marché de l'emploi. Aujourd'hui, et alors que la désertification de l'emploi privé se poursuit, la France périphérique est confrontée à la raréfaction de l'argent public, c'est-à-dire à l'endettement croissant des collectivités et, in fine, à la menace d'une dépendance croissante vis-à-vis des banques.

Le modèle mondialisé débouche donc sur une impasse sociale et territoriale à laquelle la classe dominante ne répondra qu'à la marge, au fil de l'eau. La réponse à l'accroissement des inégalités territoriales passera, au mieux, par une politique de redistribution et/ou de péréquation, jamais par le développement d'un modèle économique complémentaire (ou alternatif) que les élus locaux souhaitent pourtant

favoriser²⁶. Tout se passe comme si on avait déjà acté qu'en milieu populaire désormais la figure du « travailleur » laissait place à celle de l'« assisté ». Dans ce modèle inégalitaire, les classes supérieures produisent et profitent des richesses, les classes populaires consomment (un peu), tendent la main et finissent par perdre leur autonomie.

Bizarrement (ou plutôt logiquement), la question du « revenu universel » refait surface en France et en Europe (Finlande, Suisse). Ce système présente un avantage : il permet mécaniquement d'en finir avec la pauvreté en assurant à chacun un revenu minimum quelle que soit son activité, voire son absence d'activité. Il contribue par ailleurs indirectement à réorienter une partie des flux financiers vers les catégories modestes, ce qui est un point très positif. Promu tout autant par la gauche que par la droite libérale ou traditionnelle (de Frédéric Lefebvre à Christine Boutin), ce projet n'est cependant pas en rupture avec le modèle économique mondialisé, mais semble au contraire le conforter.

Il apparaît en effet à un moment où le système a renoncé à intégrer économiquement et culturellement les catégories les plus modestes, et acte de fait une relégation sociale et culturelle définitive des classes populaires.

Pourtant, on peut se demander si « la misère d'être exploité par les capitalistes n'est rien comparée à la misère de ne pas être exploité du tout²⁷ ». Si le revenu de base est peut-être une solution temporaire d'un traitement radical de la pauvreté, il ne peut être envisagé comme une solution durable pour l'ensemble des classes populaires. Cette approche libérale, en apparence bienveillante, apparaît au contraire comme le moyen de conforter un modèle inégalitaire dans lequel les classes populaires n'ont pas leur place.

Une société « américaine », banalement multiculturelle

Le modèle mondialisé accouche d'une société banalement multiculturelle. Une société travaillée par ses tensions et ses paranoïas identitaires, ses logiques séparatistes, ses ségrégations spatiales, parfois ses émeutes ethniques, en quelque sorte une société « américaine » comme les autres. Mais pouvait-il en être autrement ?

Le rouleau compresseur de la mondialisation, les abandons successifs de souveraineté et le choix de l'immigration par le grand patronat ont mis fin au modèle assimilationniste républicain²⁸. Si la loi de 1905, l'école obligatoire et gratuite et l'État-providence nous protègent encore d'une communautarisation à l'américaine, le morcellement de la société française est enclenché. Le débat entre

« multiculturalistes » et « républicains » est vif, mais il est déjà tranché par le réel. Et si les Français restent attachés au modèle républicain, laïque et égalitaire, leur réalité est déjà celle d'une société multiculturelle et de ses dérives communautaires.

La fin des illusions

Cela se passe en France : en mai 2016, l'entraîneur (blanc d'origine française) de l'équipe de France est accusé d'être raciste parce qu'il n'a pas sélectionné des joueurs d'origine maghrébine. Didier Deschamps n'a évidemment pas exclu des joueurs parce qu'ils étaient « arabes », et l'affaire sera vite oubliée, mais elle illustre parfaitement l'état de tension culturelle de la société française. Dans un pays où des joueurs et des artistes français d'origine maghrébine²⁹ peuvent traiter de « raciste » un entraîneur blanc (avec un patronyme très « français ») parce qu'il n'a pas sélectionné assez d'« Arabes » et (donc) trop de « Noirs » et de « Blancs », il est peut-être temps d'arrêter de faire jouer la fanfare républicaine³⁰. Et de s'en tenir à l'essentiel : entre paranoïa identitaire et revendications communautaires, on assiste banalement au déploiement d'une société multiculturelle, une société sous tensions, conforme au modèle mondialisé. Cette société « américaine » imprègne fortement les milieux populaires depuis des années, notamment les nouvelles générations. Cette tension est perceptible dans tous les milieux, et il suffit d'une étincelle pour que, comme aux États-Unis, les radicalités s'expriment. Dans la ville de Montreuil (Seine-Saint-Denis), une rumeur de pédophilie dans une école maternelle concernant un enfant noir a ainsi généré de vives tensions entre une association identitaire noire et la mairie, soupçonnée de protéger un pédophile blanc. L'association a très vite mis en avant le caractère racial de l'agression supposée et a reçu le soutien de personnalités noires du monde médiatique³¹. Même si l'affaire a été classée sans suite par la Brigade des mœurs, elle était potentiellement explosive dans une ville particulièrement clivée socialement, spatialement et culturellement : une forte communauté noire et pauvre y côtoie une nouvelle bourgeoisie boboisée et blanche.

La référence aux origines, à la religion, à la culture, à la race s'est banalisée dans la jeunesse populaire, c'est vrai en banlieue parmi les « minorités » noires, musulmanes, juives, c'est de plus en plus vrai dans la jeunesse populaire d'origine française blanche qui fait désormais (effet miroir) de plus en plus référence à son identité culturelle, religieuse, régionale et ethnique. Qu'on le veuille ou non, nous en sommes là. La référence n'est plus le « commun républicain », mais le commun « multiculturel » (quand ce n'est pas le « commun communautaire »), où chacun porte a minima une identité contrainte.

Les « minorités » ont été les premières concernées, mais le processus a atteint l'ensemble des catégories populaires, quelles que soient leur origine ou leur religion. C'est dans ce contexte d'instabilité démographique³², où les majorités peuvent devenir des minorités (et inversement), que le « Blanc est devenu blanc³³ ».

« Le vivre-ensemble est une blague, une blague sanglante », disait Jacques Julliard³⁴, pour qui le communautarisme, c'est-à-dire la juxtaposition sur un même territoire de communautés différentes par l'origine géographique, la langue, la religion, l'histoire, la culture, la philosophie, est une énorme faillite. Ce constat est largement partagé en Europe, de David Cameron³⁵ à Angela Merkel³⁶, qui affirmait hier que « le multiculturalisme était un échec » (c'était avant que le patronat allemand exige l'arrivée d'un million de migrants en 2015). Julliard ajoute que « L'Europe, si le phénomène devait persister, ne lui survivrait pas [...], [que] nos nations multiculturelles sont donc devant une alternative brutale, sans échappatoire : intégration ou guerre civile. Seule la version universelle de l'humanisme, héritée de la chrétienté, des Lumières et de la Révolution française, nous permettra d'échapper à ce désastre ». Le problème est que le modèle mondialisé et multiculturel, avec ses dérives communautaires, a déjà pris ses marques et qu'il a fait une victime : le modèle assimilationniste républicain³⁷.

Le modèle économique mondialisé a banalement accouché de son modèle de société. L'erreur a été de croire qu'on pouvait choisir la mondialisation sans ses conséquences sociétales : la société « américaine », multiculturelle et communautariste. Dès l'origine, cela excluait le modèle républicain. On peut ainsi douter de la sincérité d'une classe politique qui ne cesse d'affirmer son attachement au modèle républicain tout en promouvant un modèle mondialisé qui le condamne à l'avance. Qu'on le veuille ou non, la société mondialisée est celle du « temps des minorités et des majorités relatives », celle où l'autre ne devient pas soi, une société où les individus portent inévitablement une identité contrainte dans le regard de l'Autre.

Ce basculement, la classe politique l'a en réalité parfaitement intégré : comme aux États-Unis, les grands partis ont déjà adopté le marketing ethno-culturel. Loin des valeurs républicaines, ils n'ont de cesse d'instrumentaliser discrètement les origines, les religions et les communautés (stratégie « Terra Nova » pour la gauche, « Buisson » pour la droite).

Ces stratégies communautaires ont été dénoncées par une ancienne élue socialiste, Cécile Pina³⁸, qui révèle la duplicité d'une classe politique habile à vanter les valeurs républicaines tout en négociant localement avec des représentants communautaires. Les communes de Stains, Aubervilliers, Bagnolet et Bondy, qui concentrent une forte

communauté musulmane, se sont ainsi engagées pour la cause palestinienne. La ville de Bondy a décidé en juin 2016 de boycotter les produits israéliens. Pour la présidente du laboratoire de la laïcité du Val-d'Oise, Laurence Marchand-Taillade, « ces initiatives sont de plus en plus fréquentes dans les mairies de la petite couronne parisienne qui draguent de potentiels électeurs musulmans. Elles révèlent aussi une forme de mépris de la population musulmane achetable, et supposée monolithiquement engagée vers la Palestine³⁹ ».

Mais, pour Céline Pina, c'est la classe politique qui n'est pas à la hauteur : « Nous sommes entrés dans l'ère des héritiers sans mémoire ni testament, de ceux qui n'ont plus rien à défendre et sont là pour construire leur carrière. Autant du côté de la droite que de la gauche – qui abrite en son sein nombre d'islamo-gauchistes –, il n'y a plus que le fond de cuve. Les élus sont médiocres. C'est la fin d'une génération politique. »

Mais la médiocrité de la classe politique française ne suffit pas à expliquer un processus de communautarisation (et notamment de réislamisation) globalisé. Le communautarisme, et singulièrement l'islamisme, sont aussi favorisés par l'adaptation des sociétés occidentales aux normes de l'économie-monde.

En affaiblissant le cadre républicain, le modèle mondialisé contribue en effet à l'émergence du communautarisme. Tous les groupes culturels ou religieux sont concernés. Mais aujourd'hui, compte tenu du poids croissant de la population musulmane (le nombre de musulmans est estimé par la démographe Michèle Tribalat à environ 5 millions), l'islamisation de certains territoires apparaît comme le processus le plus visible de l'émergence de la société multiculturelle. En France comme dans tous les pays européens, l'islamisme se love dans l'américanisation de la société française.

Ce multiculturalisme « banal » aura pour conséquence, comme aux États-Unis, d'affaiblir à moyen terme l'État-providence en faisant basculer la solidarité nationale vers des solidarités communautaires au plus grand bénéfice d'une classe dominante qui cherche depuis des décennies le moyen de sortir d'un modèle redistributif jugé trop généreux.

Les effets sur la cohésion nationale se font déjà sentir dans l'opinion, comme le révèlent les sondages sur la perception de l'État-providence en milieu populaire.

Alors qu'une majorité des classes populaires estime que, « pour établir la justice sociale, il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres⁴⁰ », 60 % des ouvriers (catégorie qui subit pourtant les ravages du chômage) considèrent que « les chômeurs pourraient retrouver du travail s'ils le voulaient vraiment ». Plus étonnant encore, 71 % des ouvriers et 73 % des employés considèrent que « la société

évolue vers trop d'assistanat ». Dans un contexte où prévaut le sentiment que l'aide sociale bénéficie prioritairement aux immigrés, ce paradoxe illustre une volonté de segmenter la solidarité. Attachées à un système redistributif, les classes populaires sont désormais travaillées par les ressorts inégalitaires imposés par une société libérale mondialisée et multiculturelle : en 2016⁴¹, 62 % des employés et 55 % des ouvriers considèrent que, « pour relancer la croissance, il faut limiter au maximum le rôle de l'État dans l'économie française et donner aux entreprises le plus de liberté possible ». Un pourcentage plus élevé que celui des cadres (53 %). Le modèle mondialisé conduit ainsi à un paradoxe impressionnant en milieu populaire : les plus modestes épousent des postures libérales et inégalitaires tout en restant fondamentalement attachés à l'égalité et à un système redistributif.

Si la sauvegarde de l'État-providence et du principe de laïcité reste prioritaire, il convient aussi de regarder en face la société inégalitaire et multiculturelle qui vient : une société « américaine » avec un passé républicain.

Le contrôle des représentations

Comment le modèle républicain égalitaire a-t-il pu laisser la place à une société « américaine » inégalitaire si rapidement ? Pourquoi une société où les gagnants de la mondialisation renforcent chaque jour leur position n'a-t-elle pas provoqué un effondrement du système politique ? Politiquement intenable, ce changement a pourtant eu lieu en France comme dans l'ensemble des pays développés. Tout cela n'aurait pu être possible sans un contrôle rigoureux des représentations sociales et territoriales.

Cette représentation sociale vise à maintenir le mythe d'une classe moyenne majoritaire, afin d'occulter l'émergence des nouvelles catégories populaires précarisées. En parallèle, la représentation des territoires et celle des métropoles contribuent à l'invisibilité des territoires populaires, ceux de la France périphérique. Dans ce pays imaginaire de la France d'en haut, où les gens, surtout quand ils sont modestes, n'existent pas, toute représentation alternative, surtout si elle contribue à rendre visible le conflit de classes, est au mieux contestée, au pire ostracisée ou fascisée. La rhétorique de l'« ouverture » (à l'autre, au monde) permet ainsi de disqualifier toute représentation qui contesterait l'ordre économique et sociétal existant.

Partout dans le monde occidental, les opinions populaires qui contestent la mondialisation et le libre échange sont opportunément réduites à la question du racisme. Par exemple, quand Wall Street¹ et la Silicon Valley² prennent position contre la candidature de Donald Trump à l'élection présidentielle américaine, ce n'est en réalité pas plus contre son racisme supposé que contre sa ridicule coupe de cheveux, mais bien contre un discours qui remet en question la doxa libre-échangiste (remise en question des traités de libre-échange avec le Mexique et la Chine, régulation des flux migratoires).

La « classe moyenne » ne meurt jamais. Voilà près de deux décennies que les sociologues nous expliquent que la classe moyenne impose³, qu'elle s'émiette et, mieux, qu'on assiste désormais à une forme de déclassement social⁴ des catégories qui la composent. Dans ce contexte, la probabilité d'une ascension sociale est de plus en plus faible. Le sociologue Régis Bigot⁵ estime que, dans les années 1960, il fallait environ douze années pour que les classes moyennes atteignent le niveau de vie des catégories aisées. Aujourd'hui, trente-cinq années sont nécessaires, et encore, si tout se passe bien et qu'aucun « incident » ne survient dans le parcours professionnel. Une vie entière de travail risque de ne pas suffire pour voir ses conditions de vie s'améliorer ; elles pourraient même se détériorer en cas de déclassement. Un processus de déclassement qui ne se limite pas au fait qu'un individu quitte son milieu social d'origine pour « descendre dans l'échelle des positions sociales », mais qui est de plus en plus lié au décalage entre son niveau d'études et la qualification de son emploi. Si les enfants des milieux populaires ont le plus de difficultés à accéder aux positions supérieures et « les trajectoires descendantes sont aussi fréquentes pour les enfants issus de la classe moyenne⁶ », désormais seuls les héritiers et les enfants de cadres supérieurs peuvent tirer leur épingle du jeu.

La classe moyenne majoritaire, héritée des Trente Glorieuses, intégrée socialement et politiquement, celle qui s'inscrit dans une dynamique d'ascension sociale notamment pour ses enfants, aurait donc disparu. Elle survit pourtant dans les discours et domine encore les représentations sociologiques. Pourquoi ?

La volonté de maintenir à tout prix un concept inopérant revêt un enjeu politique majeur. Il permet de faire perdurer le mythe d'une classe moyenne qui rassemble, comme pendant les Trente Glorieuses, et selon la célèbre formule de Giscard, « deux Français sur trois ». Cette vision tronquée de la réalité sociale entretient l'illusion que les choix économiques et sociétaux bénéficient à une majorité. Cette représentation valide donc a contrario l'idée que les « classes populaires » n'existent plus ou qu'elles sont minoritaires. La désignation par les médias des quartiers sensibles de banlieue comme les seuls « quartiers populaires » vient opportunément valider cette idée. La « crise » est ainsi circonscrite aux banlieues des grandes villes.

Aujourd'hui, le sentiment d'appartenance à la classe moyenne n'est plus lié à un processus d'ascension sociale ou à un niveau de vie, mais à la volonté de se démarquer d'une autre France, celle des banlieues. Classe moyenne majoritaire d'un côté, classes populaires de l'autre en banlieue où la population est majoritairement immigrée⁷. Cette représentation permet de réduire la question sociale à une question ethno-culturelle : une classe moyenne forcément « blanche » et

intégrée d'un côté ; de l'autre, des classes populaires forcément issues des minorités ethniques. Cette analyse permet de conforter la représentation giscardienne d'une société divisée entre une classe moyenne majoritaire en maintenant dans l'invisibilité les perdants de la mondialisation.

Les véritables gagnants de la mondialisation, c'est-à-dire les classes supérieures, deviennent ainsi des classes moyennes comme les autres. Tous « moyens », donc, les cadres, les hauts revenus, les ouvriers, les employés, les retraités supérieurs comme les « retraités populaires⁸ ». Un tour de passe-passe d'autant plus efficace que les catégories modestes, les ouvriers, les employés, les paysans ont depuis longtemps disparu des écrans radars des médias et de la classe politique. Des « classes supérieures invisibles » face à une « France populaire invisible ». Le brouillage de classe est parfait.

Dans ce règne de l'invisibilité sociale, le conflit de classes disparaît au plus grand bénéfice des catégories supérieures. Un conflit de classes opportunément remplacé par la thématique de l'altérité culturelle. Une représentation qui permet aux classes supérieures d'accentuer leur domination par un discours bienveillant à l'égard de l'immigration qui renforce leur supériorité morale sans remettre en question leur position de classe. Pendant ce temps, un basculement historique s'opère en France et dans l'ensemble des pays développés, celui de la sortie de la classe moyenne d'une majorité des classes salariées.

La dénonciation des riches... par les bénéficiaires du modèle dominant

La représentation sociale divisée entre des riches (en gros les 1 %), une minorité de pauvres⁹ et une classe moyenne majoritaire permet d'occulter la fragilisation de la société. Pourtant, et si l'on tient compte du revenu médian, des perspectives d'ascension sociale, mais aussi des lieux d'habitat, les inégalités sociales et culturelles entre les nouvelles classes populaires (ouvriers, employés, petits paysans, jeunes et vieux issus de ces catégories) et les catégories supérieures n'ont cessé de se creuser.

Dans cette configuration, la dénonciation des riches et de la concentration du capital permet à ces catégories supérieures, par ailleurs partisans de l'adaptation de la société française aux normes de l'économie mondialisée, de réaffirmer leur statut de classe moyenne. Courageusement, elles dénoncent le fait que, dans le monde, 1 % de la population détient 50 % des richesses et que le patrimoine cumulé des 1 % les plus riches dépassera bientôt celui des 99 % restants¹⁰. Comment ne pas être d'accord ?

S'il est légitime et salubre de dénoncer la concentration du patrimoine et des richesses en France et dans le monde, il est en revanche fallacieux d'utiliser ce constat pour dissimuler tout rapport de classes. La dénonciation de l'accumulation du capital ne signifie pas que les 1 % de riches sont les seuls à profiter des bienfaits de la mondialisation. Le système repose aussi sur une fraction importante de la société, notamment sur les catégories supérieures et intellectuelles.

La « critique du capitalisme mondialisé » n'est très souvent qu'une posture qui permet opportunément à la nouvelle bourgeoisie de dissimuler un violent conflit de classes. Hollande n'est pas réellement « l'ennemi de la finance », on le sait désormais, pas plus que ne l'est le PS. D'ailleurs, en décembre 2016, le projet « pour une plus grande transparence fiscale » des entreprises a été rejeté (avec la bénédiction du gouvernement) par une majorité de députés, y compris socialistes.

Cette contestation des « riches », du « capital » ou de la « finance » fait partie de la culture de la nouvelle bourgeoisie. Cette posture, en apparence marxisante, fait partie de son ADN, elle permet de conforter une position de classe en occupant le champ de la fausse contestation. Car, contrairement à ce qu'imaginait Raymond Aron, le marxisme n'est plus vraiment l'« opium des intellectuels », et encore moins celui des nouvelles classes supérieures. Le « marxisme » light dont il s'agit nie le conflit de classes ; dans ce jeu de rôle, la contestation du « système » fait en réalité partie intégrante du « système ».

De la même manière que la nouvelle bourgeoisie vante les vertus de la société ouverte en pratiquant le grégairisme social, qu'elle fait l'éloge du vivre-ensemble en érigeant des frontières invisibles avec l'autre, elle critique le capitalisme en appuyant toutes les réformes économiques et sociétales qui visent à le renforcer. Une posture doublement gagnante : elle permet à ces catégories sociales de capter richesse, patrimoine et emploi en portant l'étendard du rebelle, voire de l'exploité.

Au-dessus « le riche », en dessous « l'immigré », au milieu la classe moyenne. Cette stratification qui rend invisible une majorité des classes populaires permet d'occulter le fait qu'entre 2008 et 2012¹¹ les cadres supérieurs ont gagné 300 euros de revenus supplémentaires quand les ouvriers et employés en ont perdu 500 ! Depuis 2012, cette situation a d'ailleurs empiré pour les classes populaires, ce qui est du « jamais-vu depuis les années 1930¹² ».

La posture « anti-riches » de la nouvelle bourgeoisie n'a évidemment eu aucun impact positif sur le destin des perdants de la mondialisation. La France des invisibles reste d'ailleurs peu convaincue par la sincérité de cette contestation du « système » ou du « capital ». Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les partis qui portent la

« contestation du système » du PS à la gauche de la gauche ne recueillent que peu d'audience parmi les classes populaires mais font en revanche le plein parmi les classes supérieures urbaines des grandes métropoles mondialisées.

Il est finalement assez logique que la bourgeoisie urbaine critique les riches puisqu'elle est intégrée à la même société mondialisée qu'eux et qu'elle les côtoient, souvent, dans les grandes villes. Les nouvelles classes urbaines qui dominent l'ensemble de l'économie et l'essentiel du champ culturel ne sont concurrencées que par cette classe dirigeante qui détient le véritable pouvoir économique et financier. Pour les classes populaires, ce monde de la richesse et du pouvoir reste abstrait. Il faut dire que, contrairement aux catégories supérieures, elles ne les côtoient jamais. De plus, c'est ce qui les différencie des catégories supérieures, les classes populaires n'aspirent pas à la domination sociale et culturelle, mais à une vie « décente et ordinaire », comme le disait George Orwell.

En effet, les « riches » et la « finance » ne sont pas la préoccupation centrale des classes populaires. Ce qu'elles ont sous les yeux, ce ne sont pas les « riches », mais la société fermée, celle qui vit dans l'entre-soi, celle qui réseaute, se coopte et vante depuis des décennies les vertus de la mondialisation et de la société ouverte.

Piloté par une petite oligarchie (les riches, la banque), le système capitaliste tient parce qu'il est soutenu par une importante classe supérieure et intellectuelle qui bénéficie des effets de la mondialisation et de la métropolisation. Ce sont ces catégories, cette nouvelle bourgeoisie (de droite comme de gauche), qui portent et soutiennent les choix économiques et sociétaux de la classe dominante détentrice du capital économique et/ou culturel. Le système est d'autant plus durable qu'il a dorénavant intégré sa propre contestation.

Toute la classe politique (droite et gauche confondue) est d'ailleurs officiellement contre la financiarisation de l'économie, contre le pouvoir des banques. La dénonciation du pouvoir financier, des paradis fiscaux fait aujourd'hui partie du barnum (Sarkozy lui-même avait pris position contre les paradis fiscaux). Hollywood, qui appartient aux multinationales mondialisées, finance ainsi des films qui dénoncent la prédation organisée par Wall Street. De la même manière, la presse contrôlée par des groupes financiers est aussi en pointe dans la dénonciation de la « banque ». L'affaire des Panama Papers¹³, présentée comme une résistance à l'ordre mondialisé, a été financée (directement ou indirectement¹⁴) par des organisations américaines et des journaux dont les capitaux sont contrôlés par des grands groupes. Elle a ainsi fait l'objet d'une promotion mondiale par le système en laissant croire à l'indépendance de la presse face aux

puissances financières. On peut en effet douter que l'État américain du Delaware, paradis fiscal situé sur le territoire américain, soit jamais inquiété. Tout cela révèle à quel point la critique du système financier fait partie du « barnum », depuis toujours : la dénonciation des scandales financiers est en effet aussi vieille que le capitalisme. Le « scandale de Panama », qui avait mis au jour la corruption de journalistes et d'hommes politiques, date de 1892. La fameuse pyramide frauduleuse de « Ponzi », qui a inspiré Bernard Madoff dans les années 1990, a été inaugurée par Charles Ponzi en 1920 ! Tout cela a été parfaitement décrit par anticipation par Fernand Braudel dans *La Dynamique du capitalisme*¹⁵, où l'historien fait une distinction entre l'économie de marché (où se joue le jeu concurrentiel de l'échange) et la finance (qui produit une industrie autonome et un pouvoir hors sol). La description du capitalisme et sa critique ne sont pas nouvelles. Les classes dominantes et supérieures ne les redoutent pas, puisqu'elles ne remettent pas en question un modèle économique et politique hors sol où l'intérêt des plus modestes n'est plus représenté. À cet égard, si le scandale des Panama Papers a laissé de marbre la classe dominante et les marchés, on peut remarquer au contraire que la demande d'un retour à la souveraineté des peuples qui s'est exprimée en juin 2016 en Grande-Bretagne a créé un vent de panique parmi la classe dirigeante.

Pendant ce temps, les clivages sociaux entre les « riches » et les « pauvres » (dont le nombre a augmenté de 800 000 depuis 2008), et entre catégories supérieures et catégories populaires, ne cessent de s'accroître. À la mi-2008, on comptait 3 millions de chômeurs inscrits à Pôle Emploi (Catégories A, B et C). Ils étaient 5,3 millions début 2015, soit 70 % d'augmentation. Parmi eux, seulement 8 % de cadres pour 70 % d'ouvriers et employés !

Loin du mythe d'une classe moyenne majoritaire et intégrée, on observe un creusement des inégalités entre des catégories supérieures qui s'enrichissent et une France populaire qui s'effondre.

La confusion entretenue par le concept fourre-tout de « classe moyenne » dans lequel on confond classe supérieure et classe populaire est encore plus visible quand on s'intéresse aux niveaux de vie réels. Les données publiées par l'Observatoire des inégalités permettent de sortir de ce brouillage social : en 2012, seulement 20 % des ménages disposaient d'un niveau de vie¹⁶ supérieur à 2 177 euros mensuels pour un célibataire, 4 280 euros pour un couple sans enfant et 5 567 euros pour un couple avec deux enfants. Pour les classes populaires, les montants sont de 1 183 euros, 2 251 et 3 122 euros.

Des chiffres qui permettent de classer une part importante de la population des métropoles non dans la « moyenne », mais dans les classes supérieures. Dénonçant les riches, essentialisant les pauvres des

« quartiers populaires », la nouvelle bourgeoisie urbaine brouille la représentation sociale en se présentant comme « classe moyenne ». Des riches, des immigrés, des classes supérieures déguisées en classes moyennes, la stratification sociale des classes dominantes contribue à l'invisibilité d'une majorité des classes populaires. Une représentation sociale qui permet de cautionner la métropolisation comme une organisation territoriale qui bénéficierait au plus grand nombre. Pourtant, sous couvert de rationalité, la métropolisation impose en réalité un modèle mondialisé et inégalitaire, celui des marchés, du grand patronat. La carte des métropoles est la carte du monde pensé à Wall Street, pas celle des PME, encore moins celle des classes populaires.

La présentation de la métropolisation comme un « fait social total » entre en résonance avec le mythe d'une classe moyenne majoritaire. Cette représentation unique, reprise par l'ensemble des médias et la quasi-totalité du monde universitaire, est une description du meilleur des mondes où la majorité de la population est intégrée aux rouages de l'économie-monde et où l'ensemble des territoires bénéficient de la métropolisation. Cette représentation unique imposée par une cartographie unique, celle de l'Insee qui divise le territoire à partir des grandes aires urbaines, conduit logiquement à la réforme territoriale, votée par la gauche et la droite, qui structure désormais le territoire à partir de quinze métropoles et de mégarégions. Notons à ce titre que cette réforme n'a fait l'objet d'aucun véritable débat, la gauche comme la droite ayant depuis des décennies accepté l'idée que désormais l'avenir du pays dépendait du dynamisme des territoires les mieux intégrés à un monde globalisé. Dans cette guerre des représentations, il est vital que la France périphérique reste invisible.

La France périphérique n'existe pas

Le contrôle de la représentation sociale exige aussi un contrôle strict de la représentation territoriale. L'objectif est toujours le même : légitimer les choix économiques et sociétaux des classes dominantes en maintenant dans l'invisibilité les classes populaires. L'omniprésence des métropoles dans la représentation des territoires permet d'imposer une représentation « métropolitaine » de la population : d'un côté, les riches et les classes supérieures rebaptisées « classes moyennes », de l'autre les classes populaires issues de l'immigration. Exit les classes populaires qui ne vivent pas sur ces territoires.

Inversement, la description d'une France périphérique, celle des petites villes, des villes moyennes et des zones rurales, où vit la majorité des classes populaires (donc de la population), rend visibles

les perdants de la mondialisation. Car, contrairement à ce que prétendent les tenants de la représentation unique, la France périphérique existe. Elle est même peuplée d'« habitants¹⁷ » qui forment la majorité de la population. Socialement fragile, elle dessine aussi les contours d'une nouvelle carte électorale.

Produit de la mondialisation, la « France périphérique » (comme l'Amérique, l'Angleterre, la Suède ou les Pays-Bas périphériques) est aussi le cauchemar des promoteurs du modèle mondialisé. Elle donne en effet à voir l'état des classes populaires après plusieurs décennies d'adaptation aux normes de l'économie mondialisée.

Révélatrice de l'échec du modèle dominant, la France périphérique doit disparaître des écrans radars.

Acte I : la falsification du concept de « France périphérique »

Pour les classes dominantes, les territoires des classes populaires correspondent aux banlieues, et plus précisément aux zones urbaines sensibles, où la population est majoritairement immigrée, et à ce qu'on appelle les « quartiers populaires ». Le « populaire » se résume donc aux minorités. Cette représentation permet opportunément aux classes supérieures d'évacuer la question sociale au profit d'une question ethno-culturelle. Elle brouille les rapports de classes en les ethnicisant. Cette représentation libérale et inégalitaire permet de rendre invisible la majorité des classes populaires, celles qui ne vivent pas dans les métropoles.

Par ailleurs, la typologie de l'Insee, qui divise le territoire entre zones urbaines et zones rurales, est un piège quand elle est utilisée pour décrire une réalité sociale. Si cette division permet effectivement de représenter des densités de populations et des bassins de vie, elle n'offre qu'un panorama partiel de la « société populaire ». La réalité urbaine des petites villes et des villes moyennes n'a rien de commun avec celle de grandes métropoles. Tous deux « urbains », le bobo parisien et l'ouvrier de Dunkerque ne vivent assurément pas dans la même société. En revanche, l'ouvrier de Dunkerque partage avec le rural du département de l'Orne une même vision des effets de la mondialisation, une même insécurité sociale. Les classes populaires du monde rural partagent avec les habitants des petits bourgs (urbains) la même réalité économique et sociale, celle que masque la typologie de l'Insee.

On le voit, la définition restrictive de « France rurale » est un piège politique. Elle marginalise des territoires en réalité beaucoup plus vastes en laissant entendre que les classes populaires ne vivent pas

dans les villes (lire : les grandes villes) sont minoritaires, vieillissants et en voie de disparition. La gronde de la « France rurale » n'est ainsi jamais vraiment prise au sérieux. Pourtant « les endroits où l'accès aux services de soins de proximité est supérieur à vingt minutes sont toutes des zones rurales et dans les dix ans à venir, ces difficultés d'accessibilité risquent de s'accroître du fait du vieillissement de la population¹⁸. »

Contrairement au découpage de l'Insee, le concept de « France périphérique » représente des territoires très divers, mais dont le point commun est d'être éloignés des zones d'emplois les plus dynamiques, celles des grandes métropoles. Surtout, il permet d'unifier des catégories hier opposées, des ouvriers, des employés, des secteurs publics et privés, des paysans, des retraités et des jeunes issus de ces catégories qui aujourd'hui partagent le même diagnostic sur les effets négatifs de la mondialisation. Cette « France périphérique », majoritairement populaire, « pèse » près de 60 % de la population. En révélant une société populaire majoritaire, le concept de « France périphérique » déconstruit la représentation dominante et s'avère gênant pour cette même raison. On l'a vu, sa définition est pourtant claire, malgré les visions falsificatrices qui en ont été faites ici ou là.

Première erreur de lecture, la « France périphérique » est ainsi sciemment confondue avec la « France périurbaine¹⁹ », soit une France des marges qui ne représente que 20 % de la population et qu'on assimile le plus souvent à la petite bourgeoisie pavillonnaire. La « France périphérique » n'est pas la « France périurbaine ».

Cette falsification permet de minimiser le poids de la France périphérique (60 %) et d'assimiler les populations qui la composent à la « classe moyenne ». Le géographe Laurent Chalard a pourtant démontré depuis longtemps que le « périurbain » était divers, que, s'il existait un « périurbain choisi » peuplé de catégories supérieures (les Yvelines, par exemple), il y a aussi un « périurbain subi²⁰ » où se concentrent des catégories modestes (en Seine-et-Marne). Cette confusion est d'autant plus absurde que la population périurbaine n'est pas surreprésentée dans la France périphérique : la population périurbaine se répartit, comme la population totale, à 40 % dans la France des métropoles et à 60 % dans la France périphérique.

En feignant de croire que les classes populaires de la France périphérique se confondent avec les « périurbains », on cherche à délégitimer la contestation d'en bas. Les ouvriers, employés, paysans, tous les perdants de la mondialisation sont confondus avec la petite bourgeoisie pavillonnaire. La question sociale disparaît et l'opposant au modèle économique et sociétal dominant peut alors être présenté comme un petit-bourgeois.

Dans la guerre des représentations, il est capital que le « rural » reste à sa place, celle d'une minorité vieillissante en voie de disparition. La typologie de l'Insee évalue sa population entre 5 et 20 %. Le rural apparaît ainsi comme structurellement minoritaire.

Piégés par une représentation statistique et culturelle qui les minimise et les stigmatise, les élus de la France rurale, de gauche comme de droite, éprouvent de grandes difficultés à faire comprendre qu'ils ne sont pas seulement les défenseurs du « village gaulois », mais les représentants naturels d'une France populaire beaucoup plus importante et les acteurs d'un avenir de développement complémentaire à celui des grandes villes. Avec les petites villes et les villes moyennes, ils rassemblent en fait une majorité de catégories populaires. La rhétorique qui vise à associer ces territoires à la « France du repli » (et, a contrario, les métropoles à celle de l'« ouverture ») permet de légitimer la métropolisation en délégitimant la « société populaire ». Mais, porté par une contestation sociale et culturelle qui monte, le monde rural (et plus largement la France périphérique) n'est plus complètement invisible. On constate notamment la récurrence du rural dans les discours gouvernementaux. Une petite « victoire » culturelle qui ne débouche cependant pas (encore ?) sur une victoire politique.

Dans leur grande majorité, les élus locaux (des maires aux élus départementaux) sont compétents et conscients des difficultés, mais souvent sans pouvoir dans leur propre parti. Représentants des territoires qui subissent le plus les effets négatifs de la mondialisation, ils restent prisonniers d'appareils leur imposant de cautionner des réformes économiques et territoriales qui fragilisent leurs administrés. Élus des territoires de la « sortie de la classe moyenne », on leur demande ainsi de porter une ligne politique de partis conçus et structurés autour de l'idée d'une classe moyenne intégrée et majoritaire. Les élus locaux de la France périphérique sont désormais au pied du mur. S'ils ne veulent pas disparaître, laisser leur place au FN, les élus n'ont plus d'autre choix que celui de la révolte contre leurs appareils. Y sont-ils prêts ? Quel sera le prix à payer ?

Acte II : l'instrumentalisation des « pauvres »

Pour une majorité de la population, le concept de « France périphérique » conforte une réalité économique et sociale évidente pour tous les habitants et élus de la France populaire, celle des petites villes, des villes moyennes et des zones rurales. Pour décrédibiliser l'idée d'une France populaire et fragilisée socialement, les tenants du modèle dominant instrumentalisent la question de la pauvreté.

Les chiffres des recensements de l'Insee sont pourtant clairs : la

majorité des « classes populaires » et des « pauvres » vivent dans la « France périphérique » (voir [ici](#)). Cela ne signifie évidemment pas qu'il n'y pas de catégories populaires ou de pauvres dans les métropoles, mais qu'elles y sont minoritaires. Cela n'est d'ailleurs pas illogique, puisque le processus de gentrification des grandes villes exclut depuis des décennies les catégories les plus modestes et pauvres. Seule une fraction d'entre elles peut s'y maintenir, notamment dans les quartiers de logements sociaux ou dans le parc de logements privés dégradés : il s'agit majoritairement de catégories populaires immigrées. Cette réalité statistique n'empêche pas la manipulation.

Le 2 juin 2015, l'Insee publie une note consacrée à la répartition de la pauvreté en France, notamment à la « pauvreté dans les “villes-centres” des grands pôles urbains²¹ ». Cette note décrit une réalité que personne ne conteste : une majorité des ménages pauvres se concentrent dans « les villes-centres des grands pôles urbains ». Quelques heures après sa publication, *Le Monde*²² puis *Libération* utilisent cette note pour nier la pertinence du concept de « France périphérique » que j'ai forgé et qui a donné son titre à mon précédent livre²³. Peu importe que la réalité statistique montre l'inverse et que mon travail soit centré sur la répartition des « classes populaires » et non des « pauvres », sans avoir évidemment pris la peine de m'interroger, le quotidien du soir est définitif : « c'est dans les villes-centres des grands pôles urbains que se concentre la pauvreté en France, bien plus que dans les banlieues et les couronnes périurbaines. Le constat vient ainsi à rebours des thèses défendues par le géographe Christophe Guilluy en septembre 2014 dans son ouvrage *La France périphérique*. » Étrangement, la note de l'Insee n'évoque à aucun moment la « France périphérique » ni mes travaux. Il faut dire qu'il est certainement plus difficile pour un statisticien de l'Insee que pour un journaliste de nier une réalité statistique construite à partir des recensements de l'Insee ! Le journaliste falsifie donc non seulement mon travail, mais aussi la note de l'Insee. Il oublie en effet de préciser que la majorité de ces « grandes aires urbaines » font partie de la « France périphérique » : il s'agit de petites villes ou de villes moyennes où se concentrent les catégories populaires.

Le journal du soir laisse entendre que je parle des « pauvres » alors que mon travail porte sur les classes populaires et fragiles socialement. On rappellera que les populations fragiles ne rentrent pas forcément dans la catégorie « pauvre », mais peuvent potentiellement s'y retrouver, que « populaire » ne signifie pas « pauvre ». Or, l'étude de l'Insee porte uniquement sur les populations pauvres, c'est-à-dire une fraction des classes populaires, dont la répartition géographique n'est pas la même que les classes populaires dans leur ensemble. Le choix

de l'Insee conduit donc à mettre en avant les zones de plus forte concentration de la pauvreté, en l'occurrence au sein des villes-centres (majoritairement situées dans la France périphérique), ce que je n'ai jamais contesté. Cette analyse ne parle pas d'une France beaucoup plus importante, celle des populations fragiles et qui se situent légèrement au-dessus du seuil de pauvreté, mais qui peuvent basculer rapidement dans la pauvreté.

L'utilisation de la notion de « grand pôle urbain » prête aussi à confusion. Une ville peut être identifiée comme « grand pôle urbain²⁴ » (elle est alors constituée d'une ville-centre et de sa banlieue) si elle concentre « au moins 10 000 emplois ». Un seuil particulièrement bas qui explique que la majorité des petites villes et villes moyennes de la France périphérique font partie d'un grand pôle urbain.

La méthodologie de l'Insee, utile dans le cadre d'une comparaison à l'échelle nationale des densités de population, uniformise les réalités, notamment urbaines : les villes-centres, les banlieues et les espaces périurbains sont ainsi considérés comme identiques quelle que soit leur localisation sur le territoire français. Cette typologie pose un problème concernant les villes-centres. En effet, leur taille démographique varie grandement, et donc rassembler dans une même catégorie Paris et Saint-Quentin n'a aucun sens, et ce d'autant plus que la première ne représente qu'une fraction de la population de son aire urbaine (2,2 sur 12 millions d'habitants) alors que la seconde comprend près de la moitié de la population de son aire urbaine (53 000 habitants sur 111 000 en 2010)²⁵. Au-delà, il apparaît que la méthodologie de l'Insee n'est pas assez discriminante, puisqu'elle aboutit à considérer que les grandes aires urbaines (déterminées comme celles comptant plus de 10 000 emplois) comprennent 241 agglomérations et regroupent 83 % de la population française ! Cela conduit à associer les plus grandes agglomérations (Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Lille...) à Châteaudun, Guingamp, Tergnier, Le Creusot, Lunéville, Figeac, Roanne, Yonnax, Bourg-en-Bresse, Périgueux, Bar-le-Duc, Montélimar, Béziers, Villeneuve-sur-Lot, Lillebonne, Challans, Pont-à-Mousson, Pontivy, Toul, Bayeux, Bagnols-sur-Cèze, Remiremont, La Ferté-Bernard, Saverne, Sélestat, Avranches... Toutes ces villes et les pauvres qui y vivent, souvent dans la « ville-centre », font partie d'un grand pôle urbain et de la « France périphérique ».

La malhonnêteté de l'article repose sur la confusion (sciemment ?) entretenue entre « grandes aires urbaines » et « métropoles » pour faire passer un message tronqué. Le journaliste joue aussi sur la confusion entre « urbain » et « périurbain » en indiquant que, dans l'espace urbain, le taux de pauvreté est généralement plus élevé dans les pôles,

16 % en moyenne, que dans leurs couronnes, autour de 10 %. Les chiffres sont exacts, mais il oublie de préciser que la France périphérique est aussi « urbaine » et qu'une partie du « périurbain » (notamment le périurbain aisé) fait partie de la France des métropoles. L'article conclut que, « au sein des grandes aires urbaines, le taux de pauvreté est presque toujours plus élevé dans les villes-centres », laissant entendre que, si la pauvreté est « urbaine », elle est donc « métropolitaine ». Manière de réaffirmer la représentation dominante qui divise la société française entre les populations exclues des banlieues des métropoles et les autres territoires (du périurbain au rural) peuplés d'une classe moyenne intégrée. Par ailleurs, on ne voit pas trop l'intérêt d'affirmer que la pauvreté est majoritairement « urbaine » puisque 80 % de la population totale est « urbaine » (et même 95 % « sous influence urbaine »). Arriver à la conclusion que 77 % des pauvres se retrouvent dans cette majorité n'éclaire pas vraiment le phénomène de fragilisation sociale des catégories modestes.

Mais cela permet à l'article du *Monde* de conclure que « Christophe Guilluy, pour souligner la fracture entre des métropoles mondialisées et des territoires périphériques laissés pour compte, assurait que la question sociale se concentrait “de l'autre côté des métropoles, dans les espaces ruraux, les petites villes, les villes moyennes, dans certains espaces périurbains”, l'étude de l'Insee montre au contraire une pauvreté limitée dans les communes situées aux portes des grandes aires urbaines ».

Cette présentation nie aussi le fait que la majorité des catégories populaires et des ménages pauvres résident dans la France périphérique (voir [ici](#)). (Ce constat ne contredit en rien le fait que les communes ou quartiers sensibles des métropoles concentrent effectivement un grand nombre de ménages pauvres.) Derrière la guerre de la représentation des pauvres se joue en réalité une bataille idéologique, qui vise, à partir de la représentation tronquée du territoire, à dissimuler la question sociale et la précarisation des classes populaires.

La division factice du territoire entre « urbain » et « rural » peut facilement conduire à mettre en avant la pauvreté urbaine et à minimiser la pauvreté rurale. D'ailleurs, quand la pauvreté rurale est évoquée (difficile de la nier), c'est immédiatement pour rappeler qu'elle n'est le fait que de ménages retraités et vieillissants (en opposition à la jeunesse pauvre des « quartiers »). Si personne ne conteste que la population immigrée qui se concentre dans les quartiers de logements sociaux est une population pauvre, pourquoi est-il impossible de décrire la réalité de la précarisation sociale et de la pauvreté dans la France périphérique ?

L'essentialisation et la manipulation de la question de la pauvreté, comme la focalisation sur les pauvres de la banlieue, ne relèvent pas d'une bienveillance particulière. Elles visent à circonscrire la question sociale aux seules banlieues. Cette représentation univoque et exclusive de la pauvreté permet aussi d'orienter les politiques publiques sur des populations et territoires cibles et, in fine, d'entamer le lent démantèlement de l'État-providence. Évidemment, cette stratégie de classes provoque le ressentiment des populations non ciblées ou s'estimant oubliées par rapport aux « banlieues » (lire : aux « immigrés »), ce qui permettra aux prescripteurs d'opinion de valider la représentation de la France périphérique, et singulièrement du monde rural, comme « repliée », « aigrie », « pétainiste » ou « raciste ».

On pourrait pourtant aisément sortir de cette concurrence victimaire entre catégories populaires en acceptant le fait que ce sont l'ensemble des classes populaires qui sont aujourd'hui touchées par les effets de la mondialisation. Les pauvres sont urbains, ruraux, vivent dans les grandes villes, les petites, les zones rurales, ils sont vieux, actifs ou jeunes, le point commun est qu'ils font majoritairement partie des classes populaires. Car, en réalité, l'essentialisation de la pauvreté crée des représentations archaïques dont il est difficile de s'affranchir.

Sortir d'une représentation caricaturale de la pauvreté, c'est avant tout replacer la question sociale au centre du débat, s'affranchir d'une représentation unique rabâchée sans relâche par les médias.

Pour en finir avec les falsifications, rappelons la méthodologie qui a permis la construction du concept de « France périphérique » et l'indice de fragilité conçu avec le géographe Christophe Noyé.

L'indice de fragilité est calculé à l'échelle des cantons, cette échelle permettant de couvrir l'ensemble des territoires et de lisser les disparités de taille très importantes de l'échelle communale. En effet, dans les secteurs les plus denses, les cantons correspondent aux communes alors que, dans les secteurs moins peuplés, ils regroupent plusieurs communes (une dizaine). Cette échelle, en regroupant les plus petites communes, permet aussi d'échapper au secret statistique qui concerne les données fiscales et rend en pratique inaccessibles les données pour une forte majorité de communes. Les données mobilisées sont celles du recensement de 2012 et les bases fiscales de 2011.

L'indicateur de fragilité est construit à partir de plusieurs indicateurs de base visant à définir le profil social des territoires et les fragilités qui en découlent. Les taux de huit indicateurs sont regardés par rapport à la moyenne française. Les communes ayant un taux supérieur à la moyenne nationale (inférieure dans le cas des revenus) sont dotées d'une note de 1, et ce séparément pour chaque critère. La somme des indicateurs obtenus pour chaque indicateur (0 ou 1) donne une note globale de fragilité qui varie de 0 pour les communes pour lesquelles tous les critères sont sous la moyenne nationale à 8 pour celles présentant des taux supérieurs pour l'ensemble des critères. Donc, plus l'indice de fragilité est élevé, plus il signale un cumul de difficultés sociales.

Les indicateurs mobilisés permettent d'abord de qualifier le profil social des

territoires avec la proportion d'ouvriers et d'employés, ainsi que leur évolution entre 2007 et 2012. Il s'agit des deux catégories d'actifs à la fois les plus exposées aux nouvelles formes d'organisation du travail (temps partiel, emploi précaire) et aux effets de la globalisation de l'économie (délocalisations).

Ensuite, une série d'indicateurs portent sur le rapport à l'emploi : part des actifs à temps partiel, part des actifs en situation précaire (CDD, intérim, stages), et enfin part des actifs au chômage. Pour le chômage, il s'agit de la définition du recensement, c'est-à-dire les personnes se déclarant à la recherche d'un emploi. Elles ne sont néanmoins pas nécessairement inscrites à Pôle Emploi. Soit en raison de l'instabilité de la situation par rapport à l'emploi, soit en raison de l'absence d'emploi, ces indicateurs induisent une situation sociale fragile dont les impacts sont importants à la fois dans la vie quotidienne des ménages, mais aussi dans leurs perspectives d'évolution. S'y ajoute un indicateur lié au logement, avec la part des ménages propriétaires occupants disposant de faibles ressources. Ce sont des ménages qui ont souvent bénéficié d'aides pour l'accès à la propriété ou ont hérité de ce bien. Leurs faibles ressources rendent problématique l'entretien du logement et peuvent également se traduire par une situation de « précarité énergétique », c'est-à-dire de moyens insuffisants pour chauffer normalement leur logement pendant la période hivernale. Enfin, un dernier indicateur porte sur les revenus. Il s'agit du revenu médian par unité de consommation. Cet indicateur a été privilégié pour deux raisons. La première est liée au secret statistique, car c'est l'indicateur le mieux renseigné pour l'ensemble des territoires. La seconde car il s'agit d'un indicateur qui tient compte de la taille des ménages, le nombre d'unités de consommation de chaque ménage étant dépendant du nombre de personnes : 1 UC pour le premier adulte, 0,54 pour les autres personnes de seize ans ou plus, 0,3 pour les personnes plus jeunes.

Ce type d'indicateur « composite » présente l'intérêt de qualifier les territoires et de permettre une classification. Ici, compte tenu des indicateurs retenus, il s'agit d'identifier les territoires à la fois populaires et fragiles et de mesurer l'intensité de ces caractéristiques. Le fait que les indicateurs comprennent à la fois le profil social (ouvriers, employés...) et des critères de fragilité fait qu'un territoire à forte proportion de ménages relevant des catégories « populaires » ne sera classé « fragile » qu'à la condition que sa population soit aussi fragile au regard de l'emploi et/ou du niveau de ressources. C'est ce type d'indicateur qui a longtemps été utilisé pour identifier les quartiers sensibles des grandes agglomérations éligibles aux politiques de la ville : part des chômeurs, part des jeunes, part des grandes familles.

Bien entendu, comme tout critère de classement statistique, il comporte des limites. La première est qu'il s'agit d'une analyse territoriale. Si l'indicateur est élevé, cela ne veut pas dire pour autant que tous les ménages sont fragiles ; à l'inverse, s'il est faible, cela ne signifie pas l'absence de ménages fragiles. Il s'agit d'un indicateur de concentration, et donc d'homogénéité territoriale. La seconde tient au fait que les indicateurs utilisés sont pour partie liés entre eux. Par exemple, les ouvriers connaissent en moyenne des taux de chômage plus élevés que les autres actifs, taux d'ouvriers dans la population active et taux de chômage sont donc corrélés. De même pour le profil social (ouvriers/employés) et les niveaux de revenus, puisqu'il s'agit des catégories d'actifs ayant les salaires moyens les plus faibles. On peut donc considérer que, d'une certaine manière, « on compte plusieurs fois les mêmes ménages », ce qui poserait problème s'il s'agissait de quantifier la population fragile, mais ce n'est pas de ça qu'il est question ici. Il s'agit de qualifier la fragilité sociale des territoires et l'intensité de cette fragilité, c'est-à-dire l'homogénéité sociale de ces territoires.

Huit indicateurs « en stock »

Ouvriers / population active (moyenne : 23,6 %).

Employés et ouvriers / population active (moyenne : 52,9 %)

Part des retraités modestes

Temps partiel (moyenne : 17 %)

Emploi précaire (moyenne : 11 %)

Chômeurs (moyenne : 12 %)

Propriétaires occupants précaires (1^{er} quartile des PO < 15 639€)

Revenus (inf. à 18 749€)

1 Indicateur en « dynamique » :

Évolution de la part des ouvriers-employés entre 1999 et 2010 (moyenne = -5,7 %)

1 Indicateur en « dynamique » :

Évolution de la part des ouvriers-employés entre 1999 et 2010 (Moyenne = -7,1 %)

Une fois construit pour l'ensemble des territoires, cet indice de fragilité est croisé aux types de territoires. Pour cela, on s'appuie sur le zonage en aire urbaine de l'Insee, mais en proposant des regroupements différents. Ce zonage de l'Insee distingue plusieurs types d'espaces. Les pôles urbains sont caractérisés par la concentration de l'emploi et la continuité du bâti et l'Insee distingue plusieurs tailles en fonction du nombre d'emplois ; les communes périurbaines sont caractérisées par le fait que 40 % au moins des actifs travaillent dans un pôle urbain, ce sont donc des secteurs économiquement fortement « dépendants » d'une ville voisine, enfin des communes qui restent à l'écart de ces influences urbaines. L'ensemble formé par un pôle urbain et les communes périurbaines qui en dépendent est nommé « aire urbaine ». Les aires urbaines structurées autour d'un pôle urbain sont qualifiées de « grandes aires urbaines » lorsque le pôle regroupe plus de 10 000 emplois.

Avec cette nomenclature, la catégorie des grandes aires urbaines comprend 241 agglomérations comptant 83 % de la population française. Les pôles moyens regroupent 3,5 % de la population, les communes multipolarisées (hors grandes aires urbaines), 5,3 %. Dans cette typologie, l'espace rural (communes hors influence urbaine) ne regroupe plus que 5 % de la population et un peu moins de 7 500 communes.

Le classement des territoires a pour objectif principal de distinguer les dynamiques sociales en fonction de la recomposition liée à la métropolisation, autrement dit la concentration des emplois, en particulier les plus qualifiés, et de la population dans les plus grandes agglomérations. De ce point de vue, la nomenclature de l'Insee n'est pas adaptée car la catégorie des grands pôles urbains ne permet pas de distinguer les métropoles des autres villes. En effet, cette catégorie regroupe plus de 200 agglomérations comprenant bien entendu les plus grandes villes françaises (Paris, Lyon, Marseille, Lille...), mais aussi des agglomérations beaucoup plus modestes. On peut citer par exemple (et par ordre d'importance) : Sélestat, Guingamp, Lunéville, Figeac, Lillebonne, Challans, Pont-à-Mousson, Pontivy, Toul, Bayeux, Bagnols-sur-Cèze, Remiremont, Brignoles, La Ferté-Bernard, Saverne, Avranches, Senlis. Ces villes ont un rôle essentiel de structuration de l'espace, mais elles ne relèvent bien évidemment pas de la logique de « métropolisation ». C'est la raison pour laquelle, pour qualifier la France métropolitaine (en s'appuyant sur les périmètres de l'Insee) ont été retenues les quinze plus grandes agglomérations²⁶, ce qui correspond désormais aux « métropoles », cette nouvelle catégorie d'intercommunalités.

Le croisement de l'indice de fragilité et des types de territoires (France métropolitaine) permet de qualifier la situation sociale de l'ensemble des territoires. La France hors métropole a été nommée « France périphérique ». Il

existe donc des secteurs de fragilités aussi bien dans la France métropolitaine que dans la France périphérique.

Selon cette définition, la France métropolitaine regroupe 40 % de la population française, contre 60 % dans la France périphérique. Les communes se répartissent entre 13 % dans la France métropolitaine et 87 % dans la France périphérique.

L'idéologie de l'hypermarché

Comme le dit le géographe Gérard-François Dumont, la métropolisation est d'abord une « idéologie ». Comme toute idéologie, elle est omniprésente : une grande partie du monde universitaire, des médias et de la classe politique et médiatique défendent la même représentation de la société et des territoires et le même modèle économique mondialisé. Comme toute idéologie, elle repose sur un système prédéfini d'idées, notamment le fait que la France est majoritairement « urbaine ». Le géographe a montré que cette idée visait à rendre invisible un autre monde, le « monde rural », qui ne se réduit pas aux 15 ou 20 % d'habitants que l'Insee lui attribue²⁷. Eurostat, organisme qui produit les statistiques officielles de l'Union européenne, évalue d'ailleurs le taux d'urbanisation réel en France à 41,7 %, loin, très loin des 80 % de l'Insee. Mais la réalité pèse peu face à l'idéologie.

La métropolisation sera donc décrite comme un processus progressiste et positif. Ces effets négatifs sont passés sous silence, notamment le fait que les métropoles coûtent cher : « Dotation financière de l'État par habitant plus élevée, rapport nettement plus fort entre le nombre de fonctionnaires territoriaux et le nombre d'habitants, dépenses considérables de rénovation urbaine, pollution, difficultés de circulation, problèmes de sécurité, saturation de l'espace public, dégradations des services publics et des solidarités²⁸ ». On peut y ajouter le fait que, dans les métropoles mondialisées, le clivage social recouvre un clivage ethnique potentiellement explosif : en France comme dans tous les pays développés, les grandes villes connaissent les plus fortes tensions ethnoculturelles, qui débouchent à intervalles réguliers sur des violences ou des émeutes urbaines plus ou moins graves.

Peu importe que la participation aux élections soit moindre dans les grandes agglomérations, la classe dominante a choisi le « big is beautiful »²⁹. Mais, de la même manière que la concentration de l'activité commerciale dans des hypermarchés a entraîné une disparition des petits commerces, le modèle économique mondialisé métropolitain conduit aujourd'hui à une désertification de l'emploi et

des activités dans les petites villes.

La réforme territoriale et la disparition de la dernière collectivité visible de la France périphérique, le département, confirment la fermeture du débat. Toute opposition est désormais ostracisée. Si les défenseurs du petit commerce ont hier été fascisés, les défenseurs des petites villes et, plus encore, du monde rural sont aujourd'hui pétainisés.

Évoquer la « France périphérique » reviendrait désormais à cliver « la France des petits Blancs contre les banlieues », la prise en compte des problématiques rurales s'apparentant à une réhabilitation de Barrès, de Maurras ou de Pétain et de « la terre qui ne ment pas³⁰ ». Cette phrase, qui ne veut rien dire (la terre ne ment pas plus qu'elle ne dit la vérité), permet en revanche de disqualifier efficacement toute représentation qui prendrait en compte la réalité sociale et culturelle d'une France populaire pourtant majoritaire. Dans le même registre, on laisse entendre que le clivage entre France périphérique et France des métropoles réactiverait la géographie de Jean-François Gravier, l'auteur de *Paris et le désert français*³¹. Là encore, il n'est pas anodin de rappeler que Gravier, qui opposait effectivement la France provinciale et rurale à Paris, s'était lui aussi engagé dans le gouvernement de Pétain en défendant une position qui pourrait être taxée d'« urbaphobe » aujourd'hui. Cet argument d'« urbaphobie » vise en fait à délégitimer les contestations qui émanent actuellement de la France rurale, évidemment décrite comme celle du « repli ».

La boucle est bouclée : évoquer la France périphérique et/ou rurale populaire revient à évoquer la France de Pétain. Peu importe que la France périphérique ne corresponde en rien à la France rurale des années 1940, que la sociologie de ces espaces ne recoupe en rien la France paysanne des années 1940, mais au contraire des espaces ouvriers et des petits salariés du tertiaire, qu'elle soit tout autant « urbaine » que « rurale » et qu'elle ne soit en rien victime d'un exode rural, mais au contraire bénéficiaire d'un exode urbain, l'important est de disqualifier un concept afin de laisser dans l'invisibilité une France populaire que la classe dominante a sacrifiée. Confrontée à la critique, sans projet pour les territoires populaires de la France périphérique, la classe dominante utilise désormais l'antifascisme comme arme de classe.

L'antifascisme, une arme de classe

L'insécurité sociale et culturelle dans laquelle ont été plongées les classes populaires, leur relégation spatiale débouchent sur une crise politique majeure. L'émergence d'une « France périphérique », la

montée des radicalités politiques et sociales sont autant de signes d'une remise en cause du modèle économique et sociétal dominant. Face à ces contestations, la classe dominante n'a plus d'autre choix que de dégainer sa dernière arme, celle de l'antifascisme. Contrairement à l'antifascisme du siècle dernier, il ne s'agit pas de combattre un régime autoritaire ou un parti unique. Comme l'annonçait déjà Pier Paolo Pasolini en 1974, analysant la nouvelle stratégie d'une gauche qui abandonnait la question sociale, il s'agit de mettre en scène « un antifascisme facile qui a pour objet un fascisme archaïque qui n'existe plus et n'existera plus jamais³² ». C'est d'ailleurs en 1983, au moment où la gauche française initie son virage libéral, abandonne les classes populaires et la question sociale, qu'elle lance son grand mouvement de résistance au fascisme qui vient. Lionel Jospin reconnaîtra plus tard que cette « lutte antifasciste en France n'a été que du théâtre » et même que « le Front national n'a jamais été un parti fasciste³³ ». Ce n'est pas un hasard si les instigateurs et financeurs de l'antiracisme et de l'antifascisme sont aussi des représentants du modèle mondialisé. De Bernard-Henri Lévy à Pierre Bergé, des médias (contrôlés par des multinationales), du Medef aux entreprises du CAC 40, de Hollywood à Canal Plus, l'ensemble de la classe dominante se lance dans la résistance de salon. « No Pasarán » devient le cri de ralliement des classes dominantes, économiques ou intellectuelles, de gauche comme de droite. Il n'est d'ailleurs pas inintéressant de constater, comme le fait le chercheur Jacques Leclercq³⁴, que les groupes « antifa » (qui s'étaient notamment fait remarquer pendant les manifestations contre la Loi travail par des violences contre des policiers), recrutent essentiellement des jeunes diplômés de la bourgeoisie³⁵.

Véritable arme de classe, l'antifascisme présente en effet un intérêt majeur. Il confère une supériorité morale à des élites délégitimées en réduisant toute critique des effets de la mondialisation à une dérive fasciste ou raciste. Mais, pour être durable, cette stratégie nécessite la promotion de l'« ennemi fasciste » et donc la surmédiation du Front national... Aujourd'hui, on lutte donc contre le fascisme en faisant sa promotion. Un « combat à mort » où on ne cherche pas à détruire l'adversaire, mais à assurer sa longévité. Il est en effet très étrange que les républicains, qui sauf erreur détiennent le pouvoir, n'interdisent pas un parti identifié comme « fasciste ». À moins que ces nouveaux partisans n'aient pas véritablement en ligne de mire ce petit parti, cette « PME familiale » mais les classes populaires dans leur ensemble. Car le problème est que ce n'est pas le Front national qui influence les classes populaires, mais l'inverse. Le FN n'est qu'un symptôme d'un refus radical des classes populaires du modèle mondialisé. L'antifascisme de salon ne vise pas le FN, mais l'ensemble

des classes populaires qu'il convient de fasciser afin de délégitimer leur diagnostic, un « diagnostic d'en bas » qu'on appelle « populisme ». Cette désignation laisse entendre que les plus modestes n'ont pas les capacités d'analyser les effets de la mondialisation sur le quotidien et qu'elles sont aisément manipulables.

Expert en « antifascisme », Bernard-Henri Lévy a ainsi ruiné l'argumentaire souverainiste, celui de Chevènement, en l'assimilant à une dérive nationaliste – lire : fasciste. Du refus du référendum européen à la critique des effets de la dérégulation, du dogme du libre-échange, toute critique directe ou indirecte de la mondialisation est désormais fascisée. Le souverainisme, une « saloperie », nous dit Bernard-Henri Lévy.

Décrire l'insécurité sociale et culturelle en milieu populaire, c'est « faire le jeu de ». Dessiner les contours d'une France fragilisée, celle de la France périphérique, « c'est aussi faire le jeu de ». Illustration parfaite du « fascisme de l'antifascisme³⁶ », l'argument selon lequel il ne faudrait pas dire certaines vérités, car cela « ferait le jeu de », est régulièrement utilisé. Il faut dire que les enjeux sont considérables. Si elle perd la guerre des représentations, la classe dominante est nue. Elle devra alors faire face à la question sociale et assumer des choix économiques et sociétaux qui ont précarisé les classes populaires. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la multiplication des procès en sorcellerie et le nouveau maccarthysme des « libéraux-godwiniens ». L'expression du philosophe Jean-Claude Michéa vise à dénoncer l'utilisation systématique par les libéraux de la théorie du juriste Mike Godwin selon laquelle « plus une discussion en ligne dure longtemps (sur Internet), plus la probabilité d'y trouver une comparaison impliquant les nazis ou Hitler s'approche de 1 ».

Pour la classe dominante, la défense même de gens ordinaires devient suspecte. Pour avoir évoqué la « décence commune des gens ordinaires », leurs valeurs traditionnelles d'entraide et de solidarité, le philosophe s'est retrouvé sur la liste des dangereux « réactionnaires » (autre synonyme de fasciste), bref, de ceux qui « font le jeu de³⁷ ». La technique est d'ailleurs utilisée pour tous les chercheurs ou intellectuels qui auraient l'audace de proposer une autre représentation du peuple et de ses aspirations. De la démographe Michèle Tribalat au philosophe Michel Onfray, la liste des « fascisés » s'allonge inexorablement au rythme de la délégitimisation de la classe dominante. On pourrait multiplier les exemples, mais la méthode est toujours la même : fasciser ceux qui donnent à voir la réalité populaire.

Face à une guerre des représentations qu'elle est en train de perdre, la classe dominante en arrive même à fasciser les territoires ! La « France périphérique » est ainsi présentée comme une représentation

d'une France blanche xénophobe opposée aux quartiers ethniciés de banlieue. Peu importe que la distinction entre les territoires ruraux, les petites villes et les villes moyennes et les métropoles n'ait jamais reposé sur un clivage ethnique, peu importe que la France périphérique, qui comprend les DOM-TOM, ne soit pas homogène ethniquement et culturellement, l'objectif est avant tout d'ostraciser et de délégitimer les territoires populaires. Et, inversement, de présenter la France des métropoles comme ouverte et cosmopolite. La France du repli d'un côté, des ploucs et des ruraux, la France de l'ouverture et de la tolérance de l'autre. Mais qu'on ne s'y trompe pas, cet « antiracisme de salon » ne vise absolument pas à protéger l'« immigré », le « musulman », les « minorités » face au fascisme qui vient, il s'agit d'abord de défendre des intérêts de classe, ceux de la bourgeoisie.

Si l'arme de l'antifascisme permet à moyen terme de décrédibiliser toute proposition économique alternative et de contenir la contestation populaire, elle révèle aussi l'isolement des classes dominantes et supérieures. Cette stratégie de la peur n'a en effet plus aucune influence sur les catégories modestes, ni dans la France périphérique, ni en banlieue. C'est terminé. Les classes populaires ne parlent plus avec les « mots » de l'intelligentsia. Le « théâtre de la lutte antifasciste³⁸ » se joue devant des salles vides.

En ostracisant, et en falsifiant, l'idéologie antifasciste vise à isoler, atomiser les classes populaires et les opposants au modèle dominant en créant un climat de peur. Le problème est que cette stratégie de défense de classe devient inopérante et, pire, est en train de se retourner contre ses promoteurs. La volonté de polariser encore plus le débat public entre « racistes et antiracistes », entre « fascistes et antifascistes » semble aussi indiquer la fuite en avant d'une classe dominante qui n'est pas prête à remettre en question un modèle qui ne fait plus société. Réunie sous la bannière de l'antifascisme, partageant une représentation unique (de la société et des territoires), les bourgeoisies de gauche et de droite sont tentées par le parti unique. Si les « intellectuels sont portés au totalitarisme bien plus que les gens ordinaires³⁹ », une tentation totalitaire semble aussi imprégner de plus en plus une classe dominante délégitimée, et ce d'autant plus qu'elle est en train de perdre la bataille des représentations.

Ainsi, quand la fascisation ne suffit plus, la classe dominante n'hésite plus à délégitimer les résultats électoraux lorsqu'ils ne lui sont pas favorables. La tentation d'exclure les catégories modestes du champ de la démocratie devient plus précise. L'argument utilisé, un argument de classe et d'autorité, est celui du niveau d'éducation des classes populaires. Il permet de justifier une reprise en main idéologique. En juin 2016, le vote des classes populaires britanniques

pour le Brexit a non seulement révélé un mépris de classe, mais aussi une volonté de restreindre la démocratie. Quand Alain Minc déclare que le Brexit, « c'est la victoire des gens peu formés sur les gens éduqués⁴⁰ » ou lorsque Bernard-Henri Lévy insiste sur la « victoire du petit sur le grand, et de la crétinerie sur l'esprit⁴¹ », la volonté totalitaire des classes dominantes se fait jour. Les mots de l'antifascisme sont ceux de la classe dominante, les catégories modestes l'ont parfaitement compris et refusent désormais les conditions d'un débat tronqué.

Le marronnage des classes populaires

Les classes populaires ont brisé leurs chaînes, celles des appartenances politiques traditionnelles, et refusent désormais le magistère de la classe politique et culturelle. Ce grand marronnage¹ annonce l'ébauche d'une contre-société en tout point contradictoire avec le modèle économique et sociétal des classes dominantes. Des banlieues aux territoires de la France périphérique, ce basculement concerne toutes les classes populaires quels que soient leurs origines ou leurs statuts sociaux. Ouvriers, employés, paysans, petits fonctionnaires, français d'origine immigrée ou non, musulmans, non-musulmans : tous Neg'marrons ! Les « esclaves » ont quitté la plantation, et ils ne reviendront pas.

Le rejet de la classe politique, de la droite, de la gauche et des syndicats et le niveau de défiance à l'égard des médias, des experts et plus généralement à l'égard de la « parole d'en haut » a atteint des sommets. Mais, contrairement à ce qu'espéraient les professionnels de la « révolte sociale », cette défiance ne s'est pas transformée en Grand Soir. L'échec retentissant de la gauche de la gauche en milieu populaire prouve que les plus modestes ne sont plus dupes. Face à cette situation de blocage, les classes populaires ont entamé un long processus de désaffiliation politique et culturelle. Ce grand marronnage les conduit à s'affranchir peu à peu de leurs appartenances politiques et culturelles traditionnelles au rythme de leur sortie de la classe moyenne. Elles n'attendent plus l'homme ou le parti providentiels. Elles n'attendent pas non plus un « grand soir » venu d'une hypothétique alliance de classes entre une petite bourgeoisie progressiste et le « peuple ». De la banlieue à la France périphérique, c'est l'ensemble des milieux populaires qui s'affranchit d'un système de représentation politique, syndical et médiatique.

Ce marronnage est l'imprévu de la mondialisation. La classe médiatico-politique n'a pas encore pris la mesure d'un processus qui ne s'inscrit ni dans le cadre du bipartisme traditionnel ni dans un

schéma idéologique préétabli. Après plusieurs décennies de précarisation sociale, les classes populaires ne reconnaissent plus aucune légitimité ni supériorité morale à la classe politique, médiatique ou universitaire. Prise de court, la classe dominante se protège en ostracisant toujours plus la société populaire, mais c'est trop tard, son magistère a pris fin. Fruit de la sortie de la classe moyenne, le marronnage confirme un processus de désaffiliation culturelle définitif des classes populaires de ce monde d'en haut. Ce basculement est évidemment décrit par la classe dominante comme un « repli », un repli identitaire. La réalité est ailleurs.

En effet, cette désaffiliation dessine les contours d'une société populaire qui n'obéit pas aux mêmes normes sociales et culturelles que les classes supérieures. Cette « contre-société » n'est pas le fruit d'une idéologie ou d'un nouveau projet pensé d'en haut, mais de la « prise en charge » des contraintes d'un modèle qu'elles n'ont pas choisi. Contrairement à ce que croit la classe dominante, ce ne sont pas les « idées » qui mènent prioritairement le monde, mais le « quotidien ». Ce constat est particulièrement vrai pour les catégories populaires qui sont au front de la transformation économique et culturelle du pays depuis plusieurs décennies. Ce sont le chômage, la précarisation sociale, la stagnation et/ou la baisse des revenus, l'affaîssement de l'État-providence qui rendent possible la préservation des solidarités en milieu populaire, pas les idéologies. De même, c'est l'émergence d'une société multiculturelle qui explique le retour de la question identitaire dans les milieux modestes, pas l'adhésion à un projet nationaliste ou islamiste. Le séparatisme à l'œuvre au sein des classes populaires vise ainsi à préserver un capital social et culturel protecteur. Loin des visions iréniques et/ou idéologiques des classes dominantes et supérieures, la « société populaire » s'organise pour faire face concrètement aux insécurités sociales et culturelles générées par un modèle économique et sociétal. Par exemple, la recomposition économique et sociale du territoire, qui entraîne un processus de sédentarisation contrainte des classes populaires, et donc une « relocalisation de fait », contribue plus à transformer la « société populaire » que l'idéologie de la décroissance.

La sédentarisation n'est pas un choix, mais elle accentue la fracture territoriale entre France des métropoles et France périphérique, entre catégories supérieures hypermobiles et classes populaires précarisées. Les classes populaires vont devoir s'adapter à une réalité qui va impacter la mobilité sociale et résidentielle (notamment des jeunes) en contredisant les fondamentaux de la société mondialisée. Ce « localisme », qui n'interdit évidemment pas l'ouverture aux autres et au monde, apparaît aussi comme une réponse à la crise écologique. Le développement des « circuits courts », mais aussi la baisse de la

mobilité des hommes qu'elle induit, répondra pour partie à la question environnementale en renforçant la cohésion sociale.

Il ne s'agit pas d'idéaliser cette société populaire « solidaire » (la solidarité y est largement contrainte par la fragilité économique et sociale qui caractérise les territoires de la France périphérique), mais de décrire l'émergence d'une contre-société qui fragilise de fait le modèle mondialisé. Ce que la classe dominante appelle le « repli » est en fait une réponse à une société libérale qui détruit toute notion de solidarité. Du marronnage à la sédentarisation, la société populaire n'est pas sortie de l'histoire mais s'adapte à la nouvelle donne économique et territoriale.

L'abandon des appartenances traditionnelles

Aux élections régionales de 2015², 63 % des employés, 51 % des ouvriers, 67 % des chômeurs (majoritairement issus de ces catégories) se sont abstenus et ceux qui ont voté se sont portés très majoritairement sur les listes du Front national : 55 % pour les ouvriers, 37 % pour les employés, 33 % pour les chômeurs. Une infime minorité des inscrits issus de milieux populaires s'est donc reportée sur les partis traditionnels. Réunis, LR (et ses alliés), le PS (et ses alliés), le Front de Gauche et EELV n'ont attiré que 18 % des ouvriers.

Les partis de droite et de gauche, qui accompagnent depuis des décennies l'adaptation de la société française aux normes de la mondialisation, ne sont désormais soutenus que par les gagnants de la mondialisation ou ceux qui en sont protégés. Les élections se succèdent et le corps électoral se répartit inéluctablement de la même manière. Les classes supérieures, des riches aux bobos, soutiennent en masse des partis libéraux de droite ou de gauche, les catégories plus ou moins protégées de la mondialisation (salariés de la fonction publique, surtout les catégories A, et les retraités) portent leur voix sur les partis de gauche ou de droite. Dans le même temps, la majorité des classes populaires, des banlieues jusqu'à la France périphérique, s'abstient (majoritairement) ou vote pour le parti le plus à l'écart du « système », le Front national.

En milieu populaire, seuls les plus de soixante ans soutiennent (encore) les partis traditionnels ; PS, et surtout LR (un constat qui contredit au passage le cliché véhiculé par les médias selon lequel le vieillissement de la population serait le moteur du populisme, il en est au contraire un puissant rempart³).

Cette désaffiliation politique se confirme donc à chaque élection. Si la présidentielle fait exception, puisque le taux de participation des

classes populaires y est plus élevé (le plus souvent au bénéfice du FN), le rejet de la classe politique en milieu populaire est largement entériné, le marronnage enclenché. La défiance est d'ailleurs généralisée et aujourd'hui, 72 % des Français pensent que les hommes et les femmes politiques sont « corrompus », 89 % considérant qu'ils ne se préoccupent que de leurs intérêts personnels⁴.

Ils sont aussi 87 %⁵ à estimer que les gouvernements, qu'ils soient de gauche ou de droite, ne se préoccupent pas « des gens comme eux ». Cette désaffiliation ne se limite pas aux politiques, mais vise l'ensemble des prescripteurs d'opinions, médias en tête : seulement 20 % des Français leur font confiance. La suspicion est particulièrement élevée à l'égard des journalistes, puisque 77 % ne leur accordent pas leur confiance (seul un Français sur quatre pense que les journalistes sont « en phase avec la réalité⁶ »). Dans un contexte de précarisation sociale, où près de 55 % de la population arrive tout juste à boucler ses fins de mois, cette défiance montre que les Français, et singulièrement les classes populaires, n'attendent plus rien de la France d'en haut.

La lente sortie de la classe moyenne

Le marronnage des classes populaires n'est pas la résultante d'une « protestation », d'une « dérive populiste », d'un « retour des idéologies d'avant-guerre », mais d'une lente sortie de la classe moyenne de l'ensemble des catégories modestes.

Premières catégories frappées par la mondialisation et le chômage de masse, les ouvriers ont, les premiers, grossi le camp des abstentionnistes et les bataillons d'électeurs du Front national. Premier parti ouvrier dès les années 1990, il est devenu ces deux dernières décennies le « parti de la sortie de la classe moyenne ». Les autres catégories populaires, employés, paysans, une partie des professions intermédiaires vont peu à peu se désaffilier des grands partis et augmenter le nombre des abstentionnistes et électeurs frontistes. Au rythme de la « sortie de la classe moyenne », le FN accueillera ainsi les employés, puis les paysans. Comme les ouvriers, ces catégories, hier emblématiques de la classe moyenne traditionnelle, sont confrontées à la précarisation sociale et à la stagnation (voire à la baisse) de leur niveau de vie. Fragilisées par le modèle mondialisé, ces catégories surreprésentées dans le secteur privé sont rejointes aujourd'hui par des catégories B et C du secteur public qui, elles, sont fragilisées par l'émergence d'une société multiculturelle aux multiples tensions.

Si la « sécurité » sociale et culturelle était le ciment de la défunte classe moyenne, l'« insécurité » sociale et culturelle rapproche l'ensemble de ces nouvelles classes populaires qui ne se reconnaissent

plus dans le système de représentation politique et médiatique qui sert désormais les intérêts des gagnants (ou des protégés) de la mondialisation.

Ce mouvement, analysé à tort comme une « droitisation » de la société française, explique un processus de désaffiliation qui concerne l'ensemble des partis traditionnels de gauche comme de droite. La dynamique est durable et s'accroîtra mécaniquement au rythme du renouvellement générationnel.

On l'a vu, l'arrivée à la retraite de la « génération des Trente Glorieuses » protège encore les grands partis (c'est notamment encore la droite qui capte l'essentiel du vote des « retraités populaires⁷ »). Mais cette génération, légitimiste et acquise aux idéaux des partis de gouvernement, sera remplacée demain par des actifs et des jeunes issus de milieux populaires qui sont « au front » de la mondialisation.

Les appartenances politiques traditionnelles sont donc abandonnées au rythme de la sortie de la classe moyenne. Les « ouvriers » ont abandonné la gauche, les employés désertent les partis de gouvernement, représentants « naturels » de la classe moyenne, tandis que les ruraux et les paysans s'éloignent de la droite. Mais la désaffiliation la plus forte est certainement celle des classes populaires et de la gauche.

*La Gauche sans le peuple*⁸, le livre d'Éric Conan, a été écrit en 2004. Une histoire ancienne. Révélateur d'un divorce définitif, il faut dorénavant accoler l'adjectif « populaire » au mot « gauche » pour désigner une gauche qui prendrait encore en compte les intérêts des plus modestes. Il faut dire qu'en quelques décennies nous sommes passés de la « gauche sociale » à une « gauche hashtag ». Les chiffres sont clairs, presque définitifs.

Aux régionales de 2015, les classes populaires ont voté à 45 % pour le FN, 6 % pour le Front de gauche, 19 % pour le PS et ses alliés, 16 % pour Les Républicains. Parmi les raisons profondes de ce divorce, on peut évidemment citer le virage libéral de 1983, les effets du « gauchisme culturel⁹ », ainsi que les postures faussement « critiques » du libre-échange. La « rebellocratie » de gauche, celle qui « combat » le « capital », les « banques », le « marché », les « multinationales » mais prône toujours plus de mondialisation et d'ouverture en s'en protégeant, a aussi contribué à précipiter le divorce.

L'indigénat, c'est fini

Les « minorités », les « banlieues » ont longtemps constitué un électorat populaire acquis à la gauche. C'est terminé. Ici aussi, les classes populaires abandonnent leur appartenance politique traditionnelle.

Les résultats électoraux en banlieue ont longtemps laissé croire à une adhésion des Français musulmans aux partis de gauche. Cette réalité électorale a toujours été un effet d'optique. Les municipalités de gauche étaient le plus souvent reconduites grâce à des taux d'abstention très élevés. Et quand les mobilisations ont été importantes, comme aux présidentielles de 2007 et de 2012, elles ne traduisaient pas l'adhésion aux « valeurs de la gauche » mais la volonté de rejeter un candidat jugé « islamophobe et/ou négrophobe » (Sarkozy). Représentant 5 % du corps électoral, les électeurs musulmans ont voté à 86 % pour Hollande et ont ainsi assuré sa victoire¹⁰.

Mais tout cela est déjà de l'histoire ancienne. Les résultats électoraux de la gauche en banlieue aux dernières élections municipales, européennes et régionales montrent qu'aujourd'hui cet électorat ne se porte plus massivement à gauche, l'abstention y est majoritaire et, si le vote pour le FN reste marginal, la droite enregistre désormais des scores significatifs. Aux régionales de 2015, les Français musulmans se sont fortement abstenus, à près de 59 %, 10 points au-dessus de la moyenne nationale¹¹. L'échec de la stratégie de Claude Bartolone à l'élection à la présidence de la région Ile-de-France en 2015, qui a grossièrement joué le vote ethnique¹², montre que désormais, en banlieue, l'indigénat, c'est fini. Désormais, et sauf si un candidat jugé anti-immigrés ou islamophobe était en mesure de l'emporter, les minorités ne se porteront plus mécaniquement sur les listes de gauche.

Les causes de ce désamour sont multiples (échec économique de la gauche, réforme sociétale, émergence d'une petite bourgeoisie attachée à des valeurs traditionnelles), mais, plus fondamentalement, cette rupture s'inscrit dans un « grand marronnage » qui touche toutes les catégories modestes, quelles que soient leurs origines.

Dans les milieux populaires immigrés, les nouvelles générations attendent aujourd'hui autre chose qu'un discours de compassion et/ou de victimisation. Le rapport à la tradition, mais aussi à l'initiative privée, constitue un éloignement de fait, notamment des jeunes, vis-à-vis des valeurs de gauche. Les jeunes issus des milieux populaires, en banlieue comme dans la France périphérique, ont compris que leur destin ne passerait plus par des luttes sociales dévoyées et/ou contrôlées. La quinquillerie « révolutionnaire » proposée par les tenants d'une petite bourgeoisie n'attire plus personne, surtout pas dans des milieux où l'urgence est de boucler les fins de mois. On voit ainsi émerger une génération de jeunes entrepreneurs issus des quartiers de l'immigration. Libéraux, ils restent toutefois attachés aux valeurs traditionnelles qui leur permettent de préserver un précieux capital social et culturel. Loin, très loin de la doxa traditionnelle de la

gauche, les jeunes additionnent ainsi l'islam et Macron !

Plus généralement, le discours sociétal de la gauche est aujourd'hui complètement déconnecté d'une population immigrée très attachée à des valeurs traditionnelles qui permettent de préserver un capital social face aux fortes insécurités sociales et culturelles. Sur les questions d'insécurité et de contrôle des flux migratoires, la gauche est le plus souvent à front renversé avec l'opinion de cet électorat très sensible aux notions de sécurité et d'ordre. Les réformes sociétales portées par la gauche, notamment le mariage pour tous, ont accentué le divorce. Le relatif succès des « journées de retrait de l'école¹³ » dans certains quartiers musulmans contre le projet d'introduction d'un programme inspiré de la théorie du genre montre désormais l'autonomie croissante de cet électorat. Cette tendance est particulièrement marquée chez les jeunes et les actifs qui refusent désormais l'« indigénat », c'est-à-dire d'être traités spécifiquement, en revendiquant des valeurs traditionnelles et une identité qui passe notamment par la réislamisation.

Comme dans tous les territoires populaires, la désaffiliation politique et culturelle des catégories populaires vient grossir mécaniquement les rangs des abstentionnistes. Très élevés, les taux d'abstention sont toutefois moins importants dans les milieux populaires d'origine française. Cela tient au relatif succès de l'offre identitaire que propose le Front national. Il n'existe rien d'équivalent en banlieue, où, pour l'heure, cette offre politique identitaire reste marginale et peu crédible¹⁴.

Le déni de démocratie

Des promesses non tenues au système de l'alternance unique, la classe politique contribue depuis longtemps à la lente délégitimisation de la parole publique. Le référendum pour la Constitution européenne de 2005 marque cependant un tournant en révélant l'état de la fracture culturelle entre une classe politique et médiatique et les catégories populaires, mais aussi le basculement vers un système véritablement oligarchique. Le refus du traité constitutionnel européen déboucha ainsi, trois ans plus tard, sur la ratification par la France d'un « traité de Lisbonne » presque similaire.

La polémique du « plombier polonais » est une parfaite illustration du gouffre qui sépare une classe politique au service d'un ordre mondialisé et des catégories populaires qui le subissent. Déjà fragilisées par la division internationale du travail, elles ne souhaitaient pas y ajouter un dumping social organisé à l'intérieur des frontières de l'Europe. Évoquée par les partisans du « non », la question des « travailleurs détachés » sera rapidement écartée sous

prétexte, évidemment, que ses contempteurs seraient xénophobes.

L'expression « plombier polonais¹⁵ », inventée à l'origine par Philippe Val, avait été médiatisée par Philippe de Villiers puis par Jean-Luc Mélenchon. Les partisans du traité dénoncent alors le fantasme du dumping social et la xénophobie de dénonciateurs de la « directive Bolkenstein ».

Cette directive consiste à appliquer aux travailleurs étrangers susceptibles de travailler en France les cotisations sociales de leur pays d'origine, ce qui permet bien sûr à un employeur d'embaucher des travailleurs à moindre coût et crée mécaniquement une concurrence déloyale au détriment des entreprises françaises. Si les employeurs sont censés rémunérer ces salariés au salaire minimum, ils n'ont aucune obligation de tenir compte des autres avantages salariaux (primes, indemnités, tickets-restaurant...). Il s'agit donc bien de l'organisation d'un dumping social à l'échelle européenne. Loin des fantasmes, la Commission nationale de lutte contre le travail illégal révélera que le nombre de travailleurs détachés a décuplé entre 2005 et 2015, pour atteindre 286 000¹⁶ (dont une majorité de Polonais !).

Mais, sur cette question centrale, celle des effets de la division internationale du travail sur les conditions de vie des classes populaires européennes, pas de débat. Pendant ce temps, à l'intérieur de l'Europe, les écarts de revenus et de salaires s'accroissent : en Pologne, le smic est à 410 euros par mois, en Roumanie à 218 euros par mois. L'« Europe sociale », évoquée sans relâche par la classe politique, est aujourd'hui une réalité. Elle se construit. Par le bas. L'économiste Olivier Berruyer¹⁷ rappelle ainsi que les écarts de salaires ne cessent de s'accroître au fur et à mesure que l'Europe s'élargit. L'harmonisation des salaires par le bas peut donc se poursuivre. La signature d'un traité de libre-échange avec l'Ukraine est ainsi une excellente nouvelle pour le patronat. Le salaire minimum y est d'environ 50 euros par mois. Avec l'entrée de la Turquie (peut-être le Maroc ?), pourquoi ne pas imaginer l'alignement d'un salaire minimal européen sur le salaire minimal chinois, soit 250 euros mensuels ? Bonne nouvelle, il a tendance à augmenter !

Alors que les marges de manœuvre des États se réduisent, les classes populaires ont compris que la solution ne viendrait pas d'une classe politique impuissante. En attendant un renouvellement complet d'une classe politique délégitimée, il faudra se contenter de slogans du type « Mon ennemi, c'est la finance ! »

Le problème est que, pendant ce temps, l'attachement à la démocratie décline dans les milieux populaires et dans la jeunesse. En avril 2016¹⁸, Ipsos confirme une montée de la défiance des catégories populaires et des jeunes à l'égard de la classe politique, mais aussi médiatique et, in fine, « de la démocratie ». Près de 40 % des jeunes,

des ouvriers et des employés considèrent que « d'autres systèmes politiques peuvent être aussi bons que la démocratie ». Près de 80 % des cadres et les plus de 65 ans pensent au contraire que « le régime démocratique est irremplaçable, que c'est le meilleur système possible ».

La société mondialisée et le mythe du progrès qui l'accompagne sont en train de se briser sur une réalité, celle de la « société populaire ». Le projet mondialiste n'a pas débouché sur la naissance d'un « homme nouveau », mais sur la résurgence de l'« homme ordinaire » cher à Orwell. Cet homme ordinaire ne participe plus au barnum politique traditionnel. Aujourd'hui, la résistance ne passe pas par une révolution sous contrôle, mais par le marronnage et une prise en charge de son quotidien. Ce marronnage inquiète la classe dominante. Car, si les classes populaires ne reconnaissent plus les représentants du système, si elles n'adhèrent plus à la mythologie du progrès économique et social, c'est le projet même des élites qui est remis en question, par le bas.

Ne croyant plus ni à la « mondialisation pour tous » ni, encore moins, à « l'ascension sociale pour tous », les classes populaires se recentrent sur l'essentiel, un capital social et culturel protecteur. Cela ne passe pas par la réactivation de modèles idéologiques, mais simplement par des réponses concrètes à un quotidien qu'elles n'ont pas choisi. De la France périphérique aux banlieues, c'est le quotidien des classes populaires qui définit les contours d'une contre-société.

Le souverainisme d'en bas

La société mondialisée et multiculturelle n'a pas débouché sur le « United Colors » de la « World Company », mais sur une société sous tension. Si le niveau des violences racistes (à l'exception des actes antisémites¹⁹) reste relativement bas, surtout si on le compare à la situation qui prévaut en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas, en Allemagne et bien sûr aux États-Unis, les tensions culturelles et la « parano identitaire » qu'elles induisent se sont invitées dans une République qui ne reconnaît pourtant ni communautés ni origine. La classe politique dissimule sa responsabilité derrière une posture morale et/ou républicaine en essentialisant les classes populaires : le « petit Blanc raciste » (et même consanguin²⁰) et le « petit Arabe ou Noir » victimisé et/ou islamisé.

Pendant ce temps, les classes populaires prennent en charge la réalité, celle d'un multiculturalisme à 1 000 euros par mois, celle d'un « quotidien identitaire » qu'elles n'ont pas choisi mais que la société

mondialisée a imposé. Ce quotidien est celui de la complexité, pas celui des idéologies. Il contredit en tout point le discours simpliste de la classe dominante qui croit encore (mais sans le pratiquer) au multiculturalisme apaisé. Ce discours simpliste se résume à deux options : la mixité ou la guerre. Et si la réalité était un peu plus complexe ? Et si on acceptait que les classes populaires soient capables de porter un diagnostic un peu plus subtil sur la question de leur rapport à « l'Autre » ? Un rapport toujours ambivalent, et qui mêle fraternité et distance en fonction des contextes sociaux et démographiques. Ce qui détermine l'intensité de la question identitaire, ce n'est pas l'idéologie, mais le niveau d'insécurité sociale et culturelle.

Le « quotidien identitaire » des classes populaires est le produit du modèle de société que les classes dominantes ont choisi, pas de la violence intrinsèque des plus modestes. Confrontées à un modèle qui les insécurise, leur priorité n'est pas l'« affrontement » mais la préservation d'un capital social et culturel protecteur.

La réaffirmation identitaire, perceptible dans l'ensemble des milieux populaires quelles que soient leurs origines, s'inscrit d'ailleurs dans un processus long. Un constat qui contredit une analyse médiatico-politique qui voudrait voir dans ce retour de la question identitaire la conséquence d'une propagande. Les classes populaires, infantiles et donc manipulables, adhéreraient ainsi naturellement à des idéologies nauséabondes pour satisfaire leurs instincts de violence. Imbibés de « populisme » ou d'« islamisme », les milieux populaires seraient prêts pour la guerre civile. Or, si l'on met de côté la question spécifique de la radicalisation islamiste²¹, les milieux modestes cherchent d'abord et avant tout à protéger leur capital social.

La dynamique identitaire ne repose pas prioritairement sur l'idéologie, mais sur la mondialisation, l'organisation territoriale, l'intensification des flux migratoires et l'absence de représentativité de la classe politique. C'est dans ce contexte que le quotidien des classes populaires, marquées par la précarisation sociale, devient « identitaire ». Il transforme radicalement la société, par le bas, notamment par un séparatisme, actif depuis plusieurs décennies, qui contredit l'analyse obsolète des classes dominantes.

De l'idéologie de la mixité à la réalité du séparatisme

« La solution, ce serait la mixité sociale et d'origines dans tous les quartiers, mais ça fait trente ans que la France essaye et n'y arrive pas²². » L'auteur de cette phrase est le maire socialiste de la commune multiculturelle de Sarcelles, François Pupponi. Ce constat symbolise la distance entre une vision irénique et/ou idéologique de la classe

dominante et une réalité populaire en tout point contradictoire. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'il est impossible de réaliser un diagnostic raisonnable des politiques publiques, et singulièrement de la politique de la ville en banlieue. Si, techniquement, les opérations urbaines sont une réussite, au vu de l'objectif de « mixité sociale » (lire : ethnique), elles ne pouvaient qu'être un échec. L'objectif de « mixité ethnique » est dépassé par la réalité de milieux populaires précarisés et qui cherchent prioritairement à préserver un capital social protecteur.

Ainsi, l'objectif de la politique de la ville qui était de faire revenir les « Blancs » dans les quartiers majoritairement « arabes » ou « noirs » n'a eu aucun effet sur le processus d'ethnisation de ces territoires. Les opérations de rénovation urbaine ne modifient en rien l'équilibre éthno-culturel des quartiers. Ce qui, d'ailleurs, ne veut pas dire que la mixité sociale y est inexistante, au contraire. Ces quartiers produisent en effet de la « classe moyenne²³ » (des jeunes diplômés aux ménages en ascension sociale). Si une partie de cette classe moyenne quitte ces territoires, certains restent, d'autres accèdent parfois à la propriété à proximité de leur quartier ou commune d'origine. Quand des opérations d'accession à la propriété sont lancées dans les quartiers de la politique de la ville, les logements sont le plus souvent achetés par des habitants du quartier qui ont le même profil ethnique et/ou culturel. Ce constat est assez banal. Il confirme qu'en banlieue, comme dans tous les milieux populaires, les gens sont attachés à préserver un réseau de solidarités familiales ou amicales en choisissant de vivre dans un environnement qui favorise le lien social. Spécialiste du logement social et de la rénovation urbaine, Christine Lelévrier²⁴ a montré que, « contrairement à l'image souvent véhiculée, l'ancrage local est une ressource pour ces ménages ». Ces quartiers ne sont pas, ou pas seulement, des lieux de relégation, mais aussi des lieux de promotion et d'opportunités. Car, quels que soient les bénéfices induits (une simple adaptation du logement ou une véritable promotion résidentielle), le quartier dans lequel ils résident a été et reste une ressource en « réseaux sociaux et en avantages résidentiels ». Rappelons du reste que la « mixité sociale » n'a jamais été un objectif des classes populaires. Hier, les quartiers « ouvriers » n'étaient pas « mixtes », cela n'empêchait pas l'intégration économique et l'ascension sociale d'une part minoritaire de ces classes populaires. Ce qui est fondamental, en revanche, c'est de préserver un capital social et culturel qui favorise le lien social et éventuellement l'entraide. Cela implique de vivre avec des populations qui partagent des revenus et un capital social et culturel à peu près équivalents.

Né aux États-Unis dans les années 1970, le concept d'*empowerment* vise à « donner du pouvoir aux habitants ». Ce concept permettrait de

contrebalancer des politiques publiques très « jacobines » et de répondre au scepticisme des habitants peu engagés dans la vie publique. De quoi s'agit-il concrètement ? Essentiellement d'« offrir » la possibilité à des individus ou à des groupes de prendre des initiatives qui touchent à la vie sociale et économique, monter des associations, améliorer le cadre de vie. Tout cela est fort louable, mais s'inscrit comme toujours dans le cadre d'un « pouvoir » sous contrôle des collectivités et des politiques.

Peu réceptives à cette forme de démocratie participative, les classes populaires choisissent aujourd'hui un autre pouvoir, celui que leur confère leur identité. Un « *empowerment* identitaire » qui s'affranchit d'une gestion sociale et politique sous contrôle. En banlieue, cet « *empowerment* identaire » passe par la religion ; dans la France périphérique, il prend la forme d'une réaffirmation culturelle et d'un réinvestissement sur le « village²⁵ ». Un processus commun qui n'interdit pas l'ouverture aux autres, car comme l'affirme le poète portugais Miguel Torga²⁶ : « L'universel, c'est le local moins les murs. » Cet attachement territorial, ce « souverainisme d'en bas » touche l'ensemble des classes populaires, quelles que soient leurs origines.

Un souverainisme protecteur

Si le modèle mondialisé est plébiscité par l'ensemble des catégories supérieures, les milieux populaires restent majoritairement attachés à un souverainisme d'en bas. De la France périphérique aux banlieues, l'attachement à une nation protectrice et à l'État-providence reste la norme. Le vote populiste qui émerge dans l'ensemble des périphéries (en France et dans tous les pays développés) illustre la permanence d'un souverainisme contestataire de l'ordre mondialisé. Si elles n'adhèrent pas à des partis populistes qui contestent la politique migratoire, les classes populaires de banlieue n'en sont pas moins attachées à leur territoire et à un souverainisme protecteur ; un attachement au « village » d'ici ou de là-bas qui s'exprime aussi par l'idéalisation du pays et du drapeau d'origine des parents ou grands-parents. Ainsi, et quelles que soient leurs origines, les classes populaires font perdurer un « souverainisme d'en bas » que la classe dominante a condamné.

Débarrassées des affiliations politiques traditionnelles, les classes populaires réinvestissent leur capital social et culturel. Ce processus n'est pas le signe d'un repli, mais la réponse à un modèle libéral mondialisé qui détruit les solidarités.

La classe politique est consciente de cette évolution, c'est pourquoi elle a intégré depuis longtemps la dimension identitaire dans son

marketing électoral. Il faut dire, comme le note Jérôme Fourquet de l'Ifop, que désormais les ressorts électoraux des électeurs populaires sont essentiellement « ethno-culturels²⁷ ». « La société n'existe pas », disait Margaret Thatcher dans les années 1980. La question sociale et l'identité non plus, ajouterait aujourd'hui la classe dominante.

Dans *Fractures françaises*, j'évoquais la question du séparatisme au sein des classes populaires comme réponse à l'insécurité culturelle²⁸ à laquelle elles sont confrontées. Cette dynamique enclenchée il y a trois décennies redessine aujourd'hui la géographie sociale et culturelle de l'ensemble des territoires.

La réalité du séparatisme d'en bas

La question du séparatisme illustre le gouffre qui sépare l'idéologie d'en haut de la réalité d'en bas. Quel impact peuvent avoir par exemple les politiques de mixité à Sarcelles, une ville où les tensions ethnoculturelles se sont transformées en violences communautaires, notamment en juillet 2014 avec l'attaque de commerces juifs et de la synagogue ? Les mouvements de la population juive illustrent les tensions de toute la société, où le « vivre-ensemble » se vit désormais « séparé ». D'ailleurs, l'historien Georges Bensoussan, qui a dirigé l'ouvrage *Les Territoires perdus de la République*²⁹ consacré spécifiquement à l'antisémitisme en banlieue, reconnaît aujourd'hui que « nombre de professeurs qui avaient participé à la rédaction de cet ouvrage étaient tétanisés à l'idée d'évoquer un racisme anti-Blanc ou anti-Français³⁰ ». La question des Juifs de France est ainsi un révélateur des « fractures françaises » et du développement du séparatisme à une époque où les minorités et les majorités sont relatives.

Le départ des Juifs de Seine-Saint-Denis et des quartiers sensibles où se concentre une forte population issue de l'immigration maghrébine et subsaharienne révèle ainsi la banalité du séparatisme d'en bas. En Europe, comme dans les pays musulmans, l'histoire juive contemporaine est celle d'une communauté structurellement minoritaire, donc dépendante de la bienveillance de la majorité. Ce constat permet d'aborder l'histoire des Juifs non pas comme une « spécificité » mais au contraire par ce qu'elle a d'universel. Pour cela, il convient de s'affranchir du discours généraliste pour s'intéresser au ressenti des milieux populaires juifs. Prendre en compte le discours du plombier juif de Sarcelles plutôt que celui de Bernard-Henri Lévy ou de Jacques Attali. Ce clivage de classes a d'ailleurs été décrit par Georges Bensoussan³¹, qui montre que la perception des rapports entre musulmans et juifs au Maghreb (70 % de la communauté juive française est séfarade) évolue en fonction d'une position de classe et

du vécu. Or, au Maghreb, les classes populaires juives n'ont pas vécu la même histoire que la bourgeoisie juive. Si le rapport à l'Autre, le musulman, était d'abord un rapport de classe pour la bourgeoisie juive, il était beaucoup plus complexe pour les catégories modestes. Le « petit juif » devait ainsi faire face au quotidien à une forme d'« antisémitisme traditionnel³² », un antisémitisme qui n'interdisait d'ailleurs pas la fraternité. Nous sommes ici dans ce rapport banal à l'Autre en milieu populaire, un rapport ambivalent et complexe où le même individu peut être raciste le matin et fraternel l'après-midi. Mais, quand le rejet de la majorité se fait plus intense, la séparation s'impose. En France, la montée des actes antisémites dans les quartiers où s'est concentrée l'immigration en provenance de pays musulmans a banalement entraîné le départ des classes populaires juives qui y vivaient.

Le géographe Sylvain Manternach³³ montre comment certaines banlieues de Seine-Saint-Denis (par exemple Saint-Denis, La Courneuve, Aubervilliers, Stains, Pierrefitte-sur-Seine, Trappes, Aulnay-sous-Bois, Le Blanc-Mesnil) se sont vidées de leurs Juifs ces quinze dernières années. On peut y ajouter que les collèges culturellement mixtes, notamment ceux de l'Est parisien, se sont eux aussi vidés de leurs élèves juifs. On estime que désormais seulement un tiers des jeunes Juifs fréquente des établissements privés juifs. Un second tiers est inscrit dans des établissements publics laïques, généralement dans des zones aisées, le dernier tiers dans des écoles privées catholiques. Pour analyser ce processus, les médias ou la classe politique insistent sur le poids du conflit israélo-palestinien ou l'impact d'événements exceptionnels comme l'affaire Halimi, les attentats de Toulouse ou de l'Hyper Cacher. Ces événements contribuent évidemment à la montée des tensions, mais le « quotidien » (la guerre des yeux, les insultes, parfois les agressions) est beaucoup plus déterminant.

Depuis quinze ans, le départ des Juifs des quartiers multiethniques s'est accéléré vers des communes où la part des immigrés est faible, comme le 17^e arrondissement de Paris ou Saint-Mandé, dans le Val-de-Marne et vers des territoires aisés (le 16^e arrondissement de Paris, Boulogne, Levallois, ou Neuilly-sur-Seine). Ce mouvement se double d'un départ à l'étranger et en Israël de plus en plus important. En 2016, l'Agence juive a estimé à 10 000 le nombre de Juifs susceptibles de réaliser leur alyah. Pour Georges Bensoussan, « c'est en effet le début d'une fin » : 47 000 Juifs ont ainsi quitté la France pour Israël entre 2000 et 2015, soit près de 10 % de la communauté en quinze ans. Un processus qui s'accélère, puisque, dans la dernière période, de 2013 à 2015, on a compté 20 000 départs. En 2014 puis en 2015, la France est devenue le premier pays d'origine de l'alyah. Un

mouvement d'autant plus important qu'il faut y ajouter les départs vers les États-Unis, le Canada, l'Angleterre ou l'Australie. Ces départs concernent des ménages jeunes et actifs, ce qui provoque une accélération du vieillissement de la communauté juive de France. Cette dynamique dessine le portrait démographique à venir d'une communauté qui reposera sur « des parents toujours installés ici et des enfants partis ailleurs ».

Territoires de contacts

Territoires de concentration des flux migratoires, les zones urbaines sensibles³⁴ se caractérisent par leur grande instabilité démographique et de fortes tensions. Dans ces espaces où la mobilité résidentielle est très élevée, les minorités et les majorités sont relatives et l'insécurité culturelle concerne l'ensemble des habitants, quelles que soient leurs origines. Si les classes populaires d'origine française et d'immigration ancienne évitent (ou ont quitté) depuis très longtemps ces territoires, les tensions se multiplient aujourd'hui entre les autochtones (essentiellement des Français issus de l'immigration maghrébine) et les nouveaux arrivants (essentiellement issus de l'immigration africaine et rom). Des tensions qui expliquent les stratégies d'évitement résidentiel (souvent à l'intérieur du parc social) et scolaire de ménages issus d'une immigration maghrébine vieillissante et en phase d'ascension sociale. Aujourd'hui, l'affrontement communautaire à redouter n'est pas prioritairement celui qui opposera les « petits Blancs » aux « musulmans », mais celui des minorités entre elles sur des territoires qu'elles sont contraintes de partager.

Les tensions sont vives aussi sur les territoires où le « desserrement³⁵ », donc la possibilité de partir, n'est pas possible. C'est le cas des îles, par exemple.

La majorité des actes violents anti-Maghrébins se concentrent ainsi dans la région Corse. En décembre 2015, au cri de « On est chez nous » et « *Arabi fora* » (les « Arabes dehors »), des jeunes Corses saccagent une salle de prière et occupent une cité à forte population musulmane en repréailles à l'agression de pompiers par des jeunes de ce quartier. Les agressions racistes sont récurrentes en Corse depuis des années. Elles s'inscrivent dans un contexte local spécifique où la population est viscéralement attachée à son identité et à son capital culturel. Mais aussi dans un contexte démographique spécifique marqué par un effondrement du taux de natalité locale³⁶ et une forte immigration, notamment marocaine.

Dans un contexte économique et social radicalement différent, la question de l'immigration est elle aussi au cœur des violences à

Mayotte. La population est passée de 212 000 habitants à 226 000 en 2015 et la densité de population est de 603 habitants/km². Près des trois quarts des naissances enregistrées dans les maternités de l'île étaient étrangères et clandestines et la population mahoraise est devenue minoritaire. Les actes xénophobes se multiplient et la « chasse aux Comoriens bat son plein³⁷ ». La forte pression démographique, l'insécurité culturelle qu'elle génère dans un contexte insulaire où le séparatisme n'est pas possible créent à Mayotte les conditions d'une « guerre civile³⁸ ». Moins exacerbées, les tensions à l'égard de l'immigration haïtienne sont vives aussi en Guadeloupe. L'immigration de « métros » en Martinique crée également des tensions identitaires, leur niveau de vie (plus élevé) renforçant des inégalités sociales et culturelles déjà vives. On le voit, c'est le contexte géographique, social et culturel qui crée ou non les conditions de la tension.

C'est précisément pour éviter ces tensions que les catégories modestes ont opéré, quand elles le pouvaient, des choix résidentiels qui dessinent aujourd'hui les contours d'une carte d'une France séparée. Ainsi, la carte de la répartition des jeunes Français d'origine française et immigrée montre que la séparation n'est plus une hypothèse, mais une réalité. Les choix économiques et sociétaux de la France d'en haut auront donc provoqué en quelques décennies un séparatisme d'en bas.

La répartition des classes populaires sur le territoire rend désormais illusoires tout autant les objectifs de « mixité » que le retour à un modèle assimilationniste.

Dans cette société multiculturelle où l'Autre ne devient pas soi, l'instabilité démographique est en effet la principale cause du séparatisme d'en bas. Contrairement à ce que laisse entendre la classe médiatico-politique, on sait depuis des décennies que l'importance des flux migratoires (200 000 entrées par an, selon le ministère de l'Intérieur) est au cœur des préoccupations des Français³⁹. Les enquêtes de l'institut Ipsos consacrées aux fractures françaises montrent qu'en moyenne 70 % des Français considèrent qu'« il y a trop d'étrangers » en France, 60 % estimant qu'« on ne se sent plus chez nous⁴⁰ ». « 70 % », un chiffre considérable, bien supérieur aux meilleurs résultats du FN, une opinion majoritaire depuis bien longtemps et que la classe dominante a cru pouvoir mettre sous le tapis en la réduisant au clivage « racistes/antiracistes, fascistes/antifascistes ». Elle oubliait deux choses : la première est que cette question concerne toutes les catégories populaires, quelles que soient leurs origines, et la deuxième (liée à la première) est qu'elle ne se réduit pas à la question du niveau du vote FN. Qu'imaginaient-ils ? Que cette opinion très majoritaire n'aurait aucune incidence sur le

« quotidien » ? Qu'il suffirait de dire aux gens « C'est mal » pour figer la situation ? La classe dominante, celle qui n'a jamais cessé d'ériger des frontières invisibles à coups d'évitement résidentiel et/ou scolaire, aurait pu prévoir que cette perception négative de l'immigration aurait une influence sur la recomposition socio-démographique des territoires, et, in fine, de la société tout entière. Nous y sommes. Le séparatisme social et culturel s'est généralisé ; un constat qui rend dérisoire la question du score du vote FN.

Cette demande de régulation des flux migratoires n'est pas spécifique à la France, mais concerne l'ensemble des pays dans le monde (y compris les États-Unis⁴¹). Dans les milieux populaires, personne ne souhaite devenir minoritaire dans son « village », ni en France, ni au Maroc, ni en Algérie, ni en Chine, ni au Sénégal. Ce constat ne concerne donc pas un groupe ethnique, culturel ou religieux spécifique, mais les catégories modestes attachées à un capital social et culturel protecteur. Cette question des flux migratoires et de l'instabilité démographique se double en effet de nouvelles tensions, moins liées à des revendications communautaires qu'à la question de l'« assignation identitaire », une identité que l'on porte prioritairement dans le regard de l'Autre. Car, qu'on le veuille ou non, au temps des minorités et des majorités relatives, le rapport à l'autre est exacerbé. En milieu populaire, la question de l'assignation identitaire n'est plus seulement posée pour les « minorités visibles », mais pour tous les individus. En 2016⁴², 61 % des ouvriers, 56 % des employés et 58 % des professions intermédiaires considéraient que « le racisme anti-Blanc est désormais un phénomène assez répandu en France ». Une fracture socio-identitaire qui influencera durablement la recomposition démographique des territoires et le paysage politique. Une enquête du Cevipof⁴³ sur les primo-votants (définis comme les jeunes inscrits sur les listes électorales qui pourront voter pour la première fois à une élection présidentielle en 2017) révèle ainsi que 37 % des jeunes issus du milieu ouvrier et 60 % des primo-votants chômeurs accorderaient leurs suffrages à Marine Le Pen, contre 17 % des jeunes issus des catégories cadres et professions intellectuelles supérieures. L'étude souligne que « Marine Le Pen est particulièrement visible au sein des primo-votants issus de l'immigration européenne (Espagne, Italie et Portugal) et crée en cela une fracture politique et électorale au sein même de la population issue de l'immigration. » En effet, les jeunes Français issus de l'immigration de l'Europe du Sud semblent accorder massivement leurs suffrages à la présidente du Front national alors que celle-ci ne rencontre qu'un très faible écho au sein de la jeunesse issue de l'immigration maghrébine : 41 % de ceux qui ont une ascendance espagnole, 45 % une ascendance italienne, et 50 % une ascendance portugaise, contre 9 % de ceux qui ont une

ascendance maghrébine. Une photographie de la jeunesse populaire qui annonce l'accentuation des tensions identitaires dans une France de plus en plus travaillée par le séparatisme.

L'impact du séparatisme d'en bas sur la société et la cohésion nationale est considérable. Il contribue à renforcer une endogamie sociale (toujours forte) par une endogamie culturelle. Si l'entre-soi des classes supérieures et le modèle métropolitain freinent la mobilité sociale, ils cristallisent aussi l'homogamie sociale. Le sociologue Milan Bouchet Valat⁴⁴ démontre ainsi qu'elle reste la norme (en 2011, 83,4 % des ouvriers vivaient encore avec une ouvrière ou une employée, alors que ce n'est le cas que d'un tiers des cadres. Seuls 2,2 % des ouvriers vivent avec une femme cadre supérieure). Pierre Courtioux et Vincent Lignon⁴⁵ complètent l'analyse en s'intéressant aux niveaux de diplômes. Le résultat est sans appel : les deux tiers des hommes sans diplôme nés en 1970 vivent en couple avec une femme ayant au mieux le BEP. 82 % des bac + 5 sont homogames avec une femme disposant au moins d'un bac + 2. Seuls 4 % des bac + 5 cohabitent avec une femme sans diplôme. Un déterminisme social qui repose aussi sur le fait qu'on préfère vivre avec une personne qui partage un mode de vie similaire, des habitudes de loisirs, des centres d'intérêt communs, une même façon de parler, mais aussi une façon de se faire respecter.

De son côté, la démographe Michèle Tribalat⁴⁶ observe un renforcement de l'endogamie religieuse pour les jeunes générations. C'est la règle pour les jeunes musulmans et la tendance se renforce pour les catholiques et les juifs. La mise en avant d'un taux de « mariages mixtes » exceptionnellement élevé a été relativisée par la démographe, qui a montré que ces mariages entre Français et étrangers étaient souvent des mariages entre individus de même origine. La multiplication des revendications identitaires, et surtout la localisation de l'immigration récente dans les quartiers de logements sociaux des métropoles, rendent peu envisageable un retour en arrière. Un processus qui fragilise la cohésion nationale et, in fine, l'État-providence, ce qui est caractéristique du modèle mondialisé. Le sociologue et politologue américain Robert Putnam⁴⁷, un chercheur proche de la gauche américaine, a ainsi montré le net dépérissement de la « vie collective » dans les villes multiculturelles. Une baisse de la cohésion nationale qui incitera encore plus des classes populaires fragilisées à préserver leur capital social et culturel, en banlieue mais aussi dans la France périphérique. Une tendance qui se renforcera dans les années à venir avec la généralisation d'une sédentarisation contrainte (sociale et résidentielle) des milieux populaires et la raréfaction de l'argent public. La question est particulièrement sensible sur les territoires de la France périphérique qui subissent

aujourd'hui la fermeture de nombreux services et sont, dans le même temps, dépendants de l'emploi public. On sait que les politiques publiques ont permis d'atténuer les inégalités de revenus et entre territoires. Grâce à la redistribution, l'inégalité de revenu disponible est d'ailleurs moins marquée que l'inégalité de PIB par habitant. L'emploi public a longtemps constitué un levier essentiel de redistribution des ressources. Dans de nombreux territoires de la France périphérique, le poids relatif de ces emplois est ainsi plus important. Cela est dû à un moindre niveau d'emplois dans le privé et à une volonté de maintien des services publics. L'endettement et la raréfaction de l'argent public risquent de fragiliser ces territoires. Dans de nombreuses petites villes, l'emploi public est en effet souvent le seul débouché pour la population active.

Une société populaire sédentaire

Dans *Malaise dans la démocratie*⁴⁸, Jean-Pierre Le Goff montre comment les logiques de marché ont influencé l'ensemble des activités sociales et comment la société de consommation et des loisirs a valorisé la sphère privée au détriment des cultures et des sociabilités traditionnelles (paysannes, ouvrières, nationales). Un constat qui rejoint l'analyse de Christopher Lasch⁴⁹, pour qui l'avènement de l'individualisme a scié les racines de la culture populaire et ses ramifications sociales et sociologiques (il cite par exemple l'entraide mutuelle). La justesse de ces analyses n'est pas contradictoire avec une réalité contemporaine qui rend nécessaire la préservation du capital social et culturel.

Fragilisées par un modèle mondialisé où elles n'ont pas leur place, exclues du modèle de la métropolisation, les classes populaires sont aujourd'hui confrontées à une sédentarisation contrainte sur les territoires qui créent le moins d'emplois. Cette sédentarisation qui renforce de fait la précarisation en contraignant la mobilité (résidentielle et sociale) participe aussi d'un processus de remobilisation des ressources humaines et territoriales des plus modestes.

La sédentarisation des classes populaires : une norme mondiale

À en croire la sphère politique et médiatique, le nomadisme est devenu une norme. Cette représentation d'un monde mobile a longtemps permis de rendre cohérents les choix économiques et

sociétaux des classes dirigeantes, puisqu'elle véhicule l'idée d'une « mobilité pour tous », et donc d'un modèle économique ouvert, y compris aux plus modestes.

Combien de fois a-t-on entendu des politiques ou économistes expliquer que la mobilité est la solution au chômage ? Chaque fermeture d'usine donne lieu à un discours culpabilisateur qui vise à expliquer aux victimes d'un plan social que, pour retrouver un emploi, il faut être mobile, se diriger vers les zones dynamiques. À aucun moment n'est évoqué le fait que les zones d'emploi les plus actives (notamment les métropoles) sont aussi celles qui sont devenues inaccessibles puisque le coût du logement y est prohibitif pour les catégories modestes.

Cet argumentaire vise à faire passer l'idée que c'est par leur refus d'être mobile que les gens s'enfoncent dans la précarité. Cette idéologie « bougiste⁵⁰ » permet aussi opportunément de minimiser l'accroissement des inégalités territoriales et sociales inhérentes au modèle économique mondialisé. En effet, si la classe dominante ne nie pas cette accentuation des fractures sociales et territoriales, elle en minimise les effets en mettant en avant l'importance de la mobilité, des échanges qui, in fine, permettraient aux individus de s'extraire non seulement des territoires où l'emploi se désertifie, mais aussi de leur milieu social.

Le mythe de la mobilité pour tous et sans limite fait partie des représentations officielles. Sur un ton officiellement « neutre et objectif », la théorie d'un monde nomade s'est tranquillement imposée dans les médias. Cette représentation permet d'imposer efficacement l'idée d'une société hors sol, d'individus libérés de toutes attaches, circulant comme les marchandises au gré de l'offre et de la demande, contrairement aux classes populaires réticentes au changement et tentées par le « repli ».

En fait, le mythe d'un monde nomade est en contradiction avec la réalité des classes populaires, en France et dans le monde. Contrairement à ce que laisse entendre le discours dominant, la majorité des gens sont « sédentaires » : ils vivent dans les pays, régions ou départements où ils sont nés (voir [ici](#)). En 2013, le monde ne comptait que 232 millions d'immigrants internationaux (personnes installées dans un pays différent de celui où elles sont nées pour une durée d'au moins un an), soit seulement 3 % de la population mondiale ! En France comme dans le monde, les classes populaires vivent, et préfèrent vivre, là où elles sont nées. Si les gens apprécient le « voyage », le tourisme, ils ne choisissent pas le déracinement. Pour les milieux modestes, l'immigration est toujours un arrachement, rarement un choix.

À l'opposé des idées reçues, nous assistons à la « mondialisation de

la sédentarisation ». D'ailleurs, on notera symboliquement que les peuples nomades, y compris en Afrique, disparaissent. Le retour des sédentaires est un fait anthropologique majeur et durable du ^{xxi}^e siècle : l'accroissement démographique mondial combiné aux contraintes territoriales rendra à l'avenir de plus en plus difficile et conflictuel tout mouvement de population. L'historien Fernand Braudel⁵¹ remarquait déjà que, « sur les aérodrômes de Rio de Janeiro, un avion décolle ou atterrit chaque minute. Mais les voyageurs transportés ne représentent qu'une infime partie de la population, uniquement sa bourgeoisie ». La mobilité pour tous est un mythe. Comme nous l'avons déjà évoqué⁵², la « mobilité choisie » reste le privilège des classes supérieures, de l'avion au TGV en passant par la fréquentation des autoroutes. La mobilité, le monde nomade, c'est d'abord celui des gagnants de la mondialisation.

Aujourd'hui, le modèle de l'hypermobilité est dépassé. Polluant, cher et chronophage, ce n'est plus un modèle durable. En France, entre carburant gaspillé, temps perdu et coûts indirects, les bouchons dans les grandes villes ont par exemple coûté 5,9 milliards en 2013⁵³ et, dans la région Île-de-France, la durée moyenne des déplacements domicile-travail n'a cessé de s'allonger, pour atteindre 41 minutes par jour.

La sédentarisation des classes populaires apparaît comme un contre-modèle à celui des élites, un modèle où les contraintes économiques sont fortes, mais qui, lui, est socialement et écologiquement « durable ». Il révèle aussi, dans la France périphérique comme en banlieue, une société populaire attachée à son territoire. À ce titre, il est amusant d'observer l'étonnement des journalistes et chercheurs face à la sédentarisation des « jeunes de banlieue » dans leur quartier ou commune. Elle est simplement le fruit de contraintes, et également d'un enracinement aussi banal pour les milieux populaires qu'il est insolite pour les classes supérieures.

La carte de la sédentarisation en France

La carte de la sédentarisation en France (voir [ici](#)) nous révèle que la société reste majoritairement sédentaire. Elle infirme le mythe d'une société hypermobile d'individus déterritorialisés. Pour les catégories modestes, donc la majorité de la population, la mobilité se résume à des déplacements quotidiens contraints, souvent en voiture, et se confond beaucoup plus rarement avec une mobilité résidentielle en dehors des limites de son département de naissance.

À l'exception des métropoles où la mobilité résidentielle est portée par les couches supérieures et les immigrés, la majorité de la population vit dans le département où elle est née. En 2012, près de

53 % des Français vivent dans le département où ils sont nés. Un pourcentage qui atteint près de 60 % dans l'ensemble de la France périphérique, et qui est en général inférieur à 40 % dans la France métropolitaine. L'augmentation du nombre de propriétaires, mais aussi et surtout les logiques économiques et foncières, favorisent le phénomène.

Contrairement à ce qu'on pouvait attendre, cette sédentarisation ne concerne pas seulement les personnes âgées mais toutes les tranches d'âge. Les retraités (qui reviennent souvent dans leur département de naissance), les actifs (souvent de milieux populaires), mais aussi les jeunes vivent également dans le département où ils sont nés. Ce constat est particulièrement marqué dans les territoires populaires de la France périphérique et contredit l'idée d'une hypermobilité de « la jeunesse » : ce sont d'abord les jeunes diplômés et/ou issus de catégories supérieures qui quittent la France pour l'étranger, mais aussi les territoires de la France périphérique pour les grandes villes. En banlieue comme dans la France périphérique, la représentation du jeune mobile colle mal avec la réalité.

En 2001, le film *Tanguy*, d'Étienne Chatiliez, mettait en scène un jeune trentenaire qui refusait de quitter le cocon familial. Comme il est de coutume dans le cinéma français, l'action se passe dans un milieu bourgeois parisien, et présente le phénomène « Tanguy » comme un choix individuel. La réalité est exactement inverse. La mobilité des jeunes (à l'étranger ou en France) est surtout celle des jeunes issus des couches supérieures⁵⁴. La part des jeunes ne vivant plus chez leurs parents est ainsi très élevée pour les enfants de cadres supérieurs et moindre pour les enfants issus de milieux populaires. Le taux atteint 71 % chez les enfants de cadres et de professions intellectuelles et chute pour les enfants d'employés (47 %) et d'ouvriers (45 %)⁵⁵. L'accès difficile à l'autonomie des jeunes issus de milieux populaires relève de plusieurs causes. La première tient évidemment à l'aide des parents (financière et de réseau) en milieu favorisé et à l'emploi qui permet l'accès au logement. Or, l'accès à l'emploi est par définition plus difficile pour des jeunes qui vivent dans des territoires économiquement fragiles. Le niveau de diplômes est aussi déterminant, puisque 40 % des jeunes non diplômés étaient au chômage en 2010 (contre 9 % des bac + 5). Au total, seul un quart des jeunes non diplômés ne vivaient plus chez leurs parents trois ans après la fin de leurs études alors que 77 % des diplômés du supérieur avaient quitté le domicile parental en 2010⁵⁶. Ces inégalités qui se cristallisent au rythme de la sédentarisation des classes populaires freinent l'accès aux zones d'emploi les plus actives en renforçant l'entre-soi intergénérationnel dans les classes supérieures.

De l'« effet-quartier » à l'« effet-territoire »

En novembre 2015, une note gouvernementale⁵⁷ confirmait que « les chances d'ascension sociale des individus d'origine populaire (soit les enfants d'ouvriers et d'employés) variaient du simple au double selon leur département de naissance ». En effet, l'ascenseur social fonctionne mieux en Ile-de-France qu'en Picardie ou dans le Nord-Pas-de-Calais.

L'Île-de-France apparaît ainsi comme la région « championne de l'ascension sociale des classes populaires » : plus de quatre enfants d'employés ou d'ouvriers sur dix y occupent une position de cadre ou de profession intermédiaire. C'est aussi de loin la région qui contribue le plus à la mobilité sociale ascendante en France : près de 20 % de l'ensemble des « promus » y sont nés. Le rapport précise que les natifs d'Île-de-France qui résident dans une autre région ont des taux de mobilité ascendante inférieurs à ceux qui y habitent toujours. C'est un cas unique : partout ailleurs, les individus ayant changé de région depuis leur naissance ont un taux de mobilité ascendante de 10 points supérieur aux autres en moyenne.

À l'échelle des départements, les chances d'ascension sociale sont aussi très variables : la part des enfants d'ouvriers et d'employés devenus cadres ou ayant une profession intermédiaire varie presque du simple au double selon le département de naissance : elle s'élève à seulement 24,7 % dans l'Indre et la Creuse, contre 47 % à Paris, par exemple.

Sans surprise, il apparaît que c'est l'accès à l'enseignement supérieur qui contribue fortement à ces distorsions. La concentration des pôles d'enseignement supérieur dans les grandes métropoles, c'est-à-dire dans les territoires où l'offre de logements abordables n'a cessé de se réduire, rend de plus en plus difficile l'accès des jeunes de la France périphérique. Aujourd'hui, la France des métropoles concentre les activités d'enseignement supérieur et de recherche : deux tiers des étudiants y vivent. Parmi eux, évidemment, des étudiants originaires de la France périphérique, mais le contexte territorial rendra à l'avenir de plus en plus difficile l'accès à l'enseignement supérieur des jeunes issus de milieux modestes qui ne vivent pas dans les grandes villes.

On a longtemps parlé d'un « effet quartier » en banlieue pour expliquer l'incrustation de la précarité et du chômage. On évoque peu un « effet-territoire » qui semble pourtant déterminant aujourd'hui pour les classes populaires. Compte tenu du dynamisme du marché de l'emploi et de l'offre de l'enseignement supérieur, pour un jeune issu d'un milieu populaire, il vaut mieux vivre à La Courneuve, en région parisienne, que dans une zone d'emploi ruralo-industrielle de Picardie ou de Champagne-Ardenne.

Dans ce contexte, la localisation d'une majorité des ZUS au cœur des métropoles les plus riches et créatrices d'emplois représente une opportunité pour les jeunes des milieux populaires. Si vivre dans un quartier sensible n'est pas un avantage et ne garantit évidemment pas la réussite des individus, en revanche la localisation dans un espace métropolitain économiquement dynamique et pourvu d'une importante offre éducative supérieure représente un contexte favorable à la mobilité sociale. L'émergence (dans un contexte social très dégradé pour les classes populaires) d'une petite bourgeoisie issue de l'immigration dans l'ensemble des grandes métropoles illustre cet « effet-territoire ». En effet, l'accroissement du nombre de ménages en phase d'ascension sociale et de jeunes diplômés issus des « quartiers » n'est pas la résultante d'une « discrimination positive », mais d'un effet métropolitain.

Inversement, il existe aussi un « effet-territoire » pour les classes populaires d'une France périphérique frappée par la désertification de l'emploi. La sédentarisation observée dans ces territoires ruraux, de petites villes ou de villes moyennes, débouche souvent sur une panne de la mobilité sociale. Une tendance qui risque de se renforcer dans les années à venir avec la consolidation de « métropoles-citadelles » inaccessibles pour les jeunes des milieux populaires de la France périphérique.

En fait, dans un contexte où les dépenses en éducation et en formation ne réduisent pas les inégalités, « les écarts d'opportunités individuelles entre territoires risquent de s'accroître⁵⁸ ».

Conscient des effets de la sédentarisation des classes populaires de la France périphérique, le rapport gouvernemental conclut par la nécessité d'« examiner les moyens d'améliorer les taux d'accès au supérieur par une politique d'offre ciblée, une aide à la mobilité géographique et au décloisonnement des académies ». On ne saurait être plus prudent ! La restriction de l'accès à l'université (comme l'accès aux soins) constitue pourtant une menace sur un acquis social essentiel.

Ne pourrait-on pas s'inspirer d'exemples étrangers (notamment américain) où nombre d'universités sont situées en dehors des grandes métropoles ? Plutôt que de délocaliser l'ENA de Paris à Strasbourg, d'une métropole à une autre, n'aurait-il pas été plus judicieux d'en faire bénéficier des villes moyennes comme Troyes ou Châteauroux ? Cette politique volontariste pourrait d'ailleurs être accompagnée par une délocalisation de certaines administrations publiques des métropoles vers des villes petites ou moyennes de la France périphérique. Ces délocalisations créeraient par ailleurs un contexte favorable au développement économique. Mais qui est véritablement prêt à impulser ce changement ?

Si certaines mesures sont évoquées, comme « soutenir l'innovation, dynamiser la R & D et accroître la productivité dans les services⁵⁹ », elles restent homéopathiques, et surtout n'abordent pas les problèmes de fond (l'emploi, la formation, l'insertion des jeunes, le maintien ou le retour à l'emploi des seniors, le développement des circuits courts), ni la question de l'accroissement des inégalités. On semble d'ailleurs s'orienter vers un bricolage social à base de péréquation et de redistribution minimale, en attendant le revenu universel.

Une sédentarisation qui renforce la « société populaire »

Si la sédentarisation participe à la fragilisation sociale des classes populaires et à leur reproduction, elle contribue aussi à l'émergence d'une contre-société spontanément tournée vers un développement local.

L'augmentation de la population et la sédentarisation des actifs et des jeunes imposent de fait une réflexion sur le développement d'une économie locale et des circuits courts. Ce modèle ne vient pas remplacer le modèle mondialisé, mais le compléter. Là encore, il ne s'agit pas d'appliquer des idéologies, ni de « changer la vie » par le haut. C'est le quotidien, celui d'une sédentarisation contrainte, d'une précarité qui s'incruste dans le contexte d'une profonde rupture culturelle avec la classe dominante, qui impose un modèle socialement et écologiquement durable. D'ailleurs, partout en France, les conseils départementaux réfléchissent et cherchent à développer l'économie locale, les circuits courts. Les territoires, en fonction de leur spécificité, produisent déjà des projets. Citons l'exemple des « nouvelles ruralités⁶⁰ », qui visent à mettre en avant les atouts (cadre de vie, sociabilité) et le potentiel de développement des départements ruraux. La question de l'accès à l'enseignement supérieur est aujourd'hui incontournable sur ces territoires, elle n'a pas été imposée par le haut, mais par une réalité, celle de la sédentarisation.

Les contraintes sociales et économiques contribuent à renforcer la « société populaire ». George Orwell et aujourd'hui Jean-Claude Michéa ont été critiqués pour avoir mis en avant le concept de « *common decency*⁶¹ ». On leur reproche d'idéaliser les catégories populaires. Les contempteurs du concept ne voient pas que c'est d'abord la réalité sociale des plus modestes qui permet aux valeurs traditionnelles d'entraide et de solidarité de perdurer en milieu populaire. C'est vrai en banlieue, mais aussi sur les territoires populaires de la France périphérique. Il ne s'agit pas d'un choix idéologique. D'ailleurs, « par quel miracle, en effet, les gens ordinaires – dont l'immense majorité doit aujourd'hui vivre avec moins de 2 000 euros par mois – pourraient-ils faire face aux inévitables aléas

de l'existence quotidienne (perte d'emploi ou chute dans la précarité, accident de santé, déménagement imposé par les politiques libérales de "flexibilité", dégât des eaux ou cambriolage, réparation de la vieille voiture indispensable pour faire ses courses ou se rendre au travail, etc.) si ne subsistait pas, dans des proportions encore considérables, cette pratique traditionnelle de l'entraide et du "coup de main" – entre parents, amis, voisins ou collègues – qui constitue l'essence même de ce que Marcel Mauss appelait l'"esprit du don" ? De toute évidence, l'idée selon laquelle "le peuple n'existe plus" relève beaucoup plus de la pensée magique de ceux qui ont personnellement tout à craindre de son réveil politique que de l'analyse objective du monde réel⁶² ».

Le sociologue Serge Guérin, spécialiste du vieillissement, ne dit pas autre chose quand il souligne que, « dans un silence fracassant, des millions de femmes et d'hommes sont engagés dans l'accompagnement d'un enfant gravement malade ou grandement handicapé, d'un compagnon ou d'une compagne faisant face à une lourde maladie chronique, d'un parent âgé. Au total ce sont 8,5 millions d'aidants qui finalement n'attendent pas l'État pour faire le job, inventent des solidarités de proximité, jouent la République des pairs, au sens où ils s'informent et s'entraident du fait de partager les mêmes problèmes. Ils font ainsi "économiser" à l'État, donc à l'ensemble de la population, 164 milliards d'euros par an (c'est autant que l'ensemble des salaires versés chaque année à tous les fonctionnaires !)⁶³ ». Premières concernées, les catégories modestes, celles qui n'ont pas les moyens de la prise en charge des plus vieux ou des plus dépendants. Dans une période de raréfaction de l'argent public et d'affaiblissement de l'État-providence, loin des idéologies, la « solidarité concrète » a de beaux jours devant elle.

Le processus de sédentarisation favorise de fait une « révolution de la proximité⁶⁴ ». Si ce modèle est une réponse à la nécessité pour les classes populaires de préserver un capital social et culturel, il n'annonce pas pour autant l'avènement d'une société apaisée. L'opposition entre le modèle mondialisé des classes dominantes et le modèle territorialisé des classes populaires confirme au contraire la persistance d'une société durablement antagoniste.

Conclusion

Le quotidien des classes populaires est contraint et réactif. Un quotidien invisible, une histoire qui ne rentre pas dans la grille de pensée des classes dominantes et qui ne figurera probablement jamais dans les manuels scolaires ou universitaires. Mais si les classes populaires n'ont jamais fait partie de l'histoire officielle, elles n'en transforment pas moins la société. Comme le paysan Jean-Marie Déguignet¹ hier, les classes populaires n'ont pas d'autre choix que celui de résister à l'ordre dominant en prenant en charge le réel. La société populaire se transforme en réagissant aux nouvelles contraintes économiques, sociales et culturelles. Loin des modèles idéologiques, c'est cette adaptation forcée à la mondialisation qui prépare, plus que les représentations de la France d'en haut, le monde qui vient. La précarité sociale, la sédentarisation ou le séparatisme du quotidien façonnent la réalité plus que les discours politiques.

Prisonnière d'une idéologie, protégée par ses citadelles, la classe dominante commence à prendre conscience qu'elle a perdu le contrôle sur les catégories modestes. La panique est perceptible et, dans les métropoles, les maires de Paris et de Londres n'hésitent plus désormais à proposer de s'émanciper du cadre national². Dans une tribune commune, Anne Hidalgo et Sadiq Khan font ainsi l'apologie du dynamisme des villes globales et ouvertes qu'ils opposent à la léthargie des États-nations, considérés comme le cadre du repli sur soi. Structurellement minoritaires, les partisans de l'ordre mondialisé prônent donc maintenant l'indépendance de leurs citadelles et l'abandon des périphéries populaires ! Les grands contempteurs de la France ou de l'Angleterre du repli préconisent ainsi le repli territorial de la bourgeoisie. Cependant, en attendant la création de ces cités-États³, les classes dominantes et supérieures devront se confronter à un problème existentiel : comment assurer l'avenir d'un modèle mondialisé rejeté par une majorité de l'opinion ?

Le marronnage des classes populaires étant désormais acquis, l'avenir dépendra de la capacité de la classe politique à s'approcher, à épouser les demandes et aspirations de ces catégories, pas à leur

hypothétique adhésion à un projet idéologique. Cela suppose de sortir du déni de la réalité, de cesser de criminaliser toute opinion critique du modèle dominant, mais aussi d'accepter enfin une représentation de cette France populaire et périphérique.

La France d'en haut n'a qu'une alternative. Soit elle opère un aggiornamento sur un modèle qui ne fait pas société (et qui reste sous la menace d'un effondrement d'un système qui repose sur une dette impossible à rembourser), soit elle choisit la fuite en avant. Il est à craindre qu'elle ne privilégie le court terme en cherchant à maintenir une position de classe malgré le chaos social et culturel qu'elle génère – ou grâce à lui. Si la France d'en haut choisit cette option, elle le fera au nom du bien, de la société ouverte, de l'égalité et de la République. Les classes dominantes et supérieures semblent de plus en plus tentées par l'option d'un totalitarisme soft, comme l'ont révélé les réactions au Brexit.

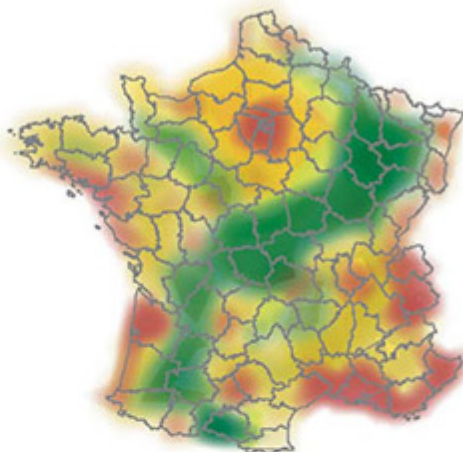
Le vote souverainiste des Britanniques a permis de constater que les classes dominantes et supérieures ne reconnaissent désormais les résultats électoraux que lorsqu'ils valident leur modèle. Comme lors du référendum de 2005, ces démocrates à géométrie variable sont prêts à restreindre le champ démocratique sous prétexte que les classes populaires, mal éduquées, ne comprennent pas les véritables enjeux et qu'elles sont naturellement portées par des instincts primaires. On rappellera utilement aux démocrates de papier que, justement, la démocratie repose sur le principe qu'un « ouvrier abruti » comme un « intellectuel éclairé » sont également capables de décider du destin de leur pays.

Mais il semble qu'aujourd'hui ce principe soit remis en question non seulement par les élites, mais aussi, plus largement, par les catégories supérieures : au lendemain du référendum britannique, une pétition réunissant des millions de signataires demandait de rejouer la partie sous prétexte que ceux qui avaient voté « ne savaient pas vraiment ce qu'ils faisaient ». En France, certains proposaient même une démocratie à points. François Fillon déclarait ainsi que les jeunes devraient disposer de deux voix⁴. En Suisse, c'est la socialiste Jacqueline Fehr qui propose d'élargir le principe aux 18-40 ans. Cet intérêt soudain pour le vote des jeunes faisait écho à un sondage qui indiquait qu'une majorité des jeunes avaient bien voté, c'est-à-dire pour le maintien de la Grande-Bretagne dans l'Union, tandis que les vieux avaient massivement voté pour le Brexit. Outre le fait que les jeunes ont au contraire montré leur désintérêt pour l'Europe (ils se sont majoritairement abstenus), ces postures jeunistes et anti-vieux masquent la volonté de mettre en place une démocratie restreinte dont seraient exclues les catégories les plus modestes. En observant la géographie du vote, il apparaît en effet que les vieux qui ont voté pour

le Brexit sont majoritairement issus de milieux populaires, tandis que les jeunes qui ont voté pour le maintien sont majoritairement issus de la nouvelle bourgeoisie des grandes métropoles et, singulièrement, de Londres. Dans cette démocratie restreinte, on peut facilement imaginer la publication prochaine au *Journal officiel* des nouvelles conditions pratiques de ce vote à points : le jeune bourgeois des métropoles bénéficiera d'un coefficient 3, le cadre d'un coefficient 2, l'ouvrier d'un coefficient 1, le chômeur d'une petite ville d'un coefficient 0,5. Quant au retraité pauvre vivant en zone rurale, désolé, sa participation ne sera plus requise. Mais ce pari totalitaire est risqué, tant il apparaît que le modèle mondialisé ne sera jamais un modèle socialement durable.

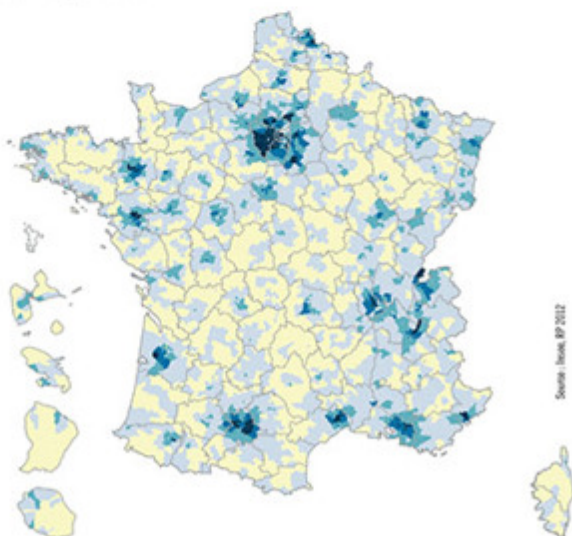
La carte des prix de l'immobilier et la concentration des cadres supérieurs

Ces deux cartes dessinent les contours des nouvelles citadelles.



Source : april.makarsaparis.com

Part de cadres / PR des ménages - 2012
(moyenne = 11,44 %)

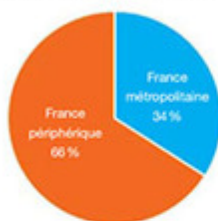


Source : Insee, RP 2012

Où vivent les classes populaires, les chômeurs, les pauvres, les immigrés et les classes supérieures?

Répartition France métropolitaine / France Périphérique

Classes populaires (ménages)



Ménages pauvres

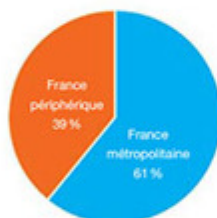


Chômeurs

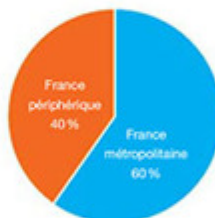


Source : Insee, IF 2012

Cadres supérieurs (actifs)

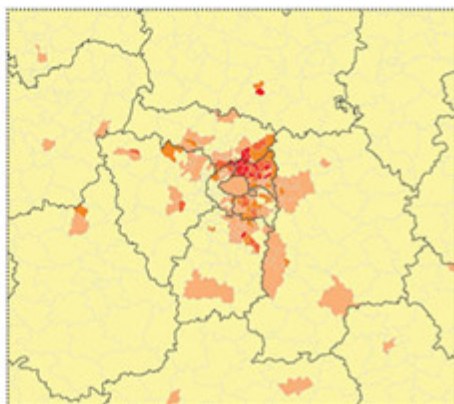


Population immigrée



en % de l'ens. des moins de 18 ans
(moyenne = 19,70 %)

- 65 % et plus
- 55 à 65 %
- 45 à 55 %
- 30 à 45 %
- moins de 30 %



Une séparation de fait

Cartes réalisées à l'échelle du canton à partir des données du recensement INSEE-SAPHIR (Système d'Analyse de la Population par l'Histoire des Recensements).
Source : recensements EARS - fichiers Bernard Aubry, Insee RP 2011.

Part des enfants de parents nés en France

en % de l'ens. des moins de 18 ans

- 95 % et plus
- 85 à 95 %
- 75 à 85 %
- 50 à 75 %
- moins de 50 %

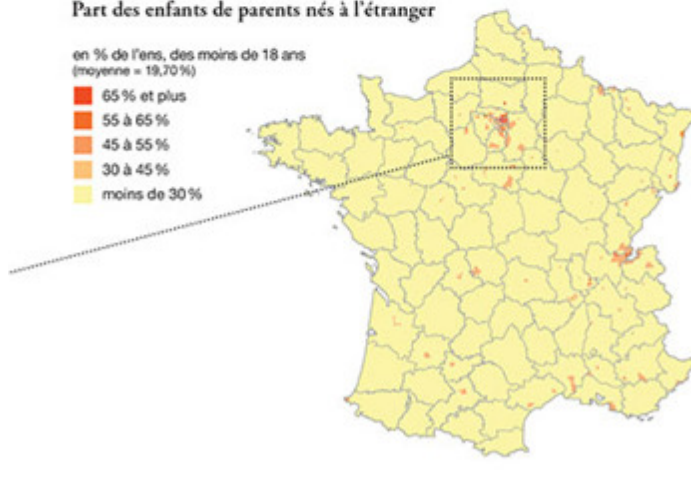


Source : recensements EARS - fichiers Bernard Aubry Insee RP 2011.

Part des enfants de parents nés à l'étranger

en % de l'ens. des moins de 18 ans
(moyenne = 19,70 %)

- 65 % et plus
- 55 à 65 %
- 45 à 55 %
- 30 à 45 %
- moins de 30 %



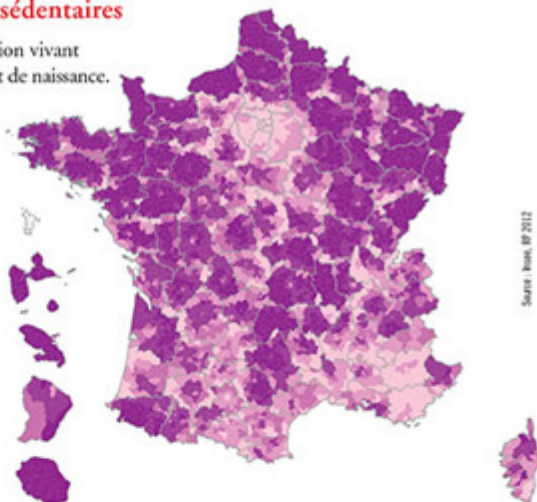
Source : recensements EARS - fichiers Bernard Aubry Insee RP 2011.

Une France de sédentaires

La part de la population vivant dans son département de naissance.

% population totale
(moyenne = 52,40 %)

- 65 % et plus
- 55 à 65 %
- 50 à 55 %
- 40 à 50 %
- moins de 40 %

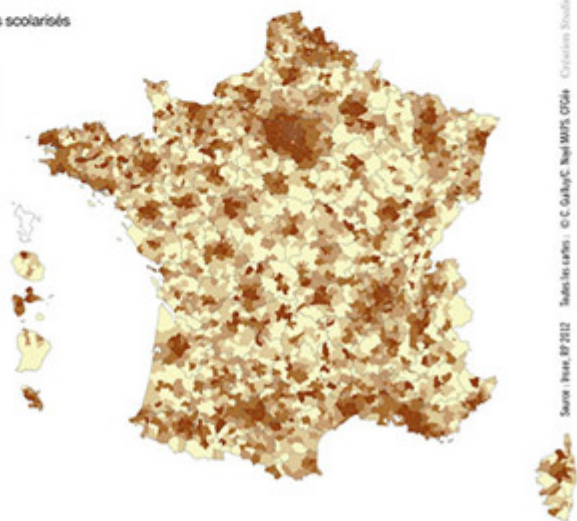


Part des personnes scolarisées de 18-24 ans

La concentration de l'offre dans des métropoles n'interdit pas la scolarisation des jeunes de la France périphérique mais la rend de plus en plus difficile.

Part des 18 à 24 ans scolarisés
Insee RP 2010

- 48,40 à 93,20
- 41,00 à 48,40
- 36,60 à 41,00
- 32,20 à 36,60
- 5,60 à 32,20



TABLE

Préface

1 - Les nouvelles citadelles

2 - La France, une société « américaine » comme les autres

3 - Le contrôle des représentations

4 - Le marronnage des classes populaires

Conclusion



Fl a m m a r i o n

1. L'expression est de Jean-Claude Michéa, *L'Empire du moindre mal. Essai sur la civilisation libérale*, Climats, 2007.

[▲ Retour au texte](#)

1. *La Curée* est le titre d'un roman d'Émile Zola qui décrivait l'enrichissement de la bourgeoisie parisienne de la fin du XIX^e siècle grâce à la restructuration urbaine initiée par le baron Haussmann. Si le contexte d'aujourd'hui n'est pas celui de grands travaux, la captation discrète des terrains et immeubles hier destinés aux catégories modestes est tout aussi efficace.

[▲ Retour au texte](#)

2. Les Rougon-Macquart retracent l'histoire d'une famille bourgeoise sous le Second Empire. Écrite entre 1871 et 1893, l'œuvre d'Émile Zola dépeint l'opportunisme et les mœurs d'une bourgeoisie avide de pouvoir et d'argent.

[▲ Retour au texte](#)

3. Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Les Ghettos du Gotha*, Seuil, 2007.

[▲ Retour au texte](#)

4. Michel Onfray dans *Figaro Vox*, 24 décembre 2015.

▲ [Retour au texte](#)

5. « Fractures françaises », Ipsos, 27 avril 2016.

▲ [Retour au texte](#)

6. Philippe Muray, *L'Empire du bien*, Les Belles Lettres, 2002.

[▲ Retour au texte](#)

7. Source : Observatoire des inégalités, 2015. Les résultats sont obtenus à partir des déclarations d'impôts desquelles l'Insee a soustrait les impôts directs payés et les prestations perçues.

[▲ Retour au texte](#)

8. « Rapport sur les inégalités en France », Observatoire des inégalités, 2015.

[▲ Retour au texte](#)

9. « Les bobos vont faire mal », *Libération*, 8 janvier 2001.

[▲ Retour au texte](#)

10. « Bobos » et « travailleurs pauvres », Xavier de La Porte, *La France invisible*, La Découverte, 2006.

[▲ Retour au texte](#)

11. Christophe Noyé, « Territoires de la pauvreté : les dynamiques de fragilisation des espaces », *Regards croisés sur l'économie*, 2008.

[▲ Retour au texte](#)

12. Indices notaires – Insee et meilleursagents.com

▲ [Retour au texte](#)

13. « Prix des places : la contestation des supporters gagne toute l'Europe », *Le Figaro*, 10 février 2016.

[▲ Retour au texte](#)

14. Hervé Algalarrondo et Daniel Cohn-Bendit, *Et si on arrêtait les conneries*, Fayard, 2016.

[▲ Retour au texte](#)

15. « Libéral-libertaire » est une expression de Michel Clouscard. Dans *Néo-fascisme et idéologie du désir* (Denoël, 1973), le philosophe démontre comment le gauchisme de 1968 a facilité et accéléré l'avènement du capitalisme libéral et du « tout-marché ».

[▲ Retour au texte](#)

16. Christopher Lasch, *La Révolte des élites*, Champs/Flammarion, 2010.

[▲ Retour au texte](#)

17. Selon l'Insee en mai 2016.

▲ [Retour au texte](#)

18. Fondation Abbé Pierre, rapport 2016.

▲ [Retour au texte](#)

19. *Population et avenir*, n° 728, juin 2016.

▲ [Retour au texte](#)

20. Pendant les émeutes urbaines de novembre 2005, près de 300 bâtiments et 10 000 véhicules ont été incendiés, 130 policiers et émeutiers ont été blessés.

[▲ Retour au texte](#)

21. Apur.

▲ [Retour au texte](#)

22. Fabien Escanola et Mathieu Vieira, « Les idéopôles, laboratoires de l'électorat socialiste », Fondation Jean-Jaurès, avril 2014.

[▲ Retour au texte](#)

23. Jean-Claude Michéa, Le Comptoir (site), février 2016.

▲ [Retour au texte](#)

24. Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *Les Héritiers*, Minuit, 1964.

[▲ Retour au texte](#)

25. Rapport sur les inégalités en France, Observatoire des inégalités, 2015.

[▲ Retour au texte](#)

26. *Ibid.*

▲ [Retour au texte](#)

27. *La Gazette des communes*, 25 novembre 2013.

▲ [Retour au texte](#)

28. Jean-Laurent Cassely, « Comment la bourgeoisie française a rattrapé la transition numérique », Slate, 19 avril 2016.

[▲ Retour au texte](#)

29. Diplômé d'HEC, il a fondé la plate-forme de location de voitures entre particuliers Drivy, une des réussites françaises emblématiques du secteur.

▲ [Retour au texte](#)

30. *Le Figaro*, 4 septembre 2015.

▲ [Retour au texte](#)

31. Florence Augier et Louis-Mohamed Seye, « Le PS ressemble-t-il à la France et à ses diversités ? », *Libération*, 19 mai 2015.

[▲ Retour au texte](#)

32. Au vu des chiffres d'entrée sur le territoire, Sarkozy aura été le président le plus « immigrationniste ».

[▲ Retour au texte](#)

33. Sondage Harris Interactive pour le magazine *Médias*, Atlantico, 15 juin 2012.

[▲ Retour au texte](#)

34. Sondage réalisé dans deux écoles de journalisme (CFJ et Celsa), Atlantico, 16 avril 2012.

[▲ Retour au texte](#)

35. CSA, baromètre de la diversité, janvier 2015.

▲ [Retour au texte](#)

36. Malcolm X, *Sur l'histoire afro-américaine*, Éditions Aden, 2008.

▲ [Retour au texte](#)

37. « Décoloniser les arts », *Libération*, 15 février 2016.

▲ [Retour au texte](#)

38. Insee, données RP, 2012.

▲ [Retour au texte](#)

39. CSA, baromètre de la diversité, 2013, cité par l'Observatoire des inégalités

[▲ Retour au texte](#)

40. Michèle Tribalat, *Statistiques ethniques, une querelle bien française*, L'Artilleur, 2016.

[▲ Retour au texte](#)

41. Notamment depuis 2003, avec la création de l'Anru.

[▲ Retour au texte](#)

42. Christine Lelévrier, « La mixité dans la rénovation urbaine : dispersion ou reconcentration », Cairn.info, 2010.

[▲ Retour au texte](#)

43. Recensements EARs - fichiers Bernanrd Aubry - Insee RP 2011.

[▲ Retour au texte](#)

44. Géraldine Smith, *Rue Jean-Pierre Timbaud, une vie de famille entre bobos et barbus*, Stock, 2016.

[▲ Retour au texte](#)

45. « Les ratés de la mixité sociale dans l'Est parisien », *Le Monde*, 26 avril 2016.

▲ [Retour au texte](#)

46. *Le Figaro*, 7 septembre 2015.

▲ [Retour au texte](#)

47. Dans la nouvelle division internationale du travail, les nouveaux pays industrialisés, asiatiques surtout, produisent aujourd’hui des produits manufacturés, y compris des produits haut de gamme, tandis que les pays développés se concentrent sur les produits technologiques et les services dont la production nécessite de hautes qualifications.

[▲ Retour au texte](#)

48. Ipsos, « Fractures françaises », 2016.

▲ [Retour au texte](#)

49. Jean-Pierre Le Goff, *Malaise dans la démocratie*, Stock, 2016.

▲ [Retour au texte](#)

50. Jean-Laurent Cassely, « L'intersyndicale des activistes en ligne peut-elle mobiliser la France ? », Slate, 25 février 2016.

[▲ Retour au texte](#)

51. *Le Parisien*, 6 mars 2016.

▲ [Retour au texte](#)

52. Rédacteur en chef de *Fakir* et réalisateur du film *Merçi patron !*

[▲ Retour au texte](#)

53. Jacques Julliard et Jean-Claude Michéa, *La Gauche et le Peuple*, Flammarion, 2014.

[▲ Retour au texte](#)

54. Voir « Les Bonnets rouges » dans *La France périphérique*, *op. cit.*, p. 53-57.

[▲ Retour au texte](#)

1. La campagne sur le traité européen fit apparaître de nouveaux clivages à l'intérieur de la gauche et de la droite. La gauche favorable au traité était menée par François Mitterrand tandis que l'extrême gauche et le Parti communiste se prononçaient pour le non. À droite, les opposants étaient réunis autour de Séguin et Pasqua, le camp du oui se réunissant autour de Chirac et Balladur. Les résultats du vote révélèrent de nouvelles fractures sociale et territoriale, avec notamment une surreprésentation du non dans les milieux populaires.

[▲ Retour au texte](#)

2. Bernard-Henri Lévy, *L'Idéologie française*, Grasset, 1981.

[▲ Retour au texte](#)

3. En 2012, le candidat François Hollande s'est ainsi inspiré de la note « Terra Nova » qui conseillait au candidat de gauche d'abandonner l'électorat populaire traditionnel pour se concentrer notamment sur les minorités. De son côté, la ligne Buisson-Sarkozy s'adressait prioritairement aux « petits Blancs ».

[▲ Retour au texte](#)

4. Céline Pina, *Silence coupable*, Kero, 2016.

▲ [Retour au texte](#)

5. Branko Milanovic, « Les inégalités de revenus se creusent tant et plus, nous allons vers une ploutocratie », *L'Hebdo*, 23 juin 2016.

[▲ Retour au texte](#)

6. Philippe Guibert, Alain Mergier, *Le Descenseur social : enquête sur les milieux populaires*, Plon, 2006.

[▲ Retour au texte](#)

7. La catégorie sous-emploi comprend les personnes actives occupées (au sens du BIT) qui remplissent l'une des conditions suivantes : elles travaillent à temps partiel, souhaitent travailler davantage et sont disponibles pour le faire, qu'elles recherchent activement un emploi ou non ; elles travaillent à temps partiel (et sont dans une situation autre que celle décrite ci-dessus) ou à temps complet, mais ont travaillé moins que d'habitude pendant une semaine de référence pour cause de chômage partiel (chômage technique) ou de mauvais temps. Le sous-emploi se mesure à l'aide de l'enquête Emploi.

[▲ Retour au texte](#)

8. Observatoire des inégalités, données de 2013 dans le « Rapport sur les inégalités » de 2015.

[▲ Retour au texte](#)

9. Institut SMG Insight, « La moitié des Français épargnent moins de 50 euros par mois », *Le Figaro*, 7 octobre 2015.

[▲ Retour au texte](#)

10. Président de l'Observatoire des inégalités, rapport sur les inégalités en France, 2015.

▲ [Retour au texte](#)

11. Création de 13 régions métropolitaines en 2015 et de 14 métropoles en 2016.

[▲ Retour au texte](#)

12. « 2017-2027 : dynamiques et inégalités territoriales », France Stratégie, 7 juillet 2016.

[▲ Retour au texte](#)

13. « Le logement, enjeu majeur des élections municipales à Londres », *Le Monde*, 5 mai 2016.

[▲ Retour au texte](#)

14. Michèle Tribalat, « White Flight », Atlantico, 7 mai 2016.

▲ [Retour au texte](#)

15. *Le Monde*, 25 mai 2016.

▲ [Retour au texte](#)

16. Rapport 2015 de l'Observatoire des inégalités.

[▲ Retour au texte](#)

17. Antoine Fleury, Jean-Christophe François, Hélène Mathian, Antonine Ribardi re, Thérèse Saint-Julien, « Les inégalités socio-spatiales progressent-elles en  le-de-France ? », *Métropolitiques*, 12 décembre 2012.

[▲ Retour au texte](#)

18. « Géographie sociale en Île-de-France », IAU, septembre 2013.

[▲ Retour au texte](#)

19. Christine Lelévrier, « Diversification de l'habitat et mixité sociale dans les opérations de rénovation urbaine : trajectoires et rapports au quartier des nouveaux arrivants », PUCA, juillet 2014.

[▲ Retour au texte](#)

20. « Centres-villes à vendre », *Le Monde*, 11 janvier 2016.

▲ [Retour au texte](#)

21. « Les centres-villes se vident de leurs commerces », *Le Monde*, 12 janvier 2016.

[▲ Retour au texte](#)

22. « Les métiers en 2022 », France Stratégie, Dares, avril 2015.

[▲ Retour au texte](#)

23. « Les métiers en 2022 », France Stratégie, Dares, avril 2015.

[▲ Retour au texte](#)

24. Laurent Davezies, *La crise qui vient : la nouvelle fracture territoriale*, Seuil, 2012.

[▲ Retour au texte](#)

25. « 2017-2027 : dynamiques et inégalités territoriales », France Stratégie, 7 juillet 2016.

[▲ Retour au texte](#)

26. Lire par exemple le rapport des nouvelles ruralités :
www.departements.fr

[▲ Retour au texte](#)

27. Phrase de la keynesienne de gauche Joan Robinson citée par Gérard Horny dans « Le revenu universel, une idée authentiquement libérale », *Slate*, avril 2016.

[▲ Retour au texte](#)

28. *Assimilation, la fin du modèle français*, Michèle Tribalat, Éditions du Toucan, 2013.

[▲ Retour au texte](#)

29. Comme le footballeur Karim Benzema et le comédien Jamel Debbouze.

[▲ Retour au texte](#)

30. Notons que l'absence remarquée d'Asiatiques dans l'équipe de France n'a déclenché aucune revendication de la part des Asiatiques français, pourtant très attachés à leur communauté. Il faut dire que les Asiatiques ne sont jamais entrés dans le « Diversity Business », ni dans la concurrence victimaire.

▲ [Retour au texte](#)

31. « L'étrange rumeur de pédophilie qui empoisonne la ville de Montreuil », *Le Soir*, 7 juillet 2016.

[▲ Retour au texte](#)

32. Aujourd'hui, les zones urbaines sensibles sont les territoires où l'instabilité démographique est la plus forte : le taux de mobilité résidentielle (qui mesure le renouvellement de la population dans une période donnée) y est le plus élevé. De nombreux habitants remplacent en permanence ceux qui quittent ces quartiers. Les minorités et majorités se font et se défont au gré de ces mouvements de population.

[▲ Retour au texte](#)

33. *Fractures françaises*, Champs/Flammarion, 2013.

▲ [Retour au texte](#)

34. *Le Figaro*, 4 avril 2016.

▲ [Retour au texte](#)

35. « Le multiculturalisme a conduit à ce que des communautés vivent isolées les unes des autres. Ces sociétés parallèles ne se développent pas selon nos valeurs », *Le Monde*, 6 février 2011.

▲ [Retour au texte](#)

36. « Angela Merkel admet l'échec du multiculturalisme », *Le Figaro*, 17 octobre 2010.

[▲ Retour au texte](#)

37. Michèle Tribalat, *Assimilation : la fin du modèle français*, op. cit.

▲ [Retour au texte](#)

38. Céline Pina, *Silence coupable*, Kéro, 2016.

▲ [Retour au texte](#)

39. « La majorité socialiste s'engage contre les produits israéliens », *Le Parisien*, 15 juillet 2016.

[▲ Retour au texte](#)

40. Ipsos, « Fractures françaises », avril 2016.

▲ [Retour au texte](#)

41. *Ibid.*

▲ [Retour au texte](#)

1. « Donald Trump fait plus peur à Wall Street qu'Hillary Clinton », *Le Figaro*, 3 mai 2016.

[▲ Retour au texte](#)

2. David Lafferty, stratège chez Natixis Global Asset Management, « Les patrons de la Silicon Valley ont rencontré en secret des républicains pour stopper Donald Trump », *20 minutes*, 8 mars 2016.

[▲ Retour au texte](#)

3. *Fractures francaises, op. cit.*

▲ [Retour au texte](#)

4. Camille Peugny, *Le Destin du berceau*, Seuil, 2013.

▲ [Retour au texte](#)

5. « Les classes moyennes font du surplace », entretien avec Régis Bigot, Observatoire des inégalités, www.inegalites.fr, mars 2009.

[▲ Retour au texte](#)

6. Centre d'analyse stratégique, « La mesure du déclassement : informer et agir sur les nouvelles réalités sociales », juillet 2009.

[▲ Retour au texte](#)

7. Observatoire national des ZUS, 2011.

▲ [Retour au texte](#)

8. Serge Guérin et Christophe Guilluy, « Les retraités pauvres, un vote-clé », *Le Monde*, 28 août 2012.

[▲ Retour au texte](#)

9. En 2015, l'Insee évaluait la part des Français qui vivaient sous le seuil de pauvreté à 14 %.

[▲ Retour au texte](#)

10. Étude Oxfam, *Le Monde*, 18 janvier 2016.

▲ [Retour au texte](#)

11. « Rapport sur les inégalités 2015 », Observatoire des inégalités.

[▲ Retour au texte](#)

12. *Ibid.*

▲ [Retour au texte](#)

13. En avril 2016, une partie de la presse internationale révèle des informations sur plus de 214 000 sociétés offshore au Panama avec le nom des actionnaires. Parmi eux se trouvent des hommes politiques, des chefs d'État, des milliardaires, des sportifs, des célébrités qui ont organisé leur évasion fiscale.

[▲ Retour au texte](#)

14. « Pourquoi les Panama Papers épargnent les Américains », *Les Échos*, 5 avril 2016.

[▲ Retour au texte](#)

15. Fernand Braudel, *La Dynamique du capitalisme*, Flammarion, 1985.

▲ [Retour au texte](#)

16. Données Insee 2011, à partir des déclarations d'impôts desquelles l'Insee a soustrait les impôts directs payés et les prestations reçues.

[▲ Retour au texte](#)

17. Dans *Les Habitants*, sorti en mai 2016, le cinéaste Raymond Depardon s'attache à décrire les préoccupations des gens qui vivent à l'écart des métropoles, dans des petites et moyennes villes ou en zone rurale. Il redonne ainsi aux catégories modestes une visibilité qu'elles ont perdue dans le cinéma français ou à la télévision.

▲ [Retour au texte](#)

18. « 2017-2027 : dynamiques et inégalités territoriales », France Stratégie, 7 juillet 2016.

[▲ Retour au texte](#)

19. Selon la définition de l'Insee, la couronne périurbaine est l'ensemble des communes d'une aire urbaine, à l'exclusion de son pôle urbain.

[▲ Retour au texte](#)

20. Expression du géographe Laurent Chalard, qu'il oppose au « périurbain choisi ».

[▲ Retour au texte](#)

21. *Insee Première*, n° 1552, juin 2015.

▲ [Retour au texte](#)

22. Grégoire Allix, « La pauvreté se concentre dans les “villes-centres” plus que dans les périphéries », *Le Monde*, 2 juin 2016.

[▲ Retour au texte](#)

23. *La France périphérique, op. cit.*

▲ [Retour au texte](#)

24. Pour l'Insee, le pôle urbain est une unité urbaine offrant au moins 10 000 emplois, qui n'est pas située dans la couronne d'un autre pôle urbain. On distingue également des moyens pôles – unités urbaines de 5 000 à 10 000 emplois – et les petits pôles – unités urbaines de 1 500 à moins de 5 000 emplois.

[▲ Retour au texte](#)

25. Laurent Chalard, Atlantico, 3 juin 2016.

▲ [Retour au texte](#)

26. Paris, Lyon, Marseille, Aix-en-Provence, Toulouse, Lille, Bordeaux, Nice, Nantes, Strasbourg, Grenoble, Rennes, Rouen, Toulon, Douai-Lens, Montpellier.

[▲ Retour au texte](#)

27. « Un meurtre géographique : la France rurale », *Population et avenir*, n° 707, mars-avril 2012.

[▲ Retour au texte](#)

28. *Population et avenir*, n° 728, mai-juin 2016.

▲ [Retour au texte](#)

29. G. F. Dumont, « La démocratie se construit par le bas », AMF, mai 2016.

[▲ Retour au texte](#)

30. Il est amusant de rappeler, comme le fait Michel Onfray, que l'auteur de cette « phrase-slogan » de l'extrême droite est Emmanuel Berl, un intellectuel de gauche d'origine juive. Voir *Philosophie Magazine*, n° 89, 23 avril 2015.

[▲ Retour au texte](#)

31. J.-F. Gravier, *Paris et le désert français*, Flammarion, 1958.

▲ [Retour au texte](#)

32. *L'Europeo*, 26 décembre 1974, interview de Pasolini publiée par la suite dans le livre *Écrits corsaires*, Champs-Flammarion, 2009.

[▲ Retour au texte](#)

33. « Répliques », France culture, 29 septembre 2007 et Lionel Jospin, *Lionel raconte Jospin*, Seuil, 2009.

[▲ Retour au texte](#)

34. Auteur de « Ultragauche, autonomes, émeutiers et insurrectionnels », AFP, 3 juin 2016.

[▲ Retour au texte](#)

35. Un constat qui fait écho à l'analyse de Pasolini de 1968. Dans ses *Écrits corsaires*, l'écrivain disait se sentir plus proche du « CRS fils d'ouvriers ou de paysans » que de « l'étudiant fils de notaire ».

[▲ Retour au texte](#)

36. Pasolini, *Écrits corsaires*, *op. cit.*

▲ [Retour au texte](#)

37. Frédéric Lordon, « Impasse Michéa », *La Revue des livres*, septembre 2013.

[▲ Retour au texte](#)

38. « Répliques », France Culture, 29 septembre 2007 et Lionel Jospin, *Lionel raconte Jospin*, Seuil, 2009.

[▲ Retour au texte](#)

39. Simon Leys, *Orwell ou l'horreur de la politique*, Champs/Flammarion, 1984.

[▲ Retour au texte](#)

40. *Marianne*, 29 juin 2016.

▲ [Retour au texte](#)

41. *Le Monde*, 26 juin 2016.

▲ [Retour au texte](#)

1. Le terme marronnage, qui désigne la fuite d'esclaves hors des plantations, dérive du mot espagnol « cimarron », celui qui vit sur les cimes. Une autre définition le fait venir du mot « arawak » désignant les animaux à l'état sauvage. Ce rapprochement de l'esclave et de l'animal illustre parfaitement la hantise des planteurs face au « grand marronnage », car les fugitifs étaient à l'origine de la création d'une contre-société qui menaçait le modèle économique et sociétal des colons et de leur famille. Ainsi, plus que la perte d'esclaves, c'est d'abord la création d'un contre-modèle qui hantait les maîtres.

[▲ Retour au texte](#)

2. « La sociologie du vote au premier tour des élections régionales 2015 », *Le Point*, décembre 2015.

[▲ Retour au texte](#)

3. Serge Guérin et Christophe Guilluy, « Les retraités pauvres, un vote-clé », *Le Monde*, 28 août 2012.

[▲ Retour au texte](#)

4. Ipsos, « Fractures françaises », avril 2016.

▲ [Retour au texte](#)

5. CSA, « L'état du lien social en France fin 2015 », décembre 2015.

[▲ Retour au texte](#)

6. Ipsos, « Fractures françaises », avril 2016.

▲ [Retour au texte](#)

7. Serge Guérin, *Silver Génération*, Michalon, 2015.

▲ [Retour au texte](#)

8. Éric Conan, *La Gauche sans le peuple*, Fayard, 2004. Dans ce livre, l'auteur cernait les causes du divorce avec la gauche des ouvriers et des employés qui, en 1981, avaient pourtant majoritairement voté Mitterrand.

[▲ Retour au texte](#)

9. Jean-Pierre Le Goff, « Du gauchisme culturel et de ses avatars », *Le Débat*, n° 173, septembre-octobre 2013 et *La Gauche à l'épreuve, 1968-2011*, Perrin, 2011.

[▲ Retour au texte](#)

10. Ifop Focus n° 88, « Le vote des musulmans à l'élection présidentielle », novembre 2015.

[▲ Retour au texte](#)

11. « La sociologie du vote au premier tour des élections régionales 2015 », *Le Point*, 6 décembre 2015.

[▲ Retour au texte](#)

12. Afin de mobiliser des minorités supposées acquises à la gauche, et alors que les sondages prédisent un score serré, Claude Bartolone avait déclaré, à propos de Valérie Pécresse, « avec un discours comme celui-là, c'est Versailles, Neuilly et la race blanche qu'elle défend en creux », *L'Obs*, 9 décembre 2015.

▲ [Retour au texte](#)

13. JRE : les « journées de retrait de l'école » ont été lancées en janvier 2014 par Farida Belghoul pour protester contre les écoles qui expérimentaient les ABCD de l'égalité. Les quelques écoles ciblées étaient situées dans des quartiers sensibles à forte population musulmane.

[▲ Retour au texte](#)

14. Aux élections régionales de 2015, en Île-de-France, l'Union des démocrates musulmans français (UDMF) n'a réuni qu'une part négligeable de l'électorat musulman.

[▲ Retour au texte](#)

15. L'expression « plombier polonais » a été popularisée en 2005 lors du débat sur le traité constitutionnel par référence à la directive européenne appelée « directive services » présentée par l'ex-commissaire Frits Bolkenstein.

[▲ Retour au texte](#)

16. « Le nombre de travailleurs détachés en France a bondi de 25 % en 2015 », *Marianne*, 30 mai 2016.

[▲ Retour au texte](#)

17. leseconoclastes.fr/

▲ [Retour au texte](#)

18. Ipsos, Fractures françaises, avril 2016.

▲ [Retour au texte](#)

19. Rapports de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, www.cncdh.fr/

[▲ Retour au texte](#)

20. Aymeric Patricot, « Derrière l'antiracisme de Cantona, le racisme anti-Français », *Le Figaro*, 30 mai 2016.

[▲ Retour au texte](#)

21. Voir sur le sujet le rapport de Malek Boutih, « Génération radicale », juillet 2015.

[▲ Retour au texte](#)

22. « L’“alya interne” des juifs franciliens », *Le Point*, 20 mai 2016.

▲ [Retour au texte](#)

23. Selon le sens traditionnel, c'est-à-dire des ménages en phase d'ascension sociale.

[▲ Retour au texte](#)

24. Christine Lelévrier, *Au nom de la « mixité sociale » Les effets paradoxaux des politiques de rénovation urbaine*, Éditions du Croquant, 2013.

▲ [Retour au texte](#)

25. *La France périphérique, op. cit.*

▲ [Retour au texte](#)

26. Miguel Torga, *En chair vive*, José Corti, 1997.

▲ [Retour au texte](#)

27. Jérôme Fourquet, *Karim vote à gauche et son voisin vote FN*, Éditions de l'Aube, 2015.

[▲ Retour au texte](#)

28. Ce concept d'insécurité culturelle visait à décrire le ressenti des populations, quelle que soit leur origine, dans les quartiers de logements sociaux confrontés à d'intenses flux migratoires. *Fractures françaises*, op. cit.

[▲ Retour au texte](#)

29. *Les Territoires perdus de la République*, Mille et une nuits, 2002.

▲ [Retour au texte](#)

30. *Le Figaro*, 15 août 2015.

▲ [Retour au texte](#)

31. *Juifs en pays arabes*, Tallandier, 2012.

▲ [Retour au texte](#)

32. *Ibid.*

▲ [Retour au texte](#)

33. *L'An prochain à Jérusalem*, Éditions de l'Aube, 2016.

▲ [Retour au texte](#)

34. Pour l'Insee, les zones urbaines sensibles (ZUS) sont des territoires infra-urbains définis par les pouvoirs publics pour être la cible prioritaire de la politique de la ville, en fonction des considérations locales liées aux difficultés que connaissent les habitants de ces territoires.

[▲ Retour au texte](#)

35. Le « desserrement urbain » est le processus qui conduit les ménages les moins aisés et les familles à quitter le cœur des villes pour s'installer en périphérie.

▲ [Retour au texte](#)

36. Le taux de natalité corse était, en 2014, de 3 points inférieur à la moyenne nationale (9,4 %).

[▲ Retour au texte](#)

37. Slate Afrique, 11 mai 2016.

▲ [Retour au texte](#)

38. Mansour Kamardine, député de Mayotte, *Le Figaro*, 19 janvier 2016.

[▲ Retour au texte](#)

39. CSA, « L'immigration au cœur des préoccupations des Français », décembre 2015.

[▲ Retour au texte](#)

40. Ipsos, « Fractures françaises », depuis 2013.

▲ [Retour au texte](#)

41. « Global Views on Immigration », étude internationale menée par Ipsos en 2011.

[▲ Retour au texte](#)

42. Ipsos, « Fractures françaises », 2016.

[▲ Retour au texte](#)

43. Cevipof, « Comprendre 2017 », mai 2016.

▲ [Retour au texte](#)

44. Observatoire des inégalités, résultats de 2013 dans le « Rapport sur les inégalités 2015 ».

[▲ Retour au texte](#)

45. Edhec Business School, « Avoir un diplôme pour faire une bonne carrière ou un bon mariage ? », 2014.

[▲ Retour au texte](#)

46. Michèle Tribalat, *Assimilation : la fin du modèle français*, L'Artilleur, 2013.

[▲ Retour au texte](#)

47. Jean-Louis Thiébault, « Les travaux de Robert D. Putnam sur la confiance, le capital social, l'engagement civique et la politique comparée », *Revue internationale de politique comparée*, n° 10, mars 2003. Robert D. Putnam, *Bowling Alone : The Collapse and Revival of American Community*, Simon & Schuster, 2000. Dans ses travaux, le chercheur aborde notamment la question très sensible de l'affaïssement de la confiance entre individus dans les sociétés où la diversité culturelle et ethnique est importante.

[▲ Retour au texte](#)

48. Jean-Pierre Le Goff, *Malaise dans la démocratie*, Stock, 2016.

[▲ Retour au texte](#)

49. Christopher Lasch, *La Culture du narcissisme*, Champs/Flammarion, 1979.

[▲ Retour au texte](#)

50. Pierre-André Taguieff, *Résister au bougisme*, Mille et une nuits, 2002.

[▲ Retour au texte](#)

51. Fernand Braudel, *Grammaire des civilisations*, deuxième partie, Champs/Flammarion, 1993, p. 566.

[▲ Retour au texte](#)

52. Voir *La France périphérique, op. cit.*, chap. VI « La fin de la mobilité ou le retour du sédentaire ».

[▲ Retour au texte](#)

53. Institut de recherche CEBR, *La Tribune*, 17 décembre 2013.

▲ [Retour au texte](#)

54. *La France périphérique, op. cit.*

▲ [Retour au texte](#)

55. Ministère des Affaires sociales, *Études et résultats*, n° 887.

[▲ Retour au texte](#)

56. Rapport sur les inégalités, 2015.

▲ [Retour au texte](#)

57. « La géographie de l'ascension sociale », note d'analyse de France Stratégie, n° 36, novembre 2015.

[▲ Retour au texte](#)

58. « 2017-2027 : dynamiques et inégalités territoriales », France Stratégie, 7 juillet 2016.

[▲ Retour au texte](#)

59. « Les métiers en 2022 », France Stratégie, avril 2015.

[▲ Retour au texte](#)

60. Rapport « Nouvelles ruralités », www.departements.fr

[▲ Retour au texte](#)

61. Serge Halimi, « Le laisser-faire est-il libertaire ? », *Le Monde diplomatique*, juin 2013. Frédéric Lordon, « Impasse Michéa », *La Revue des livres*, septembre 2013.

[▲ Retour au texte](#)

62. Jean-Claude Michéa, Le Comptoir (site), 24 février 2016.

▲ [Retour au texte](#)

63. *Silver génération, op. cit.*

▲ [Retour au texte](#)

64. Bernard Farinelli, *La Révolution de la proximité*, Éditions Libre & solidaire, 2015.

[▲ Retour au texte](#)

1. Jean-Marie Déguignet, *Mémoires d'un paysan bas-breton*, Arkae, 1998.

[▲ Retour au texte](#)

2. *Le Parisien* et le *Financial Times*, 27 juin 2016.

▲ [Retour au texte](#)

3. Laurent Chalard, *Le Figaro*, 29 juin 2016.

▲ [Retour au texte](#)

4. Europe 1, 26 juin 2016.

▲ [Retour au texte](#)